

Année universitaire 2024-2025

Théo Zandomenighi



Le Maquis de Picaussel,
un exemple de résistance armée dans l'Aude

Mémoire de Master 1 en Histoire Militaire et étude de la défense
sous la direction du Pr. Jean-François Muracciole



Université Paul-Valéry – Montpellier 3 Faculté des Sciences Humaines
et des Sciences de l'Environnement – UFR 3

Remerciements

Ce mémoire n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien et l'accompagnement précieux de plusieurs personnes, que je souhaite ici remercier chaleureusement.

Tout d'abord, j'exprime ma profonde gratitude à mon directeur de mémoire Mr Jean-François Muracciole, qui a accepté mon sujet et m'a guidé tout au long de mes recherches avec bienveillance et rigueur. Ses conseils avisés et son soutien ont été essentiels à l'aboutissement de ce travail.

Je remercie également les Archives départementales de Carcassonne pour leur aide précieuse dans l'accès aux sources et documents qui m'ont permis d'enrichir mon analyse. Leur disponibilité et leurs conseils m'ont été d'une grande aide.

Un immense merci à François Gabarre, dont les précieuses photographies du maquis ont nourri ce travail et qui m'a permis d'accéder à des ouvrages et à des informations essentielles pour approfondir mon sujet.

Je tiens aussi à exprimer toute ma reconnaissance envers ma grand-mère, dont l'évocation du maquis de l'Aude m'a inspiré ce sujet.

Enfin, je remercie du fond du cœur mes parents, qui m'ont soutenu tout au long de cette aventure, que ce soit en m'aidant à me procurer certains ouvrages, en me soutenant dans la rédaction ou simplement en m'encourageant à persévérer. Leur appui a été inestimable.

Je souhaite également adresser un grand merci à ma famille et mes amis, pour leur soutien constant, leurs encouragements et leur présence tout au long de cette période exigeante. Leur bienveillance et leur aide m'ont été d'un précieux réconfort.

À toutes ces personnes qui ont, de près ou de loin, contribué à l'aboutissement de ce mémoire, je tiens à exprimer ma sincère gratitude.

La Seconde Guerre mondiale, qui a dévasté l'Europe, fut une période d'obscurité mais aussi de résistance pour la France occupée. Si certaines régions sont restées sous l'emprise de l'occupant nazi pendant plus de quatre ans, des foyers de résistance ont éclaté à travers tout le pays. L'un de ces foyers fut le maquis de Picaussel, niché dans les montagnes des Pyrénées audoises, au cœur de la région actuelle de l'Occitanie. Ce maquis, comme tant d'autres en France, est un symbole de l'engagement clandestin des populations locales contre l'occupant, un engagement qui, bien que rarement étudié par des travaux d'historiens, fut important pour la libération du territoire de la Haute Vallée de l'Aude et plus largement du département. A travers ce travail de recherche, nous nous attacherons à restituer l'histoire de ce maquis, à analyser son organisation et son fonctionnement mais aussi ses actions que ce soit des succès ou des échecs, ainsi que ses liens avec la population et l'héritage qu'il laisse dans la mémoire locale. Avant d'aborder la raison du choix du sujet, nous devons rappeler la définition d'un maquis. Si des dictionnaires comme le Larousse parle du maquis comme étant la formation d'arbustes et de buissons résultant de la dégradation de la forêt méditerranéenne de chênes-lièges sur sols siliceux, consécutive à l'action du feu et des hommes¹. Le maquis est aussi, et c'est ce qui nous intéresse ici, un regroupement clandestin de résistants, souvent en zone rurale ou montagnaise, formé pour échapper à la répression et mener des actions contre l'occupant et le régime de Vichy.

Ce sujet est apparu en raison de son importance historique et de son histoire encore peu explorée. En effet, s'il existe de nombreux travaux et études qui concernent la Résistance en France, il y en a peu qui abordent la question des exemples sur des maquis plus locaux, en particulier dans des départements comme l'Aude. Dans un premier temps il était important d'aborder cette question sur ce maquis en mettant la lumière sur son origine, les membres qui l'ont composé, son organisation, ses liens avec la population et d'autres maquis et de comprendre également les stratégies appliquées pour pouvoir tenir tête à l'Occupant. D'autre part, dans un contexte où les derniers témoins de cette période disparaissent, il est crucial de pouvoir préserver et transmettre cette mémoire pour les générations futures. L'histoire de la Résistance est souvent racontée au travers de grands noms ou Maquis impliquées dans des grands événements mais il est aussi essentiel de se pencher sur ces exemples et sur ces acteurs moins connus qui ont décidé d'agir pour mener des actions décisives.

Pour mieux comprendre l'importance du maquis de Picaussel, il est nécessaire de le replacer dans son contexte historique et géographique. La Seconde Guerre mondiale débute en septembre 1939 avec l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie, ce qui entraîne

¹ Dictionnaire Larousse, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/maquis/49319>, consulté le 11 mars 2025

rapidement l'Europe dans un conflit majeur. Le 26 janvier 1939, la chute de Barcelone sonne le début de la Retirada, un exode massif de réfugiés républicains espagnols fuyant la répression mis en place par le nouveau dirigeant, le Général Franco. En février des camps en France sont ouverts à Argelès, Saint-Cyprien, au Barcarès et à Agde pour fournir l'accueil à ces réfugiés. Puis l'internement des réfugiés espagnols se feront dans des camps, par exemple dans le département de l'Aude, comme ceux des camps de Bram, Couiza et Montolieu. Ces réfugiés marqués par leur engagement républicain et antifasciste, deviennent par la suite des acteurs clés de la résistance locale, y compris comme on le verra plus tard au sein du maquis de Picaussel. Le 3 septembre, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne, suite à l'envahissement de la Pologne, quelques futurs membres du maquis de Picaussel vont y participer, et acquérir ainsi une précieuse expérience militaire. Dès 1940, les événements se précipitent le 13 mai, les troupes allemandes sont à Sedan. Au mois de mai l'Aude voit l'arrivée de réfugiés belges, hollandais, luxembourgeois et du nord de la France. Le 9 juin, le gouvernement français quitte Paris pour Bordeaux. Le 10 juin, l'Italie déclare la guerre à la France. Toujours au mois de juin, le 14, Paris est occupé. Le 17 juin, nommé chef du gouvernement, le maréchal Philippe Pétain appelle à cesser le combat. Et le 18 juin, aura lieu l'appel du général de Gaulle sur la BBC, qui appelle les Français, à continuer le combat contre l'Allemagne. Le 22 juin, le Maréchal Pétain accepte de signer l'armistice franco-allemand à Rethondes, c'est la fin des combats mais aussi le début de l'Occupation d'une partie de la France et également, cette date marque l'instauration d'un régime collaborationniste sous l'appellation d'Etat Français. Pour certains soldats et patriotes, cette décision est vécue comme une trahison, un abandon de la lutte contre l'ennemi, les poussant ainsi à refuser la soumission et à rejoindre les maquis de la Résistance. La France sera alors découpée en deux zones principales avec une zone dite Occupée et une zone dite Libre ou Sud. Ces deux zones seront séparées par une frontière longue d'environ 1200 kilomètres. Pour ce qui est de la Zone libre, elle comprend les territoires qui se trouvent, au niveau de la ligne de démarcation qui part de la frontière espagnole, au niveau de la commune d'Arnéguy, dans le département des Basses-Pyrénées ou ce qui correspond actuellement aux Pyrénées-Atlantiques, et qui passe ensuite par Mont-de-Marsan (Landes), Libourne (Gironde), Confolens (Charente) et Loches (Indre-et-Loire). Puis elle remonte jusqu'au nord du département de l'Indre pour bifurquer à l'est et, après avoir traversé les communes du département du Cher, Vierzon et Saint-Amand-Montrond, Moulins (Allier), Charolles (Saône-et-Loire) et Dole (Jura), elle rejoint la frontière suisse au niveau de Gex. C'est aussi dans cette zone qu'est installée le gouvernement du Maréchal Pétain qui prendra le nom de

gouvernement de Vichy faisant référence au nom de la ville où s'est installé ce gouvernement. Le 10 juillet, Pétain obtient les pleins pouvoirs. Deux députés de l'Aude, Léon Blum du parti de la Section française de l'Internationale Ouvrière, et député de la circonscription de Narbonne et Henri Gout, du parti Radical-Socialiste, représentant la circonscription de Carcassonne, refusent de voter cette mesure. En novembre 1940 ont lieu les premiers internements administratifs dans le centre de séjour surveillé de Rivel. Et le 2 novembre, à Narbonne, la municipalité socialiste du docteur Lacroix est dissoute². Ces deux événements montrent le changement au niveau politique qui commence à devenir répressif envers les opposants politiques. En 1941, les répressions vont devenir de plus en plus durs. En février la municipalité radical-socialiste de Carcassonne du docteur Tomey est dissoute. Le 29 mars, est créé un Commissariat aux questions juives, au niveau national. Le 14 mai, à Paris, 1^{re} rafle de Juifs qui sont internés dans des camps du Loiret. Le 2 juin, le deuxième statut des Juifs est mis en place, il s'agit de leurs recensements en zone sud. Cette année verra aussi les premiers signes de résistance, par exemple pour le département de l'Aude, en septembre, la distribution de tracts communistes dans le Narbonnais. Ces premiers actes de résistance n'empêchent pas la poursuite des répressions comme l'arrestation de vingt-huit jeunes personnes suite à cette distribution de tracts. Le 24 septembre, depuis Londres, de Gaulle crée le Comité national français. En octobre le centre de séjour surveillé de Rivel est aménagé en camp pour recevoir « des étrangers sans ressources, des israélites et des communistes ». Le 15 octobre a lieu la mise en détention de Léon Blum. Et en novembre est créé le mouvement Combat, fusion des mouvements Liberté et Libération nationale ; c'est Albert Picolo qui prend la tête du mouvement Combat dans l'Aude. Albert Joseph Justin Picolo naît à Batna en Algérie, le 4 octobre 1899. En 1921, il vient en métropole puis il occupe plusieurs postes en lien avec les lycées comme répétiteur. Puis c'est en 1934 qu'il arrive à Carcassonne avec le métier de professeur adjoint de physique-chimie au lycée de Carcassonne. En 1936, il devient le secrétaire de la section du parti Section Française de l'Internationale Ouvrière dans la même ville. Il multiplia les actions de résistances surtout au niveau de la propagande. À l'échelle nationale, un tournant majeur se produit le 17 janvier 1942 avec la création du Bureau central de renseignements et d'action militaire (BCRAM) de la France libre. En avril, les mouvements des Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF ou FTP) voient le jour. Les FTP étaient un mouvement de résistance armée d'obédience

² Archives départementales de l'Aude, Résistances et clandestinité dans l'Aude Exposition réalisée par les Archives départementales de l'Aude, présentée à Carcassonne du 11 octobre 2010 au 7 janvier 2011, https://archivesdepartementales.aude.fr/sites/default/files/media/files/AD11_004Phv026_001.pdf, consulté le 11 mars 2025

communiste, créé par le Parti communiste français (PCF). Ils prônent une lutte active contre l'occupant et le régime de Vichy à travers des actions de guérilla, des sabotages et des attentats contre les forces allemandes et les collaborateurs. Contrairement à d'autres groupes résistants, les FTP opéraient souvent de manière autonome et ne reconnaissaient pas toujours l'autorité de la France libre jusqu'à la fin de la guerre. Le 14 juin a lieu la visite du maréchal Pétain à Narbonne, Carcassonne et Castelnaudary³. Le 14 juillet, la France libre devient la France combattante, marquant ainsi l'union avec la Résistance intérieure ; en zone sud, nombreuses manifestations à l'appel de la presse clandestine comme à Carcassonne, où on compte les manifestants à environ 2 000, au boulevard Barbès. En septembre : en zone sud, création du Noyautage des Administrations publiques (NAP). Du 17 au 18 septembre, des tracts sont distribués à Carcassonne appelant à manifester le 20 en souvenir de la bataille de Valmy. Le général Delestraint est nommé commandant de l'Armée Secrète au mois d'octobre. Le 11 novembre l'invasion de la zone non occupée par les troupes allemandes ; les troupes allemandes occupent le département, des détachements stationnent à Port-La Nouvelle et sur les aérodromes de Carcassonne et de Lézignan. Le général de Lattre de Tassigny tente de s'opposer à l'avancée de la 7e Panzer Division, il est arrêté. Cette invasion marque aussi un tournant. Un autre tournant et pas des moindres a lieu, le 25 janvier 1943 à Limoux, un attentat contre l'officier allemand Wilhem Henkel commis par deux guérilleros espagnols⁴. Ce qui marque un début des actions armées menées par les maquis. Le 26 janvier, les mouvements, Combat, Libération et Franc-Tireur fusionnent pour donner naissance aux Mouvements Unis de Résistance (MUR). Le 30 janvier, création de la Milice par Laval, se substituant au Service d'ordre légionnaire (SOL). Enfin un événement majeur qui va précipiter les actions de résistances mais aussi multiplié leurs nombres se déroule le 16 février, il s'agit de l'instauration du Service du Travail Obligatoire (STO). Pour revenir plus précisément sur le maquis de Picaussel, celui-ci est situé dans le département de l'Aude. Il est implanté dans le plateau de Sault qui correspond à une zone montagneuse des Pyrénées et situé entre les villages de Bélesta, d'Aunat et Fontanès de Sault. Cette partie appartient aussi à l'Ouest de l'Aude. Le maquis de Picaussel tire son nom de la forêt dans laquelle ils établissent leur camp. Au Nord de cette forêt se trouve le village de Lescale. Cette installation

³ Archives départementales de l'Aude, *op.cit*

⁴ Archives départementales de l'Aude, Résistances et clandestinité dans l'Aude Exposition réalisée par les Archives départementales de l'Aude, présentée à Carcassonne du 11 octobre 2010 au 7 janvier 2011, https://archivesdepartementales.aude.fr/sites/default/files/media/files/AD11_004Phv026_001.pdf, consulté le 11 mars 2025

dans la forêt comme nous le verrons plus tard offre une protection naturelle et un accès stratégique à une route nationale portant le numéro 117 reliant Perpignan à Bayonne.

Pour continuer nous allons aborder l'état de la question et du bilan de l'historiographie sur ce sujet. Elle a évolué selon les époques, les sources disponibles et les sensibilités mémorielles. Dans l'immédiat après-guerre, la résistance est majoritairement vue sous un prisme glorificateur. Cette période est marquée par le mythe résistancialiste, notamment analysé par l'historien Henry Rousso, qui met en avant une France largement résistante, au détriment d'une vision plus nuancée. On peut parler aussi de la forte influence gaulliste et communiste, chacun mettant en avant son rôle dans la lutte contre l'occupant nazi. Et enfin la mise en avant des figures héroïques comme Jean Moulin, le général de Gaulle, les maquisards et des grands événements comme le Débarquement, la libération de Paris ou les actions du Conseil National de la Résistance. Avec le développement d'une approche critique en histoire, notamment grâce à des travaux de chercheurs comme Robert Paxton, plusieurs évolutions marquent cette période. La fin du mythe d'une France unanimement résistante, avec le livre de Paxton, dans *La France de Vichy*, sorti en 1973, démontre que le régime de Vichy n'était pas simplement un bouclier contre l'occupation nazie mais qu'il avait activement collaboré. L'émergence de la mémoire de la collaboration et de la Shoah, met cependant un peu plus en retrait la mémoire résistante au profit d'un examen plus détaillé du rôle des autorités françaises dans la déportation des Juifs. Dans le contexte des années 1970, marqué par une remise en question des violences de guerre et la montée des mouvements pacifistes, cette nouvelle approche historique participe à un regard plus critique sur les conflits et leurs justifications. Mais l'historiographie continue à s'intéresser à l'engagement clandestin, en apportant une vision plus diversifiée de la lutte, avec des études sur les actions ouvrières, féminines, étrangères et sur la diversité des motivations des résistants. Dans les années plus de 1990 à 2000, l'histoire de la résistance s'intéresse à une analyse plus sociale et locale de la résistance, mettant en avant des résistances régionales et leur organisation quotidienne. Une attention est aussi portée aux femmes résistantes comme Christine Levisse-Touzé et Margaret Collins Weitz. On peut citer des livres comme celui de Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, sorti en 1990, qui analyse la complexité des attitudes des Français entre accommodation, attentisme et résistance. Et Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance : Défense de la France (1940-1949)*, sorti en 1995 qui fait une étude approfondie du mouvement "Défense de la France" et renouvelle l'analyse de la diversité des résistances. Ainsi qu'une approche anthropologique et mémorielle, avec des études sur la transmission du souvenir de la résistance dans les familles et les institutions et

une reconnaissance officielle de certaines formes de résistance longtemps oubliées, comme celle des Justes parmi les Nations. Depuis les années 2010, l'histoire de la résistance continue d'évoluer avec une approche plus transnationale qui s'intéresse aux liens entre les résistances européennes. L'exploitation de nouvelles sources, notamment les archives récemment ouvertes et les témoignages numérisés. Et un dialogue entre mémoire et histoire, avec une reconnaissance institutionnelle mais aussi des débats sur les représentations mémorielles dans la culture populaire. Pour citer quelques œuvres, Robert Gildea, qui a écrit *Fighters in the Shadows: A New History of the French Resistance*, sorti en 2015, qui dans son livre adopte une perspective plus internationale et insiste sur les résistants étrangers et les minorités. On peut également citer Julian Jackson avec son livre *De Gaulle*, qui est une biographie de Charles de Gaulle qui éclaire son rôle dans la construction du récit de la Résistance. Ou encore on peut citer les historiens, Fabrice Grenard avec les *Maquis noirs et faux maquis. Banditisme et Résistance en France 1943-1947*, sorti en 2017 où il explore les ambiguïtés de certains maquis entre résistance et banditisme. Cécile Vast avec *Résistantes : 1940-1944* qui approfondit l'étude des femmes résistantes, leurs rôles et la mémoire de leurs actions. Et Jean-Marie Guillon & Laurent Douzou, qui est le directeur de l'ouvrage, *La Résistance et les Français : Nouvelles approches*, sorti en 2019 et qui met à jour les recherches historiographiques en intégrant des perspectives régionales et sociales. Pour ce qui est du maquis de Picaussel, celui-ci a surtout été raconté par des témoignages ou des ouvrages écrits par Lucien Maury, qui est le chef du maquis et l'un de ses créateurs. Puis le maquis a été souvent comparé à d'autres maquis français. On peut citer les travaux de Julien Allaux, qui intègre le maquis de Picaussel dans une vision plus large au niveau départemental. C'est dans ce contexte historiographique que le maquis de Picaussel se distingue. Les travaux sur cette résistance locale sont relativement peu nombreux, et ce mémoire s'inscrit donc dans la volonté de combler une partie de ce vide, en proposant une étude détaillée de ce maquis en particulier. Pour cette étude, toutes les archives n'ont pas pu être toutes étudiées comme le carton d'archive qui se trouve au centre d'archivage du Service historique de la Défense de Vincennes. Mais également un autre carton du service d'archives Départementales de l'Aude qui n'a pas encore été ouvert et n'a pu être ainsi exploité. Et nous supposons que la consultation de certaines archives allemandes pourraient compléter l'ensemble. Cependant, le manque de témoignages directs s'accroît avec la disparition des derniers acteurs du maquis, et les récits transmis par leurs descendants ne livrent pas toujours fidèlement leur vécu. De plus, la culture du secret qui entourait ces groupes clandestins a laissé de nombreuses zones d'ombre, certains faits restant méconnus faute de documents ou de confidences explicites.

Le travail de recherche va donc s'articuler autour de plusieurs problématiques essentielles, que nous nous proposons de traiter tout au long du mémoire. Quelles ont été les origines et les motivations des combattants du maquis de Picaussel ? Comment ces résistants ont-ils réussi à s'organiser et à mener des actions face à une armée d'occupation bien mieux équipée ? Quel rôle ce maquis a-t-il joué dans le contexte plus large de la Résistance en Aude et dans le sud de la France ? Aussi quels ont été les liens avec les populations locales, entre entraides et dénonciations ? Et comment la mémoire de ce maquis a-t-elle été préservée et transmise au fil du temps, et pourquoi est-elle relativement méconnue ? Nous faisons l'hypothèse que, malgré l'absence de grandes batailles ou de victoires spectaculaires, le maquis de Picaussel a eu une influence dans la lutte contre l'occupant, non seulement par ses actions de sabotage, mais aussi par sa capacité à renforcer le moral des populations locales et à stimuler l'esprit de résistance dans un territoire isolé.

Afin de répondre aux questionnements soulevés, nous avons consulté plusieurs sources historiques comme des archives conservées dans les Archives départementales de l'Aude dont des lettres d'attestations mais également des anciennes revues tenues par une Amicale des anciens du maquis. Nous pouvons également citer le témoignage de Lucien Maury dans son ouvrage *Le maquis de Picaussel*, on retrouve aussi son témoignage et ceux d'autres résistants dans les deux tomes de *La Résistance Audoise*, édité et écrit par le Comité d'Histoire de la Résistance du département de l'Aude et présenté par Lucien Maury. Enfin les travaux d'historiens contemporains ont également enrichi notre compréhension de ce maquis.

Pour continuer sur l'étude de ce sujet, le mémoire va s'articuler autour de trois grandes parties. La première s'intéresse à la formation de ce maquis, ses origines, ses premiers membres et son organisation. Mais également nous analyserons le contexte local et la manière dont les populations présentes dans ce territoire ont répondu à l'occupation. Pour la deuxième partie, celle-ci aborde les actions du maquis, ses opérations, ses victoires et échecs. Nous verrons comment ces résistants se sont adaptés pour mener leurs actions dans un environnement difficile et quelles ont été leurs stratégies pour faire face à des forces plus puissantes. Enfin, la troisième et dernière partie examine la dissolution de ce maquis et s'interroge sur la mémoire de son héritage. Elle explore la façon dont l'histoire de ces résistants a été préservée, bien que partiellement oubliée, ainsi que les enjeux contemporains liés à sa transmission.

Première partie

Chapitre 1: La formation du maquis : origines, premiers membres et organisation

I. Origines et premiers membres

Pour mieux comprendre l'origine du maquis, il est essentiel de s'intéresser à l'un de ses créateurs et chef, Lucien Maury. Né le 5 janvier 1915 à Foix, dans l'Ariège, Lucien Jean Alexandre Maury est appelé sous les drapeaux comme tous les jeunes hommes de sa génération. Il obtient le grade de sergent en 1936 avant de poursuivre son instruction à l'École des Officiers de réserve à Hyères. Lors de la campagne de France, également connu sous le nom de "drôle de guerre"⁵, Maury sert comme chef de section de mitrailleuses au 22^e Bataillon de Chasseurs Alpins. Fait prisonnier par les troupes allemandes le 18 juin 1940 à Vitteaux dans le département de Côte-d'Or, il est interné au camp d'Abbeville⁶. Il parvient cependant à s'évader avec d'autres soldats, bénéficiant de l'aide d'un meunier qui leur fournit des vêtements civils, comme il le raconte lui-même dans *Le Maquis de Picaussel*⁷. Il est finalement démobilisé le 28 août 1940. Après l'armistice, Lucien Maury reprend son métier d'instituteur, d'abord à Saint-Louis de Parahou, dans l'Aude, puis à Puivert. Son expérience de prisonnier et les scènes de violence auxquelles il assiste marquent profondément son engagement futur. Il décrit notamment un épisode qui l'a frappé, "Au dernier village avant Troyes, un homme se précipite vers une fontaine, [...] D'un coup de feu sur la nuque offerte au jet de la fontaine, une sentinelle l'abat."⁸. Il poursuit son récit en affirmant, "Pour moi, c'est ce jour-là, 22 juin 1940, [...], que dans mon cœur la Résistance clandestine a commencé."⁹.

⁵ La drôle de guerre, également appelée « guerre phoney » ou « drôle de guerre » en France, désigne la période du début de la Seconde Guerre mondiale, entre le 3 septembre 1939, déclaration de guerre de la France et du Royaume-Uni à l'Allemagne, et le 10 mai 1940, lors du lancement de l'offensive allemande en France. Pendant cette phase, bien que la guerre soit déclarée, il n'y a pas de combats actifs sur le front occidental.

⁶ Le camp d'Abbeville se situe dans la ville d'Abbeville, dans le département de la Somme, dans la région des Hauts-de-France, au nord de la France. Il a également servi avant comme camp militaire pour l'armée française.

⁷ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 27.

⁸ Lucien Maury, *ibid*, page 26.

⁹ Lucien Maury, *ibid*, page 26.

Ces extraits illustrent à la fois le sentiment d'abandon face à la violence de certains soldats allemands et la perception d'une trahison de la part du gouvernement. Cette attente vaine et cette désillusion sont encore plus marquées par ses propres mots "D'ailleurs ne dit-on pas dans la colonne que le « Maréchal » va négocier rapidement notre libération.¹⁰". Revenons maintenant aux origines du maquis après cette analyse sur les raisons qui ont poussé Lucien Maury à ressentir le besoin d'appartenir à la résistance. C'est officiellement le 16 mars 1943 que le maquis va voir le jour. Cette naissance est due à une erreur de parachutage. En effet, celui-ci était initialement destiné aux mouvements Francs-Tireurs de la Haute Vallée de l'Aude, basés à Quillan, et devait être largué au niveau d'Aunat-Rodome, deux communes de l'Aude. Ainsi, dans le premier tome de *La Résistance Audoise*, on peut lire "...lorsque Maury arrive à l'école de Lescale au matin pour préparer sa classe, il découvre sur tout l'escarpement abrupt qui, du plateau de Callong tombe sur le hameau, des parachutes blancs accrochés dans les arbres.¹¹". Cette erreur est également confirmée dans *Le Maquis de Picaussel*, où Lucien Maury écrit "Trompé par quelque lumière de Lescale qui a dû correspondre par hasard au signal attendu, un quadrimoteur anglais a largué, dans la nuit, par erreur, un parachutage destiné à la région de Aunat-Rodome où l'attend un officier du 2e Bureau, le lieutenant Degon.¹²". Ce passage apporte des précisions intéressantes, notamment du fait que ce livre a été publié en 1975. On y apprend également le rôle du Deuxième Bureau, service de renseignement intégré au Bureau Central de Renseignements et d'Actions (BCRA), lui-même organe de renseignement de la France libre sous l'autorité du général De Gaulle. Le BCRA était le service de renseignement et d'opérations clandestines de la France libre. Il avait pour mission de coordonner les activités de la Résistance en métropole, d'organiser des actions de sabotage et de transmission d'informations, ainsi que de planifier les parachutages d'armes et d'agents sur le territoire occupé. Ce rôle crucial souligne l'importance stratégique des renseignements sur le terrain à cette période, permettant à la Résistance d'anticiper les mouvements ennemis et de mener des opérations coordonnées contre l'occupant. De plus, comme nous le verrons avec le contenu du parachutage, celui-ci ne se limitait pas à du matériel de sabotage, mais comprenait également des armes. Pour revenir aux parachutages, ce sont quatre jeunes du village de Lescale qui guideront Lucien Maury jusqu'aux colis. Ces jeunes, Joseph Lebre, Jean Carbou, François Deloustal et Joseph Plantier, deviendront tous membres du maquis de Picaussel. Une fois sur place, ils aident Maury à dissimuler trois des neuf colis à travers les montagnes. Le contenu de ces trois colis est significatif et représentent l'essentiel, trois postes émetteurs, cinquante-quatre revolvers, des munitions et du matériel de sabotage qui correspond à 20 kilogrammes d'explosifs et artifices comprenant des détonateurs et des mèches lentes¹³. Ce parachutage est confirmé par un rapport de gendarmerie émanant de la brigade d'Espezel, un village situé au sud de Lescale. Le procès-verbal du 8 mai 1943 atteste de la réalité du parachutage. Selon ce

¹⁰ Lucien Maury, op.cit, page 26.

¹¹ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940-1944*, Tome I, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 379.

¹² Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 51.

¹³ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H12, série 4E303 « Affaires communales de Puivert », sous-série 4H « Mesures d'exception et faits de guerre ». Résistants : attestations délivrées par Olive Marius ex chef adjoint du Maquis de Picaussel, (1952-1954), par des représentants des FFI (1994). 1944-1954.

rapport, c'est la brigade de Chalabre, un village situé au nord de Puivert et de Lescale, qui a découvert le parachutage, le 16 avril. Le lendemain, deux gendarmes sont envoyés pour surveiller les colis restants, accompagnés par un habitant du hameau de Lescale. Vers 14 h 30, des techniciens allemands procèdent à l'ouverture des caisses. Pour poursuivre la procédure, un gendarme accompagne un soldat allemand afin de récupérer un camion et organiser le transport du matériel. Parallèlement, les gendarmes interrogent trois habitants du hameau de Belvis, situé à proximité de la zone de parachutage. Tous confirment avoir entendu un avion survoler la région. Le maire de la commune assure aux enquêteurs qu'aucun habitant n'est responsable de la disparition d'une partie du contenu. En conclusion, le gendarme estime que ce parachutage n'était pas destiné à la région¹⁴. Pour ce qui est du contenu disparu les gendarmes ont été avertis par un rapport de demande de l'Etat-Major de liaison de Carcassonne et traduit. Dans ce compte-rendu, on apprend également à quoi ressemble le contenu des parachutages. Celui-ci se compose d'une bombe de ravitaillement, nommée ainsi dans ce rapport car sa forme arrondi fait penser aux bombes larguées. Le rapport fait état aussi d'une ouverture plus précise d'un des conteneurs. Lors de son ouverture, ils ont découvert qu'il contenait trois bidons en fer blanc, dont l'un était complètement vidé, un autre partiellement vidé. Face à cette découverte, la brigade de Chalabre reçoit l'ordre de retrouver au plus vite le contenu manquant de cette "bombe". Le rapport insiste aussi sur l'obligation de signaler immédiatement tout nouvel événement similaire, qu'il s'agisse de parachutages, atterrissages, chutes de matériel ou de lancements de tracts. Cela laisse supposer que l'Etat-Major n'aurait été informé des faits que bien après leur survenue¹⁵. À travers ces différents rapports, on constate également que les ennemis du maquis perdent un temps considérable à tenter de retrouver le contenu disparu ainsi que les résistants chargés de récupérer les parachutages. Cette recherche des contenues disparus va être également confirmée par Lucien Maury que je cite dans son livre, *Le Maquis de Picaussel*, "...une casquette de hauptmann apparaît dans l'encadrement de la porte. Une heure d'interrogatoire serré mais courtois. Ce n'est pas un policier de la Gestapo mais le capitaine commandant la compagnie de pionniers chargés de la récupération...Je fais du zèle, montre les parachutes dans les arbres par une « désignation d'objectif » des plus réglementaires...", celui-ci conclut ce passage en expliquant quand il repense à ses camarades tombés, torturés ou blessés, il mesure sa chance¹⁶. Ce qui montre également que les allemands interrogent aussi un périmètre assez large englobant les villages se situant près de la zone du parachutage. Enfin, une archive complémentaire de la Gendarmerie de Limoux, dont dépendent les brigades mentionnées précédemment, apporte des précisions sur le contenu et la nature des boîtes métalliques. Lors du transport du matériel par camion, les Allemands ont recensé huit boîtes cylindriques en métal, mesurant 1,75 mètre de long pour 40 centimètres de diamètre. Ces cylindres étaient équipés d'une ouverture longitudinale et de trois fermetures à loquet. À l'intérieur de chaque cylindre se trouvaient trois bidons métalliques, séparés par un disque. L'un d'eux contenait neuf bombes à main, d'environ un kilogramme chacune, ainsi que deux

¹⁴ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 92W189, série W Versements administratifs classés en série continue, Rapport de gendarmerie sur la découverte de parachutage à Puivert, avril 1943.

¹⁵ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, ibid, côte 92W189.

¹⁶ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 52.

grenades à fragmentation, équipées d'un bouchon allumeur automatique à levier. Deux notices d'utilisation, l'une en anglais et l'autre en français, accompagnaient également le matériel¹⁷. Ce rapport confirme ainsi le parachutage, tout en précisant le nombre exact de containers retrouvés. Au-delà de l'erreur de parachutage, une autre explication de la naissance du maquis est avancée par Dominique Lormier. Selon lui, ce groupe de résistance serait la continuation naturelle d'autres maquis locaux, notamment ceux établis sur le plateau de Sault et dans la région de Quillan, en lien avec le mouvement FTP de la Haute Vallée de l'Aude, évoqué précédemment¹⁸. Cette hypothèse se trouve renforcée par deux éléments, d'une part, les liens étroits entre les villages de la Haute Vallée de l'Aude, malgré leur isolement géographique, et d'autre part, les démarches entreprises par Lucien Maury pour établir des contacts en vue de redistribuer le contenu des trois containers. Comme il l'écrit, "Il reste à découvrir les destinataires clandestins des précieux containers, et je n'ai aucun « contact ». Mais il est à Quillan un ami solide, Jean Argence, qui a ramené du 16e groupe de reconnaissance divisionnaire où il a combattu en 1939-40, ..., un pistolet mitrailleur et deux cents cartouches cachées dans un bas de laine. C'est grâce à lui que je rentre en contact avec le « patron » de l'Armée Secrète pour la Haute Vallée de l'Aude, Raoul de Volontat, instituteur à Quillan..."¹⁹. L'argument avancé par Dominique Lormier se confirme donc, puisque c'est bien grâce à cette rencontre avec Raoul de Volontat que Lucien Maury pourra constituer son maquis. Après cette rencontre, Raoul de Volontat récupère uniquement les trois postes radios, mais laisse le reste du matériel à Maury. Ce choix s'explique par le fait que de Volontat charge Lucien Maury de s'occuper du secteur J, comme Juliette, de l'Armée Secrète dans l'Aude, qui englobe la région allant d'Espezel à Puivert, de Chalabre jusqu'à Limoux. Raoul de Volontat, ancien officier de l'armée française, s'engage dès l'armistice de 1940 dans la Résistance. Actif dans l'Aude et les Pyrénées, il joue un rôle clé dans l'organisation des réseaux de l'Armée Secrète et la coordination des maquis. Son engagement le conduit à structurer les unités locales et à établir des liaisons avec Londres et Alger, notamment via les parachutages. Lucien Maury explique également, dans le même ouvrage cité plus haut en note de bas de page, que la première équipe de la formation "Picaussel" est initialement un groupe sédentaire, chargé de la réception des parachutages dans le secteur²⁰. Cette première équipe est organisée autour de trois hommes, Émile Peyre, surnommé Milou, restaurateur à Puivert ; Joseph Arnaud, vétéran de la Première Guerre mondiale ; et son futur adjoint Marius Olive, instituteur à Rivel. Afin de mieux structurer ce premier groupe et le secteur, Maury demande à ses hommes de procéder à un recrutement local. Dans son ouvrage, il dresse la liste des équipes formées à la suite de ce recrutement. À Chalabre, les premiers groupes sont formés autour de Guiraud, dont les prénoms manquent pour certains membres en raison de lacunes dans les archives consultées. Cependant, d'autres noms sont mentionnés dans les tomes de la *Résistance audoise*. Cet oubli des prénoms peut s'expliquer par le fait que l'ouvrage a été édité en 1975, époque à laquelle certains souvenirs s'étaient déjà effacés. Parmi les résistants, on peut citer les frères Espérance et Lucien Folchet, Gaston Mesplès,

¹⁷ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, op.cit, côte 92W189.

¹⁸ Dominique Lormier, *Les FFI au combat*, Chap. X : Le maquis de Picaussel, Éd. Jacques Grancher, 1994, page 259.

¹⁹ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 52.

²⁰ Lucien Maury, *ibid*, page 52.

Clément Salinas, Galaup, François Huillet, Daniel Marty et Paul Arréco. Ils seront rejoints un peu plus tard par Sarrie, Louis Mazon, ancien international de rugby à XIII et à XV, ainsi que par le docteur Baradat, soutenu par des pharmaciens comme Élisabeth Baïssset, Henri Moutou et René Dumont. À Puivert, en plus de l'équipe de commandement citée plus haut, on note la présence de Jules Jourda, dont l'engagement est confirmé par le journal tenu par l'Amicale des Anciens du maquis de Picaussel²¹. On y retrouve également Marcel Ruffat, Pierre Candille, Mme Tisseyre et Mme Maury, institutrices, cette dernière étant l'épouse de Lucien Maury. Jean Baylac, Gaston Maugard, Baptiste Ferrié, Louis Garros font également partie des résistants. Ce groupe sera complété par Augustin Plantier, Noël Ferrier, ainsi que par les boulangers Caunes et Le Manach, le meunier Respaud et la famille de Jean Bozou. Pour le hameau de Lescale, les familles de Jean Carbou, Joseph Plantier, Jean Pic et Augustin Laffite s'engagent dans la Résistance. Ils sont rejoints par Mme Boussioux, mère adoptive et veuve de Joseph Lebret, l'un des résistants²². Dans un autre hameau, celui de la Métairie des Bois, Jeanne Miquel et Maurice Ferrier sont impliqués. À Nébias, ce sont Gaston Maugard et Cyprien Salavy. À Sonnac, Jean Bossioux et Rose Garros qui hébergent le radio François de Berre, alias Stéphan. À Rivel et à Sainte-Colombe-sur-l'Hers, d'où est originaire Marius Olive, on retrouve René Fonta, Ilhat, Roger Horte, Jouret et l'hôtesse Mme Delpech, dont le fils rejoindra le maquis. À Limoux et dans ses environs, s'engagent Lucien et René Chavagne, Albert Chaumont, Pierre Simon, Ernest Pelouse, Albert Papon, Baptiste Calmet, de Cournanel, Noël Bébin et Marino Soligo, de Bouriège, Maurice Garrigues, de Toureilles, ainsi qu'Eustache Fernandez, de Casteireng, qui rejoignent également la lutte. André Jalabert et Louis Pagès, évadés du Service du Travail Obligatoire, viennent compléter les effectifs. Dans le secteur d'Espéraz et de Couiza, le groupe est dirigé par Guy David. Dès lors, Maurice Villanove et Pierre Biart s'engagent, ce dernier rejoignant plus tard le Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France²³. Ce mouvement de la Résistance intérieure française, créé par le Parti communiste français (PCF), est né d'un appel publié le 15 mai 1941 dans *L'Humanité* en vue de rassembler les différentes composantes de la société française, y compris les non-communistes. Parmi les autres résistants du secteur, on compte Roger Alibert, Paul Barrière, Lucien Pagès et Malfaut²⁴. Tous ces groupes ont pour fonction principale la réception des parachutages, mais aussi l'hébergement et la surveillance. Par exemple, on peut citer les deux hommes du hameau de Nébias qui surveillent le poste de guet allemand. En ce qui concerne l'origine et les premiers membres du maquis, on observe que leurs premières missions ne relevaient pas encore du combat armé. Il est également intéressant de souligner qu'en dépit de la présence de réfractaires du S.T.O (Service du Travail Obligatoire), ceux-ci ne sont en réalité pas majoritaires. Le S.T.O, instauré en 1943 par le régime de Vichy sous la pression de l'Allemagne nazie, obligeait les jeunes Français à aller travailler en Allemagne. Le fait que ces réfractaires ne constituent pas la majorité des effectifs démontre que le maquis était plus hétérogène qu'on ne l'a parfois affirmé. Un autre

²¹ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 745 PER 1, série Périodique, Amicale des Anciens du maquis de Picaussel Bulletin de liaison 1995(n°s1-2) 1996(n°3) 1997(n°4) 1999(n°6) 2002(n°11).

²² Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome I, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 381.

²³ Lucien Maury, *ibid*, page 381.

²⁴ Lucien Maury, *ibid*, page 381.

point remarquable, qui se retrouvera tout au long de l'histoire du maquis, est la participation des femmes, que ce soit pour les soins, le renseignement ou en tant qu'agents de liaison. De plus, le maquis rassemblait des personnes issues de diverses professions et couches socio-professionnelles, ainsi que de multiples horizons politiques, ce qui en complexifie la constitution. Toutefois, on observe également la présence fréquente de membres d'une même famille, ce qui renforce le soutien et facilite le recrutement. Pour continuer sur l'origine du maquis, celui-ci peut compter sur l'aide de deux gendarmes de Chalabre, Sans et Schaller, qui forment une équipe de renseignement et protègent ainsi les opérations de parachutage ainsi que les résistants du zèle de leur capitaine de gendarmerie, pétainiste, de la compagnie de Limoux, à laquelle Chalabre appartient, et du chef de la milice de Chalabre, un certain Renoux²⁵. La Milice française, créée en 1943 par le régime de Vichy sous la direction de Joseph Darnand, était une organisation paramilitaire collaborationniste chargée de traquer les résistants, les opposants politiques et les Juifs. Elle agit souvent en lien avec la Gestapo et se rend coupable de nombreuses exactions. On peut également mentionner Maurice Villanove, qui facilite la liaison pour les parachutages avec Ballini, alias Philippe, officier du Service des Opérations Aériennes et Maritimes (S.O.A.M), avant l'arrivée à ce poste de Noël Blanc, alias Charpentier²⁶. Le S.O.A.M, est un organisme clandestin rattaché aux services secrets de la France libre, et était chargé d'organiser les parachutages d'armes, de matériel et d'agents au profit de la Résistance. Pour les autres renseignements que reçoit le maquis, ceux-ci proviennent du secrétaire général de la sous-préfecture de Limoux, M. Marc, ainsi que de Jacques Rossignol, rédacteur à la préfecture de Carcassonne. On peut également mentionner les réseaux du Noyautage des Administrations Publiques (N.A.P), représentés par André Coste et l'inspecteur de police André Pelch, qui transmettent au maquis des informations en dehors du secteur sur les mouvements de la Wehrmacht et de la Gestapo menaçant leurs formations²⁷. Le N.A.P était un réseau de la Résistance intérieure française créé en 1942, dont l'objectif principal était d'infiltrer les administrations publiques pour collecter des informations, saboter les actions du régime de Vichy et protéger les résistants. Ce réseau, composé de fonctionnaires, de policiers et d'administrateurs, joua un rôle clé dans la transmission de renseignements aux groupes de la Résistance. Lucien Maury ajoute qu'ils reçoivent également des renseignements du réseau Marine, un réseau clandestin spécialisé dans l'évasion des aviateurs alliés abattus en territoire français. Ce réseau permettait de faire passer ces aviateurs en Espagne via Quérigut, en Ariège, et l'Andorre, leur offrant ainsi une voie de secours pour regagner l'Angleterre ou rejoindre les forces alliées. Enfin, au début, le maquis bénéficie aussi du soutien du réseau Intelligence Service (I.S.), dirigé par le commandant Doyen et animé par des officiers belges repliés sur Limoux depuis juin 1940. Parmi eux, le lieutenant Michel Michaux qui joue un rôle clé dans la transmission d'informations à la Résistance. Arrêté, il mourra en déportation. Ces deux derniers réseaux seront finalement démantelés²⁸. Pour revenir à Picaussel, malgré ces arrestations, l'organisation se maintient. Parallèlement à ce qui a été mentionné plus haut, Maury charge

²⁵ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 35.

²⁶ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 56.

²⁷ Lucien Maury, *ibid*, page 56.

²⁸ Lucien Maury, *ibid*, page 56.

Marius Olive, alias Simon, de créer un premier groupe de maquisards à la ferme de Roudiès, ce qui sera fait en août 1943. Cette ferme, située dans un bois au sud-est de Chalabre, non loin du hameau de Montjardin, se trouve à proximité de plusieurs entreprises de fabrication de charbon de bois, offrant ainsi un camouflage idéal pour les premiers réfractaires au Service du Travail Obligatoire, parmi lesquels René Chavagne, Mons, Roger Fournié et Edmond Roudière. Cependant, en raison des premières traques menées par la Gestapo, ce groupe est démantelé à la fin de l'année 1943 et remplacé par un maquis FTP, le maquis de Faïta. Le 16 mars 1943 a lieu le premier parachutage du maquis sur les pentes de la Malayride, au-dessus de Lescale. Le 23 novembre 1943, à 3 heures du matin, l'équipe dirigée par Guy David, composée de Maurice Villanove, Roger Alibert et Lucien Pagès, procéda à la réception d'un parachutage qui ne lui est pas destiné. Ce parachutage concerne deux officiers du BCRA (dont la définition est donnée plus haut dans cette partie), nommés Duplessis et Barbier, dont les missions ne concernent pas le maquis. Le terrain de ce parachutage s'étend à trois kilomètres à l'Est d'Espéaza, en vue de Rennes-le-Château, non loin de la Métairie de Soubirous²⁹. Maury ajoute que l'un d'eux s'était fracturé une jambe à l'atterrissage. Ce passage est également confirmé par Guy David, cité par Lucien Maury, " Le matin du 22 novembre 1943, sur les antennes de la BBC, le message est passé : « Souvenir, souvenir que me veux-tu ? ». Il est confirmé à l'émission du soir, le dispositif de signalisation est mis en place vers 22 heures.[...]Villanove est allé reconnaître le colis tombé tout au bout du champ. Il revient essoufflé et nous apprend que c'est un second parachutiste, mais qu'il s'est brisé la jambe dans sa chute.³⁰ ". Guy David continue son témoignage pour expliquer comment va se faire l'évacuation du second parachutiste. "Nous n'avons aucun moyen de transport et le village le plus proche est à plus de trois kilomètres. C'est Villanove qui apporte la solution, il connaît le fermier qui habite à la Métairie de Soubirous, Joseph Soler. Il y court et ramène sa charrette. On y placera le blessé qui sera transporté à Espéaza où Paul Barrière, avec sa voiture, se chargera de l'acheminer sur la clinique de Carcassonne dans laquelle il a un ami sûr.³¹". Ce passage illustre bien l'importance du réseau, qui repose autant sur des connaissances que sur les ressources limitées à disposition. Pour finir sur ce témoignage qui montre aussi comment se déroule une opération de réception et des aléas éventuels qu'il peut y avoir. Guy David explique qu'ils sont restés jusqu' à 4 heures du matin. Donc lui et son équipe s'empressent de camoufler les containers et les parachutes. Il remarque également que le jour se lève et surtout le soleil et décide de revenir le lendemain chercher avec du renfort le matériel parachuté en même temps que les deux agents. Pour éviter de se faire attraper, si les soldats Allemands ou de la Milice sont présents, ils rentrent en ville séparément³². Ces passages mettent également en évidence l'effort physique considérable exigé des maquisards pour mener leur mission à bien. Mais les débuts du maquis vont être marqués par des difficultés, en raison de la répression dans la région. En effet, Maury souligne que le travail de recrutement, de renseignement, d'organisation et de liaison les oblige à se découvrir, malgré les règles de secret et de cloisonnement. Cette sortie de l'anonymat s'explique

²⁹ Lucien Maury, op.cit, page 57. Pour ce qui est des communes, voici leurs localisations. La commune d'Espéaza est située à environ 4 km au nord-est de Lescale. Rennes-le-Château se trouve à environ 5 km au nord-est de Lescale et la Métairie de Soubirous est à l'est de Lescale à environ 6 km.

³⁰ Lucien Maury, ibid, pages 57 et 61.

³¹ Lucien Maury, ibid, page 61.

³² Lucien Maury, ibid, page 61.

notamment par le recrutement, il est plus facile d'enrôler une personne si celle-ci connaît déjà un résistant³³. Par ailleurs, il critique les résistants qui, sous couvert d'une extrême prudence et d'un secret qu'il qualifie de bluff, restaient inactifs et inexistants³⁴. Pour rebondir sur la répression subie par les résistants, un vaste coup de filet a eu lieu le 29 novembre 1943, mené par la Gestapo³⁵, soutenu par un détachement de la Wehrmacht d'une cinquantaine d'hommes. Cette opération a balayé les villages du plateau de Sault, tels qu'Aunat, Bélesta et Fontanès-de-Sault. D'autres actions ont eu lieu à Belcaire, où quatre personnes ont été arrêtées, dont René Bayle, qui mourra en déportation. À Camurac, trois hommes, qui sont Jacques Vaquié, René Fournet et Baptiste Arnaud, ont également été arrêtés, déportés, et ne reviendront jamais des camps³⁶. Pour situer ces deux derniers villages, ils se trouvent côte à côte, à environ 80 km au sud-ouest de Carcassonne et à 5 km au sud-est de Lescale. À travers l'ouvrage de Lucien Maury, on perçoit l'attachement envers ces habitants de ces communes, durement frappés par la répression³⁷. Celle-ci vise non seulement à terrifier et traquer les résistants, mais aussi à soumettre la population locale, instaurant un climat de peur propice aux dénonciations par crainte de représailles. De telles opérations furent menées dans l'ensemble de la zone Sud de la France. Le 10 décembre 1943, un autre coup dur survient, il s'agit de l'arrestation de Raoul de Volontat devant ses élèves, alors qu'il donne un cours au lycée de Quillan, qui porte actuellement son nom. Il fut malheureusement déporté, commençant son calvaire à Compiègne dans le département de l'Oise. Puis, selon Maury, à Mauthausen en Autriche, avant d'être transféré à Buchenwald en Allemagne. Des paroles sont rapportées par un autre déporté, Gaston Vèze, également Audois, qui explique que de Volontat lui a dit : «Je suis content parce qu'ils n'ont pas pu me faire parler.». Pour ce qui est de sa fin, selon Maury, de Volontat serait mort à Buchenwald³⁸. En réalité, il s'agit d'une inversion, il est d'abord interné à Buchenwald le 24 janvier 1944, puis transféré à Mauthausen le 25 février 1944³⁹, où il reçoit le matricule 54079. Malheureusement, il termina sa vie dans le camp d'Ebensee, une annexe du camp de Mauthausen, où il fut transféré le 9 mars 1944 et mourut le 28 mars 1945⁴⁰. Pour continuer, le 21 février 1944, à 8 heures du matin, l'équipe de Lucien Maury est visée. La Gestapo se présente à l'école de Puivert, où enseigne Maury, pour arrêter l'instituteur, surnommé «Léon», son premier pseudonyme. Mais lui et sa femme sont à Limoux pour les vacances de Carnaval. Seule Mme Tisseyre, membre du premier groupe de

³³ Lucien Maury, *ibid*, page 62.

³⁴ Idée qu'on retrouve dans un ouvrage d'Olivier Wieviorka, dans *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, qui page 217, parle de résistants qui, par excès de prudence ou de secret, ont limité leur engagement effectif. Cela montre également des tensions qui existent entre résistants.

³⁵ La Gestapo, Geheime Staatspolizei en allemand, était la police secrète d'État du régime nazi, créée en 1933. Chargée de traquer les opposants politiques, les résistants et les populations ciblées par le régime, elle a agi avec des méthodes brutales, y compris la torture et la déportation.

³⁶ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940-1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 391.

³⁷ Lucien Maury, *ibid*, page 391.

³⁸ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 63.

³⁹ Ces deux camps sont des camps de concentrations, c'est-à-dire que sont des lieux de détention instaurés par les régimes totalitaires, notamment c'est le cas ici de l'Allemagne nazie, pour enfermer et exploiter des opposants politiques, des Juifs, des résistants, des prisonniers de guerre et d'autres groupes persécutés. Soumis à des conditions inhumaines, aux travaux forcés, à la malnutrition et aux violences, de nombreux détenus y trouvèrent la mort. Ces camps diffèrent des camps d'extermination, conçus spécifiquement pour le génocide.

⁴⁰ Amicale de Mauthausen – déportés, familles et amis, 54079-Monument Mauthausen III, <https://monument-mauthausen.org/54079.html>, consulté le 18 mars 2025.

résistants de Puivert, est présente. Pour sauver Maury, elle décide de dire à la Gestapo que son mari, directeur de l'école, est actuellement en captivité dans un Oflag⁴¹. À leur demande, elle leur montre les dernières lettres reçues comme preuve. Perplexes et doutant des informations qu'ils ont, les agents finissent par repartir. Dès leur départ, Mme Tisseyre s'empresse d'envoyer un message d'alerte par téléphone. À Puivert, la Gestapo manque de justesse, Arnaud et Émile Peyre. L'adjoint de Maury, Marius Olive, échappe également à l'arrestation, il était en vacance chez ses parents à Puivert, il est prévenu par téléphone grâce à Mme Delpech de l'hôtel de Rivel et Jules Jourda. Il parvient à s'enfuir en sautant par la fenêtre arrière de la maison, juste au moment où les hommes de la Gestapo y pénètrent⁴². À Espérazza, la Gestapo manque aussi d'arrêter Guy David. Toutefois, cette opération déstabilise et paralyse temporairement le groupe. Maury réussit à rétablir sa liaison avec Émile Peyre et Arnaud, mais la communication reste plus difficile avec Marius Olive et Guy David. Le 15 mars 1944, sur les antennes de la radio anglaise de la B.B.C⁴³ de Londres, passe le message qui intéresse le groupe : “Le soleil se lève à l’Est le dimanche.⁴⁴” Le terrain de parachutage se situe dans la forêt de Picaussel et a été donné sous le code Girafe⁴⁵. L’ordre lui parvient de laisser passer l’avion, car le terrain serait grillé. Maury préfère désobéir. Dans la journée, les gendarmes Schaller et Sans, de la brigade de Chalabre, font parvenir la copie d’un message que le capitaine de gendarmerie de Limoux, hostile à la Résistance, a envoyé aux brigades de Quillan et de Chalabre. Sur ce message est écrit en substance “Des signaux observés dans la région de Puivert, sur la crête longeant au nord la route 117⁴⁶ jusqu’au château de Puivert et jalonnée par les points de coordonnées, etc..., me donnent à penser qu’il s’agit de signaux de parachutage. Ordre de patrouiller de part et d’autre de la route 117 dans la région définie par les coordonnées ci-dessus.⁴⁷”. Maury remarque que ce message comporte deux erreurs. La première est que le parachutage n’est pas prévu à cet endroit, mais à 7 kilomètres plus au sud. La seconde est que les signaux observés de jour n’ont rien à voir avec le signal de parachutage, qui doit être émis la nuit à l’aide d’une torche électrique en feu vert, en morse avec la lettre L. Le message de la B.B.C. est passé à 18 heures, tandis que l’ordre du capitaine a été transmis à 19 heures. Pour Maury, cela prouve que quelqu’un connaissait le message, mais ignorait les conditions techniques du largage, d’où les erreurs qu’il contient⁴⁸. A 19 heures 30, il ne prend pas la décision de parachuter mais à 22 heures il accepte pour

⁴¹ Un Oflag est l'abréviation du mot allemand *Offizierslager*, qui désigne un camp de prisonniers établi en Allemagne ou dans les pays occupés pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces camps étaient destinés à l'internement des officiers des armées alliées, notamment ceux de la France et du Royaume-Uni, parmi d'autres.

⁴² Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H12, série 4E303 « Affaires communales de Puivert », sous-série 4H « Mesures d'exception et faits de guerre ». Résistants : attestations délivrées par Olive Marius ex chef adjoint du Maquis de Picaussel, (1952-1954), par des représentants des FFI (1994). 1944-1954.

⁴³ La BBC ou British Broadcasting Corporation est le service public de radio et télévision du Royaume-Uni. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle a joué un rôle essentiel dans l'information, la propagande et la communication avec les résistants français.

⁴⁴ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 64.

⁴⁵ Le “Code Girafe” fait référence aux messages codés diffusés par la BBC pendant la Seconde Guerre mondiale à destination de la Résistance française. Ces messages personnels, souvent incompréhensibles pour les Allemands, transmettent des instructions secrètes aux réseaux de résistance.

⁴⁶ C'est une ancienne route qui était un axe stratégique pour le transport des troupes, du matériel et des vivres. Elle reliait Perpignan à Bayonne et pour l'Aude Carcassonne à Quillan.

⁴⁷ Lucien Maury, op.cit, page 64.

⁴⁸ Lucien Maury, ibid, page 65.

plusieurs raisons, qu'il donne, d'une part par le ronflement du moteur de l'avion, par l'insistance d'un de "ses lieutenants" Arnaud et par le fait que l'équipe de Chalabre est toujours sur place menée par Gaston Mesples et Clément Salinas. Une autre information qui nous est donnée pour mieux comprendre une opération de parachutage est l'utilisation d'un monument local comme point de repère. Le monument local désigné est le château de Puivert. Mais comme il était trop tard pour rejoindre le terrain prévu loin de 7 kilomètres. Ils décident d'improviser le parachutage dans le vallon au nord du château parallèle à cette crête et à la route 117. Cette zone correspond au secteur signalé dans la lettre du capitaine de gendarmerie, ce qui ajoute une pression supplémentaire. Cependant, Maury et son groupe profitent de la couverture des gendarmes alliés, cachés dans les bois environnants. Pour mieux banaliser la zone, un axe de 500 mètres environ est mis en place, jalonné de lampes électriques dans le sens est-ouest. La tête de cet axe est marquée par un signal lumineux en L, tenu secret jusqu'au dernier moment. Au premier passage, le signal est activé. Maury aperçoit l'avion, mais rien ne se passe. Au deuxième passage, la cargaison est larguée. Les équipes de Maury s'empressent de récupérer les containers. L'avion effectue un autre passage, mais cette fois, les colis largués sont plus légers, ce qui inquiète les hommes du maquis. En effet, un coup de vent les dévie en direction du poste de guet allemand de Nébias, situé à l'est. Lors du dernier passage, l'avion, désormais à vide, salue les hommes de la Résistance en allumant ses feux rouges et verts. Pour transporter le matériel, ils utilisent la charrette à bœufs de Pierre Candille. Les équipements sont ensuite dissimulés le long des falaises situées sur la rive droite du Blau, en aval de Puivert, en direction de Chalabre. Sur la totalité des colis, quatre manquent à l'appel. Cette opération revêt une importance particulière pour le moral des résistants, affaibli par les répressions successives qu'ils ont subies. Dans les jours qui suivent, les enquêtes de la police de Vichy et de la Gestapo sont détournées sur de fausses pistes grâce à certains gendarmes alliés à la Résistance et à l'inspecteur de police André Pech. Enfin, Marius Olive est récupéré après avoir appris la réussite du parachutage et formé de nouveaux groupes d'action⁴⁹. Coupés de toute liaison avec les chefs de l'Armée secrète, notamment la direction départementale, et pour échapper à leurs ennemis, ils décident de se réfugier dans une grotte à flanc de rocher, située à 800 mètres au sud-est de Lescale. Cette installation constitue le premier embryon du maquis. Pour s'installer, ils réutilisent la paille et les parachutes du dernier largage. Quant au ravitaillement, c'est la population de Lescale qui leur apporte de la nourriture, notamment Madame Pic, qui leur fournit des conserves de haricots⁵⁰. Pour l'eau, ils s'approvisionnent dans le talweg⁵¹ situé en contrebas. Dans cette grotte, leur premier travail consiste à charger les grenades anglaises de type Mills en y introduisant l'allumeur. Une anecdote rapportée par Lucien Maury illustre bien l'atmosphère qui règne parmi les résistants. "Marius [ici Marius Olive] a toujours, dans cette besogne, de bonnes plaisanteries de son cru, mais c'est tout de même par inadvertance qu'un jour il laisse un allumeur et son détonateur dans le papier journal qu'il jette au feu. La détonation, inoffensive du reste, secoue la grotte et le vallon...⁵²". Cette citation met en évidence la dualité de la

⁴⁹ Lucien Maury, op.cit, pages 66 et 67.

⁵⁰ Lucien Maury, ibid, page 67.

⁵¹ Le talweg est une dépression géographique marquant le fond d'une vallée, généralement occupée par un cours d'eau.

⁵² Lucien Maury, op.cit, pages 67 et 68.

Résistance, un engagement sérieux et risqué, mais aussi des moments de légèreté et d'humanité. Pour l'instant le maquis est isolé et fait cavalier seul. Contrairement à certaines idées pour qu'un maquis puisse agir il faut qu'il soit pleinement intégré dans une organisation solide. C'est pour cela que Maury décide d'aller à Toulouse, chef-lieu de la région R4 de l'Armée Secrète. Ça se fera par l'intermédiaire d'un étudiant de médecine à cette période du nom de Jacques Ruffié⁵³ et il rentre en contact avec un des officiers de liaison du Délégué Militaire Régional 4 parachuté de Londres et avec un dominicain, ce qui montre également la participation d'une partie de l'Eglise catholique dans la Résistance. Ce religieux répond au nom de père Rebelle dont sa participation va être précieuse pour l'acheminement des opérateurs radio largués sur Picaussel avec leur matériel. Le 10 avril 1944, un nouveau parachutage est contrôlé par Marius Olive. Ce parachutage est annoncé par le message de la B.B.C. " Le coq chantera à minuit " et est exécuté dans une clairière de la forêt de Picaussel⁵⁴. Maury a eu connaissance de ce parachutage par une lettre codée que sa femme qui est resté à Puivert, l'informe que l'armement se complète par des mortiers et que quatre hommes ont été largués avec les armes et le matériel. Pour reconstituer le contenu du message il lui suffit juste de souligner les fautes d'orthographe volontaires présentes dans celle-ci. Il s'agit d'une équipe du B.C.R.A qui est parachutée. Elle est composée du chef de mission lieutenant Petit, alias Amédée. Et d'une équipe radio composée de trois opérateurs qui sont le radio François le Berre alias Stéphan qui prendra la décision de rester avec son poste avec le maquis, le radio Emile qui est destiné à la région R4 (Toulouse) et Joseph à la région R3 (Montpellier)⁵⁵. La Gestapo reste toujours aux aguets. Le 13 avril 1944, à 8 heures du matin, elle se présente au hameau de Camp-Marcel⁵⁶. De là Emmanuel Peyrade, ancien combattant de 14-18 est arrêté ainsi que son fils Ernest. Tandis que le fils menottes aux mains monte dans la voiture de la Feldgendarmarie⁵⁷, le père s'enfuit à travers champs. Il est abattu d'une rafale. Le fils mourra en déportation. Pour l'instant, Maury est toujours à Toulouse. L'un des radios parachutés, Émile, se présente à son point de chute, au 12 avenue Crampel, puis il le conduit au 10 rue Matabiau, où l'attend son chef pour pouvoir mener une mission pour récupérer des postes-radios. Un problème survient, leur acheminement est complexe car ils sont cachés dans l'école de Puivert et il doit les faire amener donc à Toulouse, pour les donner à Emile. Or, ce jour-là, la ville est bloquée par un déploiement massif de la police française et allemande, qui assure la protection de Philippe Henriot⁵⁸, présent dans un cinéma pour donner

⁵³ Jacques Ruffié (1914-2010) était un médecin et une figure importante de la Résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est surtout connu pour ses activités dans le cadre du réseau de renseignement et de sabotage

⁵⁴ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 69.

⁵⁵ Lucien Maury, *ibid*, page 71.

⁵⁶ Le hameau de Camp-Marcel est situé dans la commune de Puivert, dans l'Aude. Il se trouve à environ 2 kilomètres au sud-est de Lescale.

⁵⁷ La Feldgendarmarie était la police militaire de la Wehrmacht. Elle était chargée du maintien de l'ordre au sein des troupes allemandes, mais aussi de la répression dans les territoires occupés.

⁵⁸ Philippe Henriot était un homme politique, journaliste et propagandiste français, connu pour son engagement en faveur du régime de Vichy et son soutien à l'Allemagne nazie durant l'Occupation. D'abord député conservateur, il évolue vers une position ultra-nationaliste et antisémite. En 1943, il est nommé secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande par le gouvernement de Vichy. À travers ses émissions de radio sur Radio-Paris, il devient l'une des voix les plus virulentes de la propagande collaborationniste, attaquant la Résistance, le général de Gaulle et les Alliés. Il est abattu le 28 juin 1944 à Paris par un commando des Francs-tireurs et partisans (FTP).

une conférence sur un thème que Maury trouve ironique, “Vos libérateurs, messieurs !”. Il s’agit de discréditer les Alliés et de dissuader l’opinion publique d’espérer un débarquement. La police procède à des rafles et fouille les voyageurs en gare de Matabiau. Maury parvient à traverser la ville grâce à des faux papiers. Cependant, le porteur de matériel ignore les précautions de la police et les mesures qu’elle prendra pour le récupérer en gare. C’est Jacques Ruffié qui garantit le bon déroulement de l’opération. Il envoie Maury se “confesser” chez le père Rebelle, le dominicain, qui lui donne toutes les instructions nécessaires pour atteindre la préfecture de Toulouse. De là, il doit rencontrer le commissaire principal, chargé de la protection de Philippe Henriot et responsable du dispositif de surveillance. Une souricière spéciale est mise en place sur le quai, avec des inspecteurs amis présents à l’heure de l’arrivée du train. Le matériel arrive bien au 12 avenue Crampel, mais il doit attendre le deuxième porteur, qui doit l’amener à sa destination finale, restée secrète afin d’éviter qu’un éventuel résistant, arrêté ou torturé puisse révéler des informations. Le 16 avril au matin, une calèche à chevaux de style 1900, les taxis étant devenus rares à cause du rationnement du carburant par les Allemands, s’arrête devant la porte. Une personne en descend, sonne et demande Franck, son dernier pseudonyme qu’il gardera après l’avoir changé trois fois. L’homme tend une moitié de billets de banque que Maury possède également en deux parties. Le numéro du billet reconstitué est le bon. Cette technique est fréquemment utilisée par les résistants pour confirmer l’identité de l’autre partie. La mission de Maury est donc terminée et confirmée par l’officier de liaison du D.M.R.4, qui lui fait savoir qu’un débarquement allié ne saurait tarder. En mai 1944, il retourne à la grotte de Lescale et commence à organiser le maquis de Picaussel⁵⁹. Lucien Maury va aussi nous donner une explication pour lui, ce qu’est le maquis de Picaussel et pourquoi celui-ci a choisi le combat. “On a pu écrire que les premiers maquis sont nés de la nécessité pour les résistants traqués ou des jeunes réfractaires au S.T.O., de se cacher pour échapper aux poursuites de la Gestapo. Mais cette conception nous avait paru, en l’absence de cadres et d’armement, à la fois imprudente, passive et inefficace. Le maquis de Picaussel fut un maquis de combat parce qu’il en eut les moyens grâce aux parachutages d’armes qui commencèrent le 16 mars 1943. La menace et l’action sur les arrières de l’ennemi en étaient sa justification.”⁶⁰. Cette citation nous permet effectivement de comprendre son point de vue, mais il est légitime de se demander s’il a réellement raison, en apportant à chaque fois des exemples d’autres maquis audois. En ce qui concerne l’absence d’encadrement, si l’on parle de maquis composés uniquement de jeunes réfractaires et de résistants traqués, Lucien Maury a raison de souligner qu’un groupe clandestin, sans cadres et sans armes, est vulnérable et inefficace. Ce point est confirmé par plusieurs exemples dans le Sud de la France. Le maquis de Villebazy, dans l’Aude, illustre cette problématique. Composé initialement de jeunes réfractaires au STO sans formation militaire, il fut rapidement dispersé par la Milice et les Allemands. Sur le parachutage comme élément moteur, il a également raison. Le maquis de Picaussel est effectivement structuré autour du parachutage du 16 mars 1943. L’armement reçu a permis d’organiser un véritable groupe de combat. Ce schéma se retrouve dans d’autres maquis de l’Aude, comme celui de Salvezines, qui s’équipe en 1944 grâce aux largages alliés et passe à l’offensive contre les

⁵⁹ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l’Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 71.

⁶⁰ Lucien Maury, *ibid*, page 75.

troupes d'occupation. Maury évoque à juste titre la nécessité d'une action offensive pour justifier l'existence du maquis. Le maquis de Picaussel ne se limite pas à cacher des réfractaires mais mène des actions de harcèlement, que nous analyserons dans le deuxième chapitre, contre les forces allemandes, à l'image du maquis de la Montagne Noire, qui perturbe les convois ennemis. Cependant, là où sa vision, influencée par son époque, fausse son analyse, c'est qu'un grand nombre de maquis, bien que constitués initialement de jeunes réfractaires, ont évolué vers des unités combattantes. Par exemple, le maquis de Trassanel, dans l'Aude, commence comme un refuge pour réfractaires au STO, mais finit par organiser des actions de sabotage et des embuscades. Certains maquis, même sans parachutages d'armes, développent des stratégies efficaces en exploitant la topographie locale. Le maquis de Fontfroide, bien qu'ayant peu d'armes au départ, a utilisé sa position dans une région escarpée pour éviter les attaques ennemies et gagner du temps avant d'être mieux équipé. Pour ce qui est de l'argument que les parachutages permettent les combats armés, ceux-ci existaient déjà avant mars 1943. Des groupes de résistants organisaient déjà des attaques contre l'occupant. Le groupe Franc-Tireur de Couiza, effectue des opérations de sabotage dès 1942, bien avant d'être équipé par les Alliés. Pour finir cette première sous-partie du chapitre 1. L'histoire de la création du maquis de Picaussel, illustre à la fois le hasard des événements et la détermination des hommes engagés dans la Résistance. Si l'erreur de parachutage de mars 1943 en a été le déclencheur, c'est avant tout l'engagement personnel de figures comme Lucien Maury, Raoul de Volontat et leurs compagnons qui a permis la structuration du groupe. Né de la nécessité de s'organiser face à l'occupant, ce maquis s'est rapidement structuré autour de réseaux locaux interconnectés, mettant en lumière l'importance des solidarités villageoises et le rôle clé des premiers résistants dans l'accueil, l'équipement et la formation des nouvelles recrues. Ainsi, dès ses origines, le maquis ne s'est pas seulement développé autour d'un noyau de résistants déterminés, mais il a également nécessité la mise en place d'une organisation rigoureuse. Cette structuration interne, tout comme les réseaux de soutien qui l'entouraient, s'est avérée essentielle pour assurer sa pérennité et son efficacité face à l'occupant.

II. Organisation du maquis

Pour mieux comprendre l'organisation et l'évolution d'un maquis, il est essentiel de l'analyser à différents niveaux : la région, le département, puis la structure interne du maquis lui-même. C'est en combinant ces différentes strates d'organisation que l'on saisit l'importance de la structuration de la résistance. Chaque niveau joue un rôle clé dans la coordination des actions, et l'évolution de cette organisation révèle comment la résistance a su s'adapter et se renforcer face à l'occupant. Les mouvements de résistance, issus de divers groupes, se sont progressivement structurés autour de forces distinctes, chacune avec ses propres objectifs, sa direction et ses méthodes d'action. À l'échelle régionale, cette organisation a suivi en grande partie le même modèle que celle mise en place au niveau national, tout en subissant plusieurs réorganisations et ajustements au fil du temps. La fusion progressive de ces groupes, notamment sous l'égide de l'Armée Secrète (A.S.), des Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R) et des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I), s'est avérée essentielle pour coordonner efficacement les actions contre l'occupant et les autorités vichystes. L'Armée Secrète a été fondée à l'automne 1942, dans un contexte de guerre intense et de répression croissante par les forces de l'occupant. Sa création répondait à la nécessité de fédérer les groupes de résistants existants en vue de mieux coordonner les opérations militaires et de lutter contre l'occupant. En octobre 1942, l'A.S. prend une forme plus structurée sous la direction du général Charles Delestraint⁶¹, nommé à sa tête. Si l'A.S. est d'abord limitée à la zone Sud, elle est progressivement étendue à l'ensemble du territoire français après avril 1943, lorsque les forces de la zone Nord rejoignent l'organisation. L'organisation de l'A.S. repose sur une hiérarchie claire avec des responsables à différents niveaux, régionaux, départementaux et locaux. Cette structure permet la coordination des actions, l'organisation des parachutages et la mise en place de cellules de sabotage, éléments

⁶¹ Charles Delestraint était un militaire et résistant français, né le 5 avril 1891 à Paris. Il est surtout connu pour avoir été l'un des leaders de la Résistance française. Avant la guerre, Delestraint a suivi une carrière militaire, notamment dans l'armée de terre, où il se distingua pour sa rigueur et son sens de l'organisation. Lors de l'Occupation, il rejoint la résistance et, sur l'insistance de Jean Moulin, il prend la tête de l'Armée Secrète. En mai 1943, il est capturé par la Gestapo après une trahison. Déporté en Allemagne, il fut exécuté le 19 mai 1945, quelques jours après la fin de la guerre en Europe, alors que la victoire semblait imminente.

essentiels pour perturber les forces d'occupation et soutenir les Alliés. L'importance de cette organisation pour la région R3 (Montpellier) est cruciale, car elle permet aux résistants locaux de s'organiser autour de chefs et de groupes cohérents, renforçant ainsi l'efficacité des actions menées. Malgré la création de l'A.S., la résistance restait divisée entre différents mouvements, chacun ayant ses objectifs et une relative indépendance. Cela entravait l'efficacité des actions contre l'occupant. C'est pourquoi, en janvier 1943, le général De Gaulle décide de créer les Mouvements Unis de la Résistance, sous l'impulsion de Jean Moulin, afin de centraliser les efforts de résistance et de coordonner les actions sous une autorité unique. Les M.U.R ont pour but d'unifier les groupes de la zone Sud, tels que Combat⁶², Libération-Sud⁶³, et Franc-Tireur⁶⁴, tout en structurant mieux les actions militaires et politiques. La région R3 devient alors un axe central de cette unification. À ce stade, des responsables apparaissent pour coordonner les actions à l'échelle régionale, départementale et locale. Par exemple, Bernard Henri Bonnafous⁶⁵, alias "Richard", devient chef régional adjoint de l'A.S. pour la région R3, et assure une coordination essentielle entre les différents

⁶² Le mouvement Combat était l'un des principaux mouvements de résistance intérieure française pendant la Seconde Guerre mondiale. Fondé en 1941 par un groupe de résistants, principalement des anciens militaires, des intellectuels et des membres du Parti communiste, il s'est rapidement imposé comme un acteur majeur de la lutte contre l'occupation nazie. Combat s'est structuré autour de trois axes principaux : la diffusion de la presse clandestine, les actions de sabotage et le renseignement. Parmi ses figures les plus connues, on retrouve Henri Frenay, l'un des fondateurs, qui en prendra la direction. Le mouvement Combat a joué un rôle stratégique dans la coordination des actions de résistance en zone Sud, notamment en aidant à organiser des parachutages d'armes et en sabotant les infrastructures allemandes comme les voies ferrées et les installations militaires. Combat a également fourni une assistance logistique aux résistants, en organisant des cachettes, des faux papiers et en facilitant la fuite des prisonniers de guerre. Il a également contribué à la formation des jeunes résistants. Après la guerre, Combat est devenu un symbole de l'unité de la Résistance, bien qu'il ait été confronté à des tensions internes, notamment avec les communistes et d'autres mouvements de gauche.

⁶³ Le mouvement Libération-Sud était un mouvement de résistance français créé en 1941 dans la zone sud de la France, principalement par des intellectuels, des militants politiques et des anciens combattants opposés à l'occupation nazie et au régime de Vichy. Fondé par Émilien Dumas et Jean Cavaillès, Libération-Sud s'est rapidement distingué par son engagement dans plusieurs domaines, la propagande clandestine, le sabotage, l'organisation de réseaux de renseignement, et la lutte armée contre les troupes allemandes. L'un des objectifs de Libération-Sud était de renforcer la résistance dans la zone sud, tout en luttant pour l'unification des différents groupes résistants afin de former une force plus cohérente face à l'occupant. Le mouvement publie plusieurs journaux clandestins, dont "Libération", un des plus importants de la résistance intérieure. En plus de ses activités de presse, il menait des actions de sabotage contre les infrastructures allemandes, y compris les lignes de chemin de fer, et contribua à l'organisation des parachutages d'armements. Libération-Sud, en raison de son orientation anticommuniste, faisait face à des tensions avec d'autres mouvements comme le Parti Communiste et les Francs-Tireurs et Partisans.

⁶⁴ Ce mouvement ne doit pas être confondu avec le mouvement Franc-Tireur Patriote. Le mouvement Franc-Tireur est l'un des principaux mouvements de résistance en France pendant la Seconde Guerre mondiale. Fondé en 1941 par un groupe d'intellectuels et de militants politiques opposés au régime de Vichy et à l'occupation nazie, il se distingue par son orientation anticommuniste et son engagement en faveur et son engagement en faveur de la France libre. Les Francs Tireurs ont rapidement organisé des actions de sabotage contre les installations ennemies, telles que les lignes de chemin de fer, ainsi que des attaques armées contre les troupes allemandes.

⁶⁵ Bernard Henri Bonnafous, né en 1911, est une figure importante de la Résistance française. Membre du mouvement Franc-Tireur, il joue un rôle central dans l'organisation de la résistance dans la région R3, où il devient chef régional adjoint de l'Armée Secrète.

mouvements de résistance. De son côté, Laurent Duviols⁶⁶, figure clé du mouvement Franc-Tireur, est nommé adjoint du chef régional pour la zone R3, jouant un rôle fondamental dans la gestion des groupes locaux et la communication entre les différentes cellules résistantes. Le rôle logistique est également essentiel à la réussite des opérations de la résistance. Jacques Picard⁶⁷, alias “Sultan”, assume la direction des maquis de la région R3 et coordonne les parachutages d’armes et de matériel, élément stratégique pour soutenir les actions de la Résistance. Concernant la direction des M.U.R , Pierre Degon, sous le nom de Pierre Maurice Genevet, a été à la tête de la région. Cependant, il a été arrêté par la Milice le 1er juillet 1943. Il a alors été remplacé par René Poitevin, également à la tête du mouvement Franc-Tireur , qui a organisé son évasion. Toutefois, Poitevin a également été arrêté en janvier 1944. Cette organisation a permis à la Résistance de mieux se structurer et de garantir une fluidité dans les actions militaires. La création des MUR a donc amélioré la coordination des efforts résistants dans cette zone. Cependant, il est important de noter que cette période a également été marquée par des tensions internes et des ajustements constants entre les différents mouvements, notamment en raison des divergences idéologiques et des rivalités pour la direction des maquis. En décembre 1943, les MUR intègrent trois mouvements de résistance de la zone Nord, “Défense de la France⁶⁸”, “Résistance⁶⁹” et “Lorraine⁷⁰” et

⁶⁶ Laurent Duviols, né en 1904. Membre du mouvement Franc-Tireur, il joue un rôle déterminant dans la structuration et la coordination des actions de résistance sur le terrain.

⁶⁷ Jacques Picard, né en 1912. Membre du mouvement Franc-Tireur, il est surtout connu sous son pseudonyme “Sultan”. Il joue un rôle crucial dans l'organisation des maquis de la région et la coordination des parachutages d'armement et de matériel, essentiels pour soutenir les actions de sabotage et les opérations militaires contre l'occupant nazi.

⁶⁸ Le mouvement Défense de la France était un mouvement de résistance français créé en 1940, après la défaite militaire de la France face à l'Allemagne et l'armistice signé avec les nazis. Ce mouvement, fondé par des membres du Parti Socialiste et des intellectuels engagés, visait à lutter contre l'occupation allemande, le régime de Vichy, et à restaurer la République française. Lancée à la suite de l'effondrement militaire, la Défense de la France s'inscrivait dans un contexte de désorganisation et de chaos, et se distinguait par son rôle important dans le domaine de la propagande et du renseignement. Le groupe était fortement impliqué dans l'édition de journaux clandestins, dont le plus célèbre était “Défense de la France”, qui s'est fait connaître pour ses informations précises et actualisées sur les mouvements de l'armée allemande et la situation politique. En plus de la propagande, le mouvement s'est engagé dans des actions de sabotage contre les infrastructures nazies et vichystes, notamment les lignes de chemin de fer, les usines de munitions, ainsi que des attaques contre des installations stratégiques.

⁶⁹ Le Mouvement Résistance était l'un des premiers grands mouvements de résistance intérieure contre l'occupation allemande et le régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. Fondée en 1940 par un groupe d'intellectuels, de militaires et de membres de la société civile. Ce mouvement a été principalement actif dans la zone Sud, en particulier dans les régions de Lyon et Grenoble, mais son influence s'est étendue à d'autres zones de la France occupée. Le mouvement Résistance s'est tout d'abord distingué par sa capacité à diffuser des informations secrètes sur les mouvements des troupes allemandes et à organiser des réseaux de renseignements efficaces. Ces informations étaient cruciales pour la Résistance française, ainsi que pour les Alliés, permettant de mieux cibler les actions de sabotage et de perturber les lignes de communication des nazis.

⁷⁰ Le mouvement Lorraine s'est rapidement mis en place des réseaux de renseignement qui ont fourni des informations cruciales sur les mouvements de troupes allemandes , les installations militaires et les positions de la Wehrmacht . Cela a permis de mieux organiser des actions de sabotage , comme les destructions de voies ferrées et de ponts , ce qui a perturbé les lignes de ravitaillement et de communication de l'ennemi . Le réseau a

deviennent ainsi le Mouvement de Libération Nationale (M.L.N). À partir de 1944, les tensions internes au sein des mouvements de résistance commencent à se dissiper, notamment grâce à l'impulsion du général De Gaulle. En février 1944, l'Armée Secrète et les Francs-Tireurs et les Francs-Tireurs et Partisans fusionnent pour Forces Françaises de l'Intérieur, une organisation qui rassemble l'ensemble des forces armées de la résistance. Cette fusion a permis une meilleure gestion des actions militaires et la préparation de la Libération. Dans la région R3, des figures comme Bernard Henri Bonnafous et Laurent Duviols ont continué à assumer les rôles de leadership, et le maquis de Picaussel, ainsi que d'autres groupes résistants locaux, se sont progressivement intégrés dans les FFI. Les Forces Françaises de l'Intérieur sont le résultat de la fusion, le 1er février 1944, des principaux groupements militaires de la résistance intérieure française, qui s'étaient constitués de 1940 à 1944 dans la France occupée, l'Armée Secrète, l'Organisation de Résistance de l'Armée⁷¹ (O.R.A), et les Francs-Tireurs et Partisans. Les FFI régionaux ont pour ossature un état-major composé d'un commandant régional, d'un délégué militaire régional et d'un responsable des opérations aériennes. Pour la région R3, le commandement est assuré par Gilbert de Chambrun, alias "Colonel Carrel". Il est assisté par le lieutenant-colonel Schumacher, venant de l'O.R.A, le lieutenant-colonel Badel, des FTP, et son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Chauliac, du mouvement C.F.L.⁷². Quant à la délégation militaire, elle est assurée par Paul Leistenschneider alias "Carré", Jacques Picard alias "Sultan", et Lucien Cambas, alias "Trapèze". Cette structure permet aux F.F.I de bénéficier de ressources logistiques accumulées et d'une meilleure coordination avec les forces alliées, renforçant ainsi leur capacité à mener des actions de sabotage et de guérilla en vue de la Libération. Maintenant nous pouvons zoomer sur l'organisation départementale de l'Aude et voir également son évolution en prenant compte de l'évolution nationale et régionale. Cette organisation de la région est complétée

également contribué à la diffusion de la propagande anti - nazie, en publiant rapidement mis en place des réseaux de renseignement qui ont fourni des informations cruciales sur les mouvements de troupes allemandes, les installations militaires et les positions de la Wehrmacht. Cela a permis de mieux organiser des actions de sabotage, comme les destructions de voies ferrées et de ponts, ce qui a perturbé les lignes de ravitaillement et de communication de l'ennemi. Le réseau a également contribué à la diffusion de la propagande anti-nazie, en publiant des tracts et des journaux clandestins qui appelaient à la résistance et à la mobilisation de la population.

⁷¹ L'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A) était un mouvement de résistance français qui a été formé en 1940 par des militaires de l'armée française après la défaite de 1940 et la signature de l'armistice avec l'Allemagne nazie. L'ORA a été principalement composée de soldats, d'officiers et de sous-officiers de l'armée française, ainsi que de certains membres des services secrets. Elle a joué un rôle crucial dans la lutte contre l'occupation allemande et le régime de Vichy, en particulier en organisant des actions de sabotage, de renseignement et en soutenant les efforts de la France libre dirigés par Charles de Gaulle.

⁷² Le mouvement Corps Francs de la Libération est un groupe de résistance formé pendant la Seconde Guerre mondiale en France. Ce groupe est principalement constitué d'anciens soldats, de réfractaires au STO, et de civils engagés dans la lutte contre l'occupant nazi et le régime de Vichy. Le CFL se distingue par son organisation paramilitaire et ses actions de sabotage, ainsi que par ses attaques directes contre les troupes allemandes et les infrastructures de l'occupant.

par comme on l'a vu plus haut de ce chapitre par des organisations de renseignements que sont le B.C.R.A et le réseau N.A.P qui permet de faire les liaisons entre maquis mais aussi de pouvoir mieux observer l'ennemi. L'évolution de l'organisation du département suit celle du niveau national et régional. En effet, comme on l'a vu dès 1942, c'est Raoul de Volontat qui est chargé par les chefs de la région R3 d'organiser le mouvement de résistance A.S. de l'Aude. Mais comme au niveau régional les maquis F.T.P.F et F.T.P d'adhérence politique communiste préfèrent rester indépendants. Pour le montrer et montrer également les autres maquis, Lucien Maury nous présente dans son livre *Le Maquis de Picaussel*, une carte de l'Aude montrant les principaux maquis et mouvements de résistances car ils existent également des mouvements indépendants et plus locaux. On remarque également que le département compte plus de maquis A.S que de maquis F.T.P. Les maquis A.S sont donc ceux de Picaussel, de Citou, du Minervois, de Villebazy, de Trassanel, du Pic de Nore, de la Montagne Noire, de Montolieu, de Mas-Saintes-Puelles et d'Aunat⁷³. Pour les F.T.P.F se sont ceux de Salvezines, qui servira de base arrière pour un maquis issue de l'union de maquis F.T.P.F qui sont le maquis de Firmin, de Gaja-la-selve et le maquis de Faïta. Ils prendront comme nom le maquis Jean-Robert et Faïta⁷⁴. Pour garantir les liaisons entre ces groupes, en particulier ceux de l'Armée Secrète, des agents de liaison, souvent des civils engagés dans la Résistance, assurent la transmission des informations et des ordres. Par exemple, au maquis de Picaussel, l'épouse de Lucien Maury joue un rôle crucial en tant qu'agent de liaison. Concernant les Francs-Tireurs et Partisans Français, Maurice Nègre est nommé responsable du mouvement pour le département de l'Aude, tandis que Marceau Paturle est chargé de coordonner les FTPF à l'échelle régionale. Tous deux organisent et structurent les maquis de la région afin d'optimiser leur efficacité contre l'occupant. En 1943, sous l'impulsion de Jean Moulin, les Mouvements Unis de la Résistance se créent pour unifier les forces de la Résistance. Dans l'Aude, Raoul de Volontat est désigné pour diriger les résistants, avec pour mission d'améliorer la coordination entre les différents mouvements du département et de renforcer les liens avec les réseaux de renseignement N.A.P et B.C.R.A. Cependant, son arrestation contraint le maquis à se tourner vers la région R4 pour maintenir son organisation. Pour le remplacer, Marcel Lajou, lieutenant-pilote de l'Armée de l'Air, prend la tête des M.U.R sous le pseudonyme de "Bayard", probablement une référence au chevalier de la fin du XVe et du début du XVIe siècle, reconnu pour son courage et sa loyauté. Afin d'éviter d'être identifié et arrêté, il choisit de transmettre ses instructions par l'intermédiaire de Jean

⁷³ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 81.

⁷⁴ Lucien Maury, *ibid*, pages 81 et 82.

Bourrel. Lucien Maury rapporte que ce n'est qu'à la fin que les résistants connaîtront la véritable identité de cet homme⁷⁵. De plus, Maury précise également le groupe sur lequel se reposent les deux hommes. Raoul de Volontat avait pour équipe le docteur Marx, le lieutenant Degon⁷⁶, Antonin Serra, Louis Siffre, François Sabria, Pierre Guerrero, le docteur Patounas, qui, comme nous le verrons plus tard, sera le chef de la section des infirmiers pour le maquis de Picaussel, Jean Peyre, Marcel Journet, Alfred Cassagneau, Armand Jammes, René Canal et Pierre Dadiés, chargé des liaisons avec les mouvements de Résistance à Perpignan. La nouvelle équipe de Marcel Lajou tant qu'à elle est composée de résistants qui ont fait leur preuve mais également de nouvelles recrues chassées de leurs régions d'origine par la menace de la Gestapo. Cette équipe est composée de Jean Argence, Victor Crabol, Gérard Witomski, François Gavignaud, Adrien Baudru, François Raynaud, André Ravier et Georges Maury⁷⁷. Suivant l'évolution du niveau national et régional, le département adopte le mouvement des FFI. Celui-ci est mis en place en mai 1944 par Jean Bringer, alias Myriel, qui est nommé pour l'organisateur. Avant d'entrer dans la Résistance, Jean Bringer était lieutenant au 24^e Bataillon de chasseurs alpins, puis chef départemental de l'Armée secrète des MUR, avant de devenir le chef principal des FFI de l'Aude. Il est accompagné par "Bayard" pour entrer en contact avec, par exemple, le maquis de Picaussel. Jean Bringer est donc choisi pour coordonner l'action des maquis afin que cet ensemble puisse menacer, dans le dos, les forces présentes sur le front de mer, allant de Port-Vendres à Sète, ainsi que perturber la circulation des colonnes ennemies sur les principaux axes routiers du département. Suite à l'arrestation de "Myriel", pseudonyme de Jean Bringer, sur dénonciation⁷⁸. Il est rapidement remplacé par Victor Meyer, avant la nomination de Georges Morguleff par le chef des FFI de la région R3, Gilbert de Chambrun. Puis Guy David sera choisi pour être le dernier chef des FFI de l'Aude. Comme mentionné plus haut, le premier maquis s'est constitué autour de groupes issus de villages et de hameaux. Puis, avec son évolution et son engagement dans les combats, il s'organise de manière plus structurée, d'autant plus que son efficacité dépasse largement les prévisions. En effet, le nombre de combattants double entre mai 1944 et août 1944, passant

⁷⁵ Lucien Maury, op.cit, page 76.

⁷⁶ C'est le pseudonyme de Maurice Nègre, à ne pas confondre avec Pierre Degon.

⁷⁷ Frère de Lucien Maury.

⁷⁸ Après son arrestation, Jean Bringer, chef départemental de la Résistance de l'Aude, fut transporté au château de Baudrigue, à Roullens. Le 19 août 1944, il y fut fusillé aux côtés de plusieurs autres résistants. Dans le même temps, pour parachever leur opération de répression, les forces allemandes firent exploser l'entrepôt de munitions présent sur le site, cherchant ainsi à effacer toute trace matérielle de leurs exactions tout en semant la terreur parmi la population locale. Cet épisode dramatique, marqué à la fois par l'exécution sommaire de figures majeures de la Résistance et par la destruction systématique de matériel, s'inscrit parmi les actes les plus sombres de la répression nazie en France et demeure un symbole tragique de la lutte pour la libération.

d'environ 200 à 400 hommes⁷⁹, ce qui impose une meilleure organisation. Le maquis est alors structuré en huit sections de combat qui compte 30 à 40 combattants⁸⁰ et une section de services, l'ensemble étant dirigé par une section de commandement⁸¹. Chaque section de combat comprend deux ou trois groupes armés, chacun équipé d'une mitrailleuse légère Browning⁸² américaine et d'un fusil-mitrailleur anglais Sten⁸³ et de fusils Springfield ou Rumington⁸⁴, complété par des grenades types Mills et antichar type Gamon⁸⁵. Les sections sont également équipées de mortiers de 50 de conception néo-zélandaise, pouvant être utilisées en tir tendu et en tir courbe, ainsi que d'une arme de combat rapprochée antichar, de type PIAT. Cette dernière ressemble à une sorte d'arbalète et de lance, à une distance de 50 mètres, un projectile à charge creuse perforant les blindages moyens. Pour revenir à l'organisation des différentes sections, la section de commandement est composée de Lucien Maury, de son adjoint Marius Olive, ainsi que des instituteurs et des cadres de réserve Jean Fontrouge, Roger Salomon, René Brun et Camille Siffre, tous formés à Saint-Maixent⁸⁶ à

⁷⁹ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 222.

⁸⁰ Amicale des Anciens du Maquis de Picaussel, opuscule sur *Picaussel*, 2016, édité avec le concours du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants et Victimes de Guerre et du Conseil départemental de l'Aude.

⁸¹ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 97.

⁸² La mitrailleuse légère Browning M1918 BAR, Browning Automatic Rifle. Cette arme automatique, utilisée par les forces alliées pendant la Seconde Guerre mondiale, était appréciée pour sa puissance de feu et sa fiabilité. Elle fonctionnait avec des chargeurs de 20 cartouches de calibre .30-06 Springfield (7,62 × 63 mm) et permettait un tir en rafale ou en semi-automatique, ce qui la rendait très efficace pour le combat en embuscade et le harcèlement des troupes ennemies.

⁸³ La Sten est un pistolet-mitrailleur britannique. Elle a été conçue pour être simple, robuste et économique, permettant une production rapide en grande quantité. La Sten fonctionne avec des chargeurs de 32 cartouches de 9 mm Parabellum, le même calibre que celui utilisé par les pistolets allemands, ce qui facilitait l'approvisionnement en munitions.

⁸⁴ Le Springfield M1903 est un fusil à verrou de fabrication américaine, utilisé par l'armée des États-Unis pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Chambré en .30-06 Springfield (7,62 × 63 mm), il était apprécié pour sa précision et sa portée. Bien qu'il ait été progressivement remplacé par des fusils semi-automatiques comme le Garand M1, il est resté en service, notamment dans les maquis où les armes de récupération étaient précieuses. Par ailleurs, le terme "fusil Rumington" utilisé ici comporte une erreur. En réalité, il désigne les armes fabriquées par la société américaine Remington Arms. Pendant la Seconde Guerre mondiale, certains modèles de fusils Remington 1903A3 (une variante du Springfield M1903) et le Remington Model 11 (fusil à pompe) ont été utilisés.

⁸⁵ La grenade Mills est une grenade à fragmentation de fabrication britannique dont le corps est en métal avec des perforations, ce qui permet aux fragments de se disperser à l'explosion et de provoquer un maximum de dégâts. Elle est équipée d'un mécanisme de retard qui permet à l'utilisateur de lancer la grenade avant qu'elle n'explose. Après avoir retiré la goupille de sécurité, le mécanisme de retard se déclenche et la grenade explose généralement après 4 à 5 secondes. La grenade Gamon, plutôt Gammon pour sa vraie orthographe, est une grenade à poignée aussi de conception britannique et est différente des grenades à main classiques, car elle possède une forme allongée, ressemblant davantage à un cylindre. Elle est dotée d'un mécanisme de retard, et son corps était généralement rempli de charges explosives qui explosent après un délai de quelques secondes.

⁸⁶ Saint-Maixent, en Charente-Maritime, est une ville qui a joué un rôle important durant la Seconde Guerre mondiale. Pendant cette période, la ville abritait l'École militaire de Saint-Maixent, qui était un centre de formation pour les officiers et sous-officiers de l'Armée française. Avant l'armistice de 1940, l'École militaire de Saint-Maixent a formé de nombreux officiers qui ont ensuite combattu sur le front. Après la défaite de la France en 1940, l'école a été fermée pendant l'occupation allemande, mais certains militaires ont continué à y être formés en tant que résistants, particulièrement dans le cadre du maquis et des mouvements de résistance.

l'exception de Camille Siffre, et ayant participé à la campagne de 1939-40. Cette formation est appuyée par un encadrement constitué d'officiers et de sous-officiers de réserve, renforcé par quelques militaires d'active venant de l'ORA. Les cadres militaires actifs sont composés du capitaine Maurice Allaux, venant du 25e Bataillon de chasseurs alpins, du capitaine Bonfils, du 8e Régiment d'infanterie, du sous-lieutenant Julien Carbonneau, alias Albert, des adjutants-chefs Armengaud, Émile Lauri, Pacouil, Louis Fau, Ilhat, Pélissier et Charles Bournet, qui apportent leurs connaissances techniques dans le domaine des transmissions et forment les jeunes du maquis en fonction de leur expérience des troupes. En ce qui concerne la manipulation et la mise en œuvre des explosifs, le maquis repose sur Guy David, officier de réserve du génie, et sur le sous-lieutenant d'artillerie Sarie, qui contrôle le ravitaillement du maquis. Quant à la section des services, elle est composée d'une section de service automobile dirigée par Bernatet de Narbonne et Louis Pagès de Limoux. Cette équipe est complétée par François Raynaud, Cau, alias "Moustic", un mécanicien, et un routier professionnel nommé Alex. Ils maintiendront en état un parc automobile composé de quatre camions, de deux Citroën Traction Avant, de deux motos et d'un side-car⁸⁷. Une des motos est confirmée par une lettre de 1949 faisant référence à la donation d'Estan Dominique, qui fournit une moto au maquis. Cela est corroboré par le fait qu'il venait de Rivel⁸⁸. Marcel Lajou, alias Bayard, permettra au parc automobile du maquis de disposer d'une tonne à eau, c'est-à-dire une citerne mobile qui permettra de ravitailler le maquis lorsque la source se tarira. Il fournira aussi des outils de parc, tels que des pelles et des pioches, qui serviront plus tard à creuser des épaulements de mitrailleuses. Le maquis dispose également d'un service de ravitaillement dirigé par Émile Peyre, composé de Jean Lacroux, Delpech, Jauréguy, Lolo Mazon, et complété par Augustin Plantier, Noël Ferrier, Marcel Sabatier, Respaud, un meunier clandestin, et les boulangers Caumes et Le Manach. En ce qui concerne le service sanitaire, il est dirigé par le docteur Baradat et comprend des pharmaciens comme Henri Moutou, Élisabeth Baïssset, René Drumont, le dentiste Delmas, un infirmier Joseph Arnaud, maçon de métier mais qui, durant la Première Guerre mondiale, a acquis des connaissances en médecine, ainsi que Racaud et Eulogio Anaro, alias Mano, un guérillero espagnol⁸⁹. Enfin, le maquis compte un groupe d'artificiers, nantis d'explosifs, c'est-à-dire équipés d'explosifs,

⁸⁷ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, pages 224 et 225.

⁸⁸ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H22, série 4E303 « Affaires communales de Puivert », sous-série 4H « Mesures d'exception et faits de guerre ». Reconstruction du hameau suite à l'incendie par l'armée allemande : plans de reconstruction, devis, listes de matériel, délibérations, correspondance, etc. 1944–1956. Dossier Paul Walter, 1944–1996.

⁸⁹ Lucien Maury, op.cit, page 225 et 226.

de mines antichar, et de systèmes pyrotechniques divers. Le poste de commandement est renforcé par une équipe de protection composée de jeunes hommes venus de Lescale⁹⁰. Les escouades de combat sont organisées en sections, la section de Chalabre, celle dite des aviateurs, composés de l'adjudant-chef François Malayrach, du sergent Justin Baudry, des caporaux Roger Duhamel et Jean Berthier, Justin Navarro, Jacques Rocques, Jean Hernandez et René Maugard⁹¹, la section des tirailleurs nord-africains venus du maquis de la Montagne Noire, et la section des guérilleros espagnols, composée de Salvador Andujar, ancien officier des transmissions pour l'armée républicaine espagnole, Dominique Penalver, Jacinthe Castella dit Cantarille, Joseph Gusman, Fabregas, Eulogio Anaro, José Benet, Manuel Carnicero, André Pena, José Terra, José Manuel García, Ansonera, José María Iguíñez, Firmin Morales Perez, Mateo, Cuesta Ceruelo, André Pena Ginez, Juan Martinez, Barthélémy Costa Aguala, et d'autres venus de la 5e Brigade de Guérilleros⁹². Ils sont dirigés par Aureo Maestro Munez, dit "Pablo", officier de l'armée républicaine. L'accueil des guérilleros espagnols, plus des soldats et d'une partie des tirailleurs nord-africains permet au maquis d'avoir une plus grande expérience militaire mais également une expérience de la guérilla⁹³. Le reste des sections est complété par des personnes des villages et hameaux du secteur. Une exception est celle de Limoux, qui aura son propre secteur A.S autonome en 1944, lors de la création officielle du maquis de Picaussel. On retrouve enfin dans cette organisation une structure ressemblant fortement à une sorte de petite armée, ce qui lui permet également d'avoir plus de discipline et d'efficacité dans certaines opérations menées par le groupe. L'organisation du maquis se reflète également dans la constitution du camp, qui est organisé

⁹⁰ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 97.

⁹¹ Chritian Moralès, Dans le silence ses sous-bois de Picaussel, <http://chalabre24hactus.blogspot.com/archive/2020/12/07/sur-le-sentier-des-maquisards-3157719.html#article-comments>, consulté le 25 mars 2025, ce blog tenu par des passionnés sur l'histoire de la commune de Chalabre, donc les informations doivent être vérifiées mais il permet d'avoir des informations complémentaires sur le maquis. Ici certaines informations sont confirmées dans le livre de Lucien Maury, *Le Maquis de Picaussel*.

⁹² La 5^e Brigade des Guérilleros Espagnols fait partie des groupes de guérilleros espagnols qui ont combattu dans les rangs de la Résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces brigades étaient composées de républicains espagnols ayant fui la dictature de Franco après la guerre civile espagnole (1936-1939). La 5^e Brigade faisait partie de la 4^e Division de l'Agrupación de Guerrilleros Españoles (AGE), une organisation composée de républicains espagnols ayant pris part aux combats contre l'occupant nazi en France. Ces brigades ont mené des actions de sabotage, des embuscades et des attaques contre les troupes allemandes, principalement dans le sud de la France, notamment dans les montagnes et les zones boisées. Enfin, la 5^e Brigade est intervenue principalement dans le département de l'Aude.

⁹³ La guérilla est une forme de guerre irrégulière par des groupes armés, souvent de petite taille, contre un ennemi plus puissant. Elle repose sur des tactiques de harcèlement, de sabotage, d'embuscades et de frappes surprises, dans le but d'épuiser l'ennemi tout en utilisant le terrain à son avantage. Les guérilleros, souvent issus de la population locale, mènent ces actions en dehors des règles traditionnelles de la guerre, en se fondant dans la population ou en opérant dans des zones difficiles d'accès comme les montagnes ou les forêts. Dans les chapitres suivants, nous détaillerons les opérations menées par le maquis, en analysant les actions spécifiques et les stratégies utilisées par ces groupes de résistants pour lutter contre l'occupant.

de manière à ce que les abris soient répartis entre les différentes sections. Ces baraques, souvent utilisées par les bergers, servent à accueillir les sections lorsqu'elles reviennent de leurs opérations. Par ailleurs, le camp organise également sa défense. En effet, la route forestière traversant la forêt d'Ouest en Est est pratiquement interdite, du côté du village de Belvis, sur près d'un kilomètre, par des abattis de sapins piégés avec des grenades Mills. Les pièges sont placés aux endroits les plus abrupts et touffus de la route, ce qui empêche tout contournement. De plus, les abattis les plus proches du camp se retrouvent dans le champ de tir des fusils-mitrailleurs pour dissuader les pionniers allemands de dégager la voie. La direction de la défense est confiée à l'adjudant Louis Fau, qui a fait l'Armée d'Afrique⁹⁴, selon Maury. L'issue Ouest de la route venant de Belvis et allant vers Espezel, peut-être obstruée par les hommes de Pablo donc la section de Guérilleros car là également des sapins sont remplis d'explosifs. Au nord sur le col de Babourade à Espezel, la défense du tunnel, où passe la route départementale D.120⁹⁵, est sous la direction de Guy David qui y a placé également avec la section des artificiers des charges sur la route et qui a chargé Charles Biart et François Journet de faire sauter la route le moment opportun c'est-à-dire lorsque les allemands attaqueront. La lisière sud, bien que plus difficile à défendre en raison de son terrain plus plat, présente néanmoins un avantage stratégique, la maison forestière des Ombres, qui offre une excellente position d'observation et de tir en direction du village d'Espezel. Concernant l'organisation de la défense, les hommes de Maury, sous la direction du lieutenant Julien Carbonneau, réalisent des exercices visant à optimiser un plan de feu tous azimuts. Toutefois, ils ne parviennent pas à croiser efficacement les tirs des mitrailleuses et des fusils-mitrailleurs. Afin d'améliorer la coordination, Julien Carbonneau mène une simulation d'attaque allemande avec trois sections de maquisards. Lors de cet exercice, un fanion levé permet d'indiquer si le tireur a repéré l'adversaire et aurait pu le stopper⁹⁶. L'organisation du maquis repose également sur une solidarité avec d'autres groupes de résistance, en raison de l'importance de l'organisation régionale et départementale vue auparavant. Le maquis de Picaussel s'appuie non seulement sur d'autres maquis, mais aussi sur des réseaux comme le N.A.P. Comme mentionné plus haut, Marcel Lajou joue un rôle clé dans le ravitaillement du maquis en matériel, bien qu'il soit responsable du secteur AS de

⁹⁴ L'Armée d'Afrique désigne l'ensemble des forces militaires françaises stationnées en Afrique du Nord, principalement composées de troupes coloniales, et ayant joué un rôle crucial pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle comprenait des soldats venus principalement des colonies françaises d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, ainsi que des unités métropolitaines. Durant la guerre, l'Armée d'Afrique a participé aux combats majeurs en Afrique du Nord, puis en Italie, en France et en Allemagne, notamment dans le cadre de la libération de la France après le débarquement en 1944.

⁹⁵ C'est une départementale qui permet de relier les villages comme Belvis à la ville de Quillan, dans l'Aude.

⁹⁶ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, pages 98 et 99.

Quillan. De son côté, Gilbert de Chambrun permet au maquis de renforcer ses appuis et de mieux s'intégrer à la région R3. Enfin, le maquis de Picaussel peut compter sur les maquis FTP "Jean Robert" et "Faïta", qui, comme évoqué précédemment, se regrouperont à Salvezines. Il sert également de base de replis pour d'autres maquis, notamment celui de la Montagne Noire, ce qui explique la présence d'une section de tirailleurs issue de ce dernier⁹⁷. Enfin, Lucien Maury, fait une mention d'une brigade de gendarmerie qui aurait rallié le maquis, il s'agirait de la brigade de Durban sous les ordres d'un chef de brigade du nom de Peyras mais malheureusement aucune archive et aucun ouvrage consulté n'a permis d'affirmer si c'était bien la réalité, en tout cas il est prouvé que certains gendarmes ont bien rallié le maquis comme les gendarmes Sans et Schaller⁹⁸. L'étude de l'organisation du maquis de Picaussel met en lumière un élément essentiel à la réussite des actions de la Résistance, une structuration rigoureuse et une coordination efficace entre les différentes unités. Le maquis ne se limite pas à un simple regroupement de combattants, mais adopte une organisation quasi-militaire, optimisant ainsi ses capacités de défense, d'attaque et de ravitaillement. Cette structuration se repose sur plusieurs niveaux. L'influence des cadres militaires issus de l'Armée française, qui apportent leur expertise en stratégie, en transmissions et en combat. Le rôle déterminant des guérilleros espagnols, aguerris par la guerre civile et spécialisés dans la guerre irrégulière, qui introduisent des techniques de combat et de sabotage particulièrement précieuses. L'ancrage régional et départemental, permettant des interactions avec d'autres maquis et réseaux résistants comme le NAP, mais aussi avec des figures locales jouant un rôle clé dans l'approvisionnement en matériel et en renseignement. Ainsi, le maquis de Picaussel ne fonctionne pas de manière isolée, il s'inscrit dans un réseau plus vaste de la Résistance, à la fois à l'échelle locale et nationale. Son mode d'organisation, combinant discipline militaire et flexibilité propre aux groupes clandestins, lui permet d'agir efficacement face à l'occupant. Mais au-delà de l'organisation interne du maquis de Picaussel et de son intégration dans un réseau structuré de la Résistance, il est essentiel d'analyser le contexte local dans lequel il s'inscrit. La présence du maquis dans ce territoire ne repose pas uniquement sur l'action des combattants, elle est également influencée par la réaction des populations locales face à face à l'occupation allemande et au régime de Vichy. Le soutien ou, au contraire, la méfiance des habitants a joué un rôle déterminant dans la capacité du maquis à se ravitailler, à recruter de nouveaux membres et à échapper aux

⁹⁷ Lucien Maury, op.cit, pages 99 et 100.

⁹⁸ Lucien Maury, ibid, page 103.

représailles ennemies. Ainsi, nous verrons comment les populations de la région ont vécu cette période troublée et quelle a été leur implication dans la lutte contre l'occupant.

Chapitre 2 : Réactions des populations locales face à l'occupation: contexte et stratégies d'adaptation

I. Le contexte local : enjeux et dynamiques territoriales

Si comprendre l'origine et l'organisation d'un maquis est essentiel pour en saisir le fonctionnement, il est tout aussi crucial d'analyser le contexte local dans lequel il s'inscrit. Les dynamiques territoriales, les conditions de vie sous l'Occupation et le positionnement des populations, qu'elles soutiennent activement la résistance, adoptent une neutralité contrainte ou manifestent leur opposition et influencent directement les capacités d'action et la survie de ces groupes résistants. Dans ce chapitre, nous étudions d'abord le contexte local de la Haute-Vallée de l'Aude en termes de situation politique, économique et sociale avant et pendant l'Occupation, puis nous analysons l'impact de cette période sur les structures locales, c'est-à-dire sur l'administration, l'économie et la vie quotidienne. Au niveau géographique, la Haute-Vallée de l'Aude se distingue par une topographie particulièrement accidentée. Le relief escarpé, ponctué de crêtes abruptes et de vallons profonds, offre non seulement un camouflage naturel aux groupes résistants, mais rend également l'accès difficile pour les forces allemandes. La région est recouverte d'une végétation dense, où forêts et sous-bois s'entremêlent, créant un réseau de sentiers naturels qui, bien que connus des habitants, restent impraticables pour des véhicules motorisés ou des troupes équipées lourdement. Les ressources naturelles abondantes, notamment en eau, constituent un atout stratégique majeur. La Haute-Vallée regorge de sources et de petits cours d'eau qui, jadis essentiels pour l'agriculture et l'alimentation locale, se révèlent aujourd'hui indispensables pour l'approvisionnement des maquis⁹⁹. Pourtant, malgré cette richesse hydrique, les besoins en eau demeurent conséquents en raison des conditions climatiques rigoureuses et de l'isolement de certaines zones rurales. Cette situation justifie, par exemple, l'usage d'une tonne d'eau pour assurer l'approvisionnement régulier des résistants, notamment pour maintenir leurs

⁹⁹ Julien Allaux, *La Résistance en Aude*, Carcassonne, Editions du Centre Départemental de Documentation Pédagogique de l'Aude, 1991, pages 115–120

installations et subvenir aux besoins de base en vivres¹⁰⁰. Ces conditions ont obligé les maquis à mettre en place des systèmes de collecte et de stockage ingénieux, utilisant par exemple des citernes dissimulées dans le relief, pour pallier les périodes de pénurie. L'isolement géographique, amplifié par un climat souvent rude et variable avec des altitudes qui créent des microclimats distincts au sein même de la vallée, impose des défis logistiques majeurs. L'approvisionnement en vivres et en matériel doit être organisé de manière rigoureuse, en tenant compte des routes souvent étroites et sinueuses qui traversent le territoire. Les habitants, habitués à ces conditions, disposent d'une connaissance intime du terrain qui s'avère déterminante pour contourner les obstacles imposés par l'occupation. En parallèle, ce contexte environnemental se conjugue avec un climat politique et économique en pleine mutation. Les transformations imposées par l'Occupation et le régime de Vichy viennent exacerber les défis déjà posés par le territoire. Ainsi, le maquis de Picaussel, implanté dans cet écrin naturel difficile d'accès, bénéficie de ces caractéristiques géographiques, un camouflage naturel et des ressources hydriques précieuses, tout en devant composer avec les impératifs logistiques liés à un environnement isolé et rigoureux. Sur le plan national, dans les années 1930, la France est en proie à une instabilité politique majeure. Sous la Troisième République, la succession rapide de gouvernements, combinée aux tensions internationales, notamment l'expansionnisme de l'Allemagne nazie, exacerbe les divisions internes. L'arrivée du Front populaire en 1936, sous la houlette de Léon Blum, marque une tentative de réforme sociale et de redistribution des richesses, avec la mise en place de mesures comme les congés payés et la réduction du temps de travail. Cependant, la crise économique mondiale et les conflits politiques internes limitent la durée et l'impact de ce gouvernement réformateur. Ces bouleversements nationaux répercutent également leur effet sur le département de l'Aude. Historiquement ancré dans une tradition républicaine et radicale-socialiste, le territoire audois est marqué par une forte activité des mouvements de gauche, socialistes et communistes, ainsi que par la présence d'acteurs de droite conservatrice. La crise viticole, notamment la révolte des vignerons de 1907, avait déjà inscrit dans l'histoire locale un fort désir de réformes sociales et économiques, lequel se retrouve exacerbé dans les années 1930 par la conjoncture économique difficile¹⁰¹. Après la défaite militaire de 1940, la France signe l'armistice avec l'Allemagne. Le maréchal Pétain instaure alors un régime autoritaire et collaborationniste, qui persécute les résistants et cible

¹⁰⁰ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 75.

¹⁰¹ Julien Allaux, *La Résistance en Aude*, Carcassonne, Editions du Centre Départemental de Documentation Pédagogique de l'Aude, 1991, pages 115–120

particulièrement les populations juives. Philippe Burrin explique que ce régime cherche à adapter la France à un ordre européen dominé par l'Allemagne tout en conservant une autonomie limitée dans ses structures internes¹⁰². Dans ce climat, le contexte national se teinte d'une répression systématique et d'un contrôle étroit de la population, conditions qui auront des répercussions profondes dans l'Aude. Dans le département, la situation politique se complexifie. Le régime de Vichy réorganise l'administration locale en remplaçant les élus démocratiquement choisis par des administrateurs nommés. À Carcassonne, par exemple, le maire Albert Tomey est destitué en 1941 et remplacé par Jules Jourdanne, un changement qui symbolise la volonté de Vichy d'instaurer une autorité locale fidèle aux directives collaborationnistes¹⁰³. Dès 1940, la répression s'intensifie, syndicalistes, communistes et autres militants sont ciblés. De nombreuses arrestations ont lieu dans l'Aude, touchant aussi bien des résistants locaux comme Victor Crabol et Léon Palisset, que des groupes de militants plus étendus, notamment les "28" narbonnais dont Henri Sentenac, Jean Canet, Antoine Soriano, Gabriel Pelouze, Jean Bès, André Sanchez, Ernest Prax, Germain Baillat, Angel Ayora, Michel Ibarra, Etienne Peyre, Georges Térés, Emile Roussel, René Armente, Roger Cantier, René Sentanac, Joseph Fernandez, Joseph Abraham, Jacques Fourcade, Raymond Ramada, André Ture, Jean Darras et Vincent Villar. D'autres figures, issues d'Espéaza, Philibert et Raymond Argenty, Herrero, Mounié, Biart ou de Quillan, Julien Baudru, Pierre Gaubry, Augustin Doumergue, Félix Roques, subissent également une répression sévère. En tout, 11 de ces personnes n'avaient pas encore vingt ans et trois n'étaient pas encore majeurs. Également 12 de ces personnes sont condamnés à des peines de travaux forcés avec dégradation civique et confiscation de biens et 14 sont condamnés à des peines d'emprisonnement avec dégradation là aussi civique et 10 vont internés dans des camps¹⁰⁴. Le 14 juillet 1942, une manifestation clandestine à Carcassonne réunit plus de 2000 personnes en faveur de la République. Cette démonstration de résistance populaire se poursuit jusqu'au 20 septembre, moment où des figures locales telles qu'Albert Picolo, Henri Gout, député de l'Aude, et Georges Bruguier sont arrêtés et assignés à résidence. Fernand Merlane, secrétaire de la Bourse du Travail à Carcassonne, est lui-même arrêté par la Gestapo et déporté ; il meurt au camp de Dora, symbole tragique du sacrifice des résistants locaux¹⁰⁵. La crise

¹⁰² Philippe Burrin, *La France de Vichy : 1940–1944*, Seuil, 1973, pages 134–137

¹⁰³ Archives départementales de l'Aude, présentée à Carcassonne du 11 octobre 2010 au 7 janvier 2011, https://archivesdepartementales.aude.fr/sites/default/files/media/files/AD11_004Phv026_001.pdf, consulté le 28 mars 2025

¹⁰⁴ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, pages 389 et 390.

¹⁰⁵ Lucien Maury, *ibid*, page 390.

économique des années 1930, amplifiée par l'Occupation, affecte particulièrement l'économie audoise, centrée sur la viticulture. Avant la guerre, la monoculture de la vigne constituait le pilier de l'économie locale, avec un tiers des terres départementales consacrées à la vigne. Cependant, la réquisition systématique des produits agricoles, notamment le vin destiné à l'effort de guerre allemand et la mobilisation pour le Service du Travail Obligatoire (STO) réduisent la main-d'œuvre disponible dans les exploitations. Julien Allaux indique que ces réquisitions intensifient les difficultés économiques et alimentent le mécontentement, faisant émerger un marché noir florissant, particulièrement pour le vin et les denrées de première nécessité¹⁰⁶. La vie quotidienne des Audois se trouve ainsi profondément affectée, les pénuries alimentaires se font sentir, le rationnement imposé par Vichy et l'occupant touche tous les secteurs de la société, et les conditions de travail dans l'agriculture se dégradent. Pierre Vidal-Naquet souligne que les ouvriers agricoles, déjà fragilisés par la crise viticole, souffrent des exigences croissantes de la collaboration, ce qui exacerbe les inégalités sociales et renforce la résistance populaire¹⁰⁷. Les politiques de répression, la perte de libertés publiques et les réquisitions économiques s'ajoutent aux difficultés quotidiennes, transformant radicalement le tissu social du département. L'Occupation entraîne une refonte complète des structures administratives de l'Aude. Après l'armistice de 1940, le régime de Vichy entreprend de purger l'administration locale des influences républicaines. Nombreux sont les élus remplacés par des administrateurs nommés pour garantir la loyauté des collectivités aux directives collaborationnistes. Cette réorganisation visait à déconnecter les structures locales de l'élan démocratique qui les avait animées avant 1940 et à imposer un contrôle centralisé. Cette politique de remplacement, combinée à la présence de la Milice française, créée en 1943 pour soutenir le régime, renforce la répression et le contrôle sur la population. Les autorités locales, désormais placées sous la tutelle de Vichy, se trouvent contraintes d'organiser l'application des mesures de réquisition et du rationnement, tout en devant surveiller les comportements des citoyens. Le contrôle administratif s'étend à la gestion des ressources économiques, avec des réquisitions systématiques pour approvisionner l'effort de guerre allemand, impactant directement les structures économiques locales. L'économie audoise, historiquement axée sur la viticulture, subit une profonde mutation sous l'Occupation. Avant la guerre, la monoculture de la vigne était le moteur économique du département, mais la crise des années 1930 et les réquisitions imposées par l'occupant fragilisent ce secteur. La mobilisation des travailleurs pour le STO réduit la main-d'œuvre

¹⁰⁶ Julien Allaux, *La Résistance en Aude*, Carcassonne, Éditions du Centre Départemental de Documentation Pédagogique de l'Aude, 1991, pages 110–115

¹⁰⁷ Pierre Vidal-Naquet, *La vie sous l'Occupation*, Gallimard, Paris, 1974, pages 140–145

dans les exploitations, tandis que les réquisitions de vin, destinées à approvisionner les forces allemandes, aggravent la précarité économique des viticulteurs. Julien Allaux montre que ces mesures, en plus de créer un marché noir florissant, alimentent une résistance silencieuse, les viticulteurs dissimulant parfois leurs récoltes pour échapper aux saisies¹⁰⁸. Les entreprises locales, qu'il s'agisse d'industries ou d'artisans, se voient également contraintes de participer à l'effort de guerre allemand, perturbant ainsi leur fonctionnement habituel. La collaboration économique se manifeste par des réquisitions de matériel et de matières premières, entraînant licenciements et désorganisation. Cette transformation économique s'accompagne d'un affaiblissement du tissu industriel et artisanal, accroissant le mécontentement des travailleurs et renforçant les mouvements de résistance. Par ailleurs, la répression politique menée par la Milice française, associée aux arrestations régulières de résistants et de militants, installe une atmosphère de peur et de méfiance. Les citoyens, surveillés et souvent dépossédés de leurs droits, doivent composer avec un quotidien marqué par l'incertitude et la dureté des conditions de vie. Les réseaux de solidarité se développent alors, permettant à certains groupes de résister aux pressions de l'Occupation. La résistance locale, souvent organisée de manière clandestine, s'appuie sur des réseaux de soutien mutualistes, notamment par la dissimulation de récoltes et la mise en place de circuits alternatifs pour l'approvisionnement en vivres. Ces actions de solidarité, bien que discrètes, témoignent de la résilience et de l'ingéniosité des habitants face à une répression systématique.

¹⁰⁸ Julien Allaux, *La Résistance en Aude*, Carcassonne, ibid , pages 110–115

II. Les réponses de la population locale face à l'occupation

L'occupation d'un territoire, qu'elle soit militaire ou politique, engendre toujours des réactions diverses et souvent complexes parmi les populations locales. Ces réponses, loin d'être monolithiques, reflètent une multitude de stratégies et de choix qui varient en fonction des conditions sociales, politiques et géographiques propres à chaque région. Dans l'Aude, l'occupation nazie pendant la Seconde Guerre mondiale a donné lieu à des formes de résistance variées, illustrant les dilemmes entre survie, collaboration et engagement dans la lutte contre l'occupant. La résistance locale, souvent organisée de manière clandestine, reposait sur des réseaux de soutien mutualistes, notamment par la dissimulation de récoltes et la mise en place de circuits alternatifs pour l'approvisionnement en vivres, témoignant de la résilience et de l'ingéniosité des habitants face à une répression systématique. Ainsi, les Audois ont réagi de façon complexe et multiforme à l'occupation, oscillant entre résistance active et formes plus subtiles de résistance passive, culturelle et économique. Ces comportements traduisent à la fois le désir de préserver leur dignité humaine et leur culture locale, et les contradictions inhérentes à la guerre, entre ceux qui choisissent de lutter directement et ceux qui se voient contraints à des compromis, voire à une collaboration espérant ainsi survivre dans un climat de terreur. Dès l'occupation des forces nazies en 1940, l'Aude, comme d'autres départements du sud de la France, fut confrontée à la brutalité de l'occupant, mais aussi à l'émergence d'une résistance organisée. Les maquis, composés de jeunes réfractaires au S.T.O, de soldats démobilisés et d'opposants au régime de Vichy, constituèrent la première ligne de défense contre l'envahisseur. Parmi eux, le maquis de la Montagne Noire, situé entre Carcassonne et Mazamet, fut l'un des plus emblématiques de la région. Ces maquisards, ainsi nommés en raison de leur implantation dans des zones montagneuses, menèrent une guerre de guérilla en organisant des attaques contre les convois allemands, en sabotant les voies ferrées et en détruisant des infrastructures vitales pour l'ennemi. Leur objectif était de perturber l'approvisionnement des troupes allemandes et de maintenir une pression constante en instaurant un climat d'insécurité. Cette volonté de résistance s'explique non seulement par le sentiment de trahison, mais aussi par le désir de défendre des idéaux tels que la liberté et la nation. Concernant le sentiment de trahison, l'exemple de Lucien Maury illustre bien ce phénomène, de même que les idées qui s'opposent

à la répression et défendent la liberté. Pour certains, comme des résistants espagnols, le principe républicain était également en jeu, tandis que d'autres événements, tels que des parachutages d'équipements et d'informations, contribuèrent à soutenir moralement la résistance. Cependant, la résistance active se heurte à une répression brutale. Les représailles contre les maquisards étaient systématiques, exécutions sommaires, déportations vers les camps de concentration et destructions de villages. Pour le maquis de Picaussel, par exemple, la répression se manifesta par la déportation d'Emmanuel Peyrade et de son fils Ernest, le premier abattu en tentant de fuir, le second mort en déportation¹⁰⁹, ainsi que par la déportation de Miquel Jeanne¹¹⁰. Un autre exemple poignant de cette violence fut la mort d'Auguste Cathala. Le 23 mai 1944, très tôt le matin, une colonne allemande, composée de trois à cinq cents hommes et accompagnée de miliciens locaux, investit la ferme des Vinsous après avoir traversé Montjardin. Sous les ordres du capitaine Nordsten, commandant de la 5ème compagnie du 1er bataillon du Landesschützen Regiment der Luftwaffe, la colonne procéda à la fouille et à la maltraitance des habitants. Marius Cathala, sommé d'indiquer l'emplacement des résistants, refusa et fut victime d'un sort terrible, Auguste Cathala, son fils aîné, fut contraint de guider les assaillants vers le maquis du Fournié¹¹¹. Une fois la famille rassemblée, les Allemands et les miliciens fouillèrent les lieux, et Augustin est brutalement torturé, les allemands lui coupent les bras et les jambes. Puis ils exécutèrent son corps et l'arrosent d'essence et avant de mettre le feu au bâtiment. Les témoignages de cette tragédie se répandirent rapidement jusqu'à Limoux¹¹². Outre la résistance armée, de nombreux habitants de l'Aude optèrent pour des formes de résistance passive, refusant de coopérer avec l'occupant ou l'administration de Vichy. Cette désobéissance se traduisait notamment par la non-participation au STO et le refus de payer les taxes imposées. Un exemple marquant fut l'évasion de réfractaires au STO, pour lesquels des réseaux d'entraide se mirent en place afin de les cacher dans des fermes isolées ou dans les montagnes. De nombreuses familles risquèrent leur vie pour protéger ces jeunes hommes, et une grande partie de la population choisit le silence face aux recherches de l'occupant. Cette résistance passive ne se limitait pas à la simple protection d'individus; elle incluait également des actes de sabotage discret, tels que le ralentissement volontaire des activités industrielles et la détérioration de matériels,

¹⁰⁹ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, pages 69 et 70.

¹¹⁰ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 48.

¹¹¹ En réalité il s'agit de la ferme du Fournié qui servait d'abris aux maquisards et dans cette histoire pour la maquis F.T.P Faïta.

¹¹² André Balent, Maitron, notice CATHALA Augustin, François, prénommé communément « Auguste », version mise en ligne le 18 août 2018, dernière modification le 15 janvier 2022, <https://maitron.fr/spip.php?article205821>. Consulté le 31 mars 2025.

comme en témoigne l'exemple d'Estan Dominique, qui mit à disposition une moto pour le maquis¹¹³. Enfin, un rapprochement entre la population civile et les maquis se manifesta notamment par la correspondance entre responsables locaux. Ainsi, une lettre signée par D. Felten, adressée le 2 août 1945 au maire de Puivert, témoigna de la gratitude envers un résistant ayant retrouvé son fils dans un hôpital à Narbonne, faisant référence à l'attaque allemande et aux événements ayant marqué le maquis entre le 5 et le 9 août, ce qui amène à l'incendie et au pillage de Lescale par les Allemands, le 9 août¹¹⁴. Par ailleurs, l'opération du 3 août 1944 à Limoux permit aux maquis de distribuer du tabac aux habitants des villages à côtés du maquis, renforçant ainsi leur image et leur popularité au sein de la population locale¹¹⁵. Dans une région où l'identité locale est profondément enracinée, notamment à travers l'usage de la langue occitane et les traditions folkloriques, la résistance culturelle a joué un rôle clé. L'occupation nazie et la politique de collaboration du régime de Vichy menaçaient directement ces aspects de l'identité régionale en imposant la culture allemande et la langue française comme normes dominantes. Ainsi, dans les villages et les fermes de l'Aude, la langue occitane continue d'être parlée au sein des familles et des communautés locales, en dépit des politiques de centralisation et de francisation. Des rassemblements clandestins furent organisés autour de chants traditionnels, de lectures de poèmes en occitan et d'autres manifestations culturelles visant à préserver l'identité régionale. Ces activités, bien que moins spectaculaires que la résistance armée, permettaient de maintenir un lien vital avec le passé et de renforcer la solidarité entre les habitants face à l'oppression. Dans les villages de l'Aude, malgré les politiques de centralisation et de francisation imposées par le régime de Vichy, les habitants ont continué à utiliser la langue occitane dans leur quotidien. Cette pratique constituait une forme de résistance culturelle, affirmant l'identité régionale face à l'occupant. L'abbé Albert Gau¹¹⁶, figure locale, prêcha le devoir de désobéissance pendant

¹¹³ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H22, série 4E303 « Affaires communales de Puivert », sous-série 4H « Mesures d'exception et faits de guerre ». Reconstruction du hameau suite à l'incendie par l'armée allemande : plans de reconstruction, devis, listes de matériel, délibérations, correspondance, etc. 1944–1956. Dossier Paul Walter, 1944–1996.

¹¹⁴ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, *ibid*, côte 4E303/4H22.

¹¹⁵ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 94.

¹¹⁶ Albert Gau, né le 10 juillet 1910 à Conques-sur-Orbiel dans l'Aude, était un prêtre catholique, résistant, journaliste et homme politique français. Durant la Seconde Guerre mondiale, il s'est illustré en sauvant des milliers de Juifs, mettant sa propre vie en péril. Malgré les avertissements de sa hiérarchie ecclésiastique, il a continué son action en faveur des persécutés. Après la guerre, Albert Gau s'est engagé en politique en tant que député de l'Aude sous l'étiquette du Mouvement Républicain Populaire (MRP), siégeant à l'Assemblée nationale de 1945 à 1956. Militant pacifiste et anticolonialiste, il a lutté contre le racisme et l'antisémitisme tout au long de sa carrière journalistique, notamment en dirigeant la rédaction audoise de *La Croix du Midi*. Il a également été l'un des premiers hommes politiques français à dénoncer la pratique de la torture pendant la guerre d'Algérie et a plaidé pour l'abolition de la peine de mort. En reconnaissance de ses actions héroïques, Albert Gau a été décoré de la Croix de guerre en 1946 et a reçu, en 1986, la médaille de Juste parmi les nations décernée par le mémorial de Yad Vashem en Israël. Il est décédé le 14 mai 1993 à Bram et repose au cimetière de Conques-sur-Orbiel.

l'Occupation allemande, encourageant les fidèles à résister aux directives imposées par l'occupant et le régime de Vichy. Les tentatives d'endoctrinement dès l'école publique étaient fréquentes. Par exemple, les enfants étaient obligés de chanter quotidiennement “Maréchal, nous voilà” lors de la levée des couleurs tricolores. Certains enseignants et élèves manifestèrent leur opposition en refusant de participer ou en trouvant des moyens subtils pour résister à ces obligations. Malgré l'interdiction des rassemblements, certaines communautés de l'Aude maintinrent des fêtes traditionnelles en secret. Ces événements comprenaient des danses folkloriques, des chants en occitan et des représentations théâtrales inspirées de légendes locales. En préservant ses traditions, les habitants affirmèrent leur résistance à l'assimilation culturelle imposée par l'occupant et le régime de Vichy. Des enseignants et érudits locaux organisèrent des cours clandestins pour enseigner l'histoire régionale, la langue occitane et les traditions locales aux jeunes générations. Ces initiatives visaient à préserver le patrimoine culturel de l'Aude et à empêcher l'effacement de l'identité régionale par les politiques éducatives centralisées de l'occupant. Certains groupes de résistants adoptèrent des noms de code ou des symboles issus de la culture occitane. Par exemple, des maquisards utilisèrent des chants traditionnels comme signaux ou codes pour leurs opérations, intégrant ainsi leur héritage culturel dans leur lutte active contre l'occupant¹¹⁷. Ces diverses formes de résistance culturelle dans l'Aude illustrent la détermination des habitants à préserver leur identité face aux tentatives d'assimilation et d'oppression. En maintenant vivantes leurs traditions, leur langue et leurs pratiques culturelles, ils ne résistèrent pas seulement à l'occupant, mais posèrent également les bases de la renaissance culturelle de la région après la Libération. René Nelli, originaire de Carcassonne, était un poète, historien et linguiste occitaniste. Bien qu'il soit surtout connu pour ses travaux sur le catharisme et la poésie des troubadours, son engagement en faveur de la culture occitane s'inscrivait dans une forme de résistance face à l'uniformisation et à l'oppression linguistique. Durant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la diffusion clandestine d'écrits en occitan et défend activement l'identité régionale¹¹⁸. De son côté, Joseph Salvat, poète et écrivain originaire de Castelnaudary, se consacra à la préservation de la langue occitane. Son attachement à la culture locale et son refus de voir disparaître les particularismes régionaux sous l'Occupation

Assemblée nationale, Albert Gau, 2019, [https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num_dept\)/3289](https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/3289). Consulté le 2 avril 2025.

¹¹⁷ “Il est hypothétique que les maquisards de la région aient utilisé des chants comme codes de reconnaissance ou des symboles occitans, bien que les preuves concrètes de cette pratique restent limitées.” Hypothèse avancée à partir du contexte historique et culturel, sans validation explicite dans les archives disponibles.

¹¹⁸ Miquèl Ruquet, notice Nelli René, version mise en ligne le 25 juin 2011, Maitron, dernière modification le 14 octobre 2022, <https://maitron.fr/spip.php?article137421>. Consulté le 2 avril 2025.

faisaient de son œuvre un véritable acte de résistance. À travers ses nombreux poèmes en occitan, il célébrait la beauté de sa terre natale et l'esprit de son peuple¹¹⁹. Malgré l'interdiction des rassemblements imposée par l'occupant et le régime de Vichy, certaines communautés de l'Aude trouvèrent des moyens ingénieux de préserver leurs fêtes traditionnelles. Ces célébrations clandestines se déroulaient souvent dans des fermes isolées, des granges ou en pleine nature, loin des regards indiscrets. Elles rassemblèrent des habitants attachés à leur culture, déterminés à faire vivre leurs coutumes malgré la répression. Les danses folkloriques, comme la bourrée ou la sardane, étaient exécutées en cercle, symbolisant l'unité et la solidarité du peuple occitan. Les chants, interprétés en occitan, véhiculent des messages d'espoir et de résistance, souvent dissimulés sous des paroles évoquant la nature ou des récits anciens. De plus, des représentations théâtrales inspirées de légendes locales, notamment celles mettant en scène des figures héroïques de l'histoire régionale, étaient organisées sous couvert de simples réunions familiales ou de veillées traditionnelles¹²⁰. En maintenant ces traditions, les habitants ne se contentent pas de perpétuer leur héritage culturel; ils affirment un refus clair de l'assimilation imposée. Ces fêtes constituaient de véritables actes de défiance, rappelant que l'identité occitane et l'histoire de la région ne pouvaient être effacées par la contrainte. Cette résistance culturelle se manifestait également à travers la transmission orale des contes et des chansons aux jeunes générations, assurant ainsi la pérennité de la langue et de l'esprit occitan. Enfin, une autre forme de résistance, plus discrète mais tout aussi significative, fut la résistance économique. Bien qu'elle soit souvent sous-estimée, elle joue un rôle crucial dans le ralentissement des efforts de guerre de l'occupant. En Aude, comme dans d'autres régions, des réseaux de marché noir se développèrent, permettant de contourner les pénuries et de maintenir une économie parallèle échappant aux contrôles de l'occupant. La résistance économique prit aussi la forme de sabotages ciblés, dans les zones rurales, des fermiers et des ouvriers sabotèrent parfois la production ou la distribution de produits alimentaires pour empêcher leur acheminement vers les troupes allemandes. De même, des travailleurs sabotèrent souvent les machines et les installations industrielles, notamment dans les usines fabriquant des armes pour l'occupant. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la question de la collaboration dans l'Aude reflète la complexité des réactions des populations locales face à l'occupant nazi et au régime de Vichy.

¹¹⁹ Martine François, Francine Fourmaux, SALVAT Joseph dit Cri Cri, La Cigala de Buset, Josèp Salvat, Jozèp Salvat, CTHS-La France savante, fiche créée le 17/11/2008 - Dernière mise à jour le 02/09/2022, <https://cths.fr/an/savant.php?id=100716>. Consulté le 2 avril 2025.

¹²⁰ Hypothèse avancée à partir du contexte de la répression culturelle sous l'Occupation, sans validation explicite dans les archives disponibles.

Si, d'un côté, de nombreux habitants choisirent la voie de la résistance, qu'elle soit active, passive, culturelle ou économique, d'autres optèrent pour des comportements de collaboration, motivés par diverses raisons telles que la survie, la recherche d'avantages ou le désir de préserver un certain ordre social. Dans certains secteurs de l'Aude, des responsables locaux et des notables collaborèrent avec l'administration de Vichy pour maintenir l'ordre public et, parfois, pour bénéficier de privilèges économiques et sociaux. Des élus municipaux ou des cadres administratifs, en acceptant les directives de Vichy, participèrent à la mise en œuvre de mesures répressives, parfois en dénonçant les comportements subversifs. Cette collaboration se traduisit notamment par le soutien aux politiques de centralisation et de francisation, perçues comme un moyen de normaliser la vie quotidienne dans un contexte de guerre. Le dossier 108W76 des Archives départementales de l'Aude offre un aperçu détaillé du parcours administratif et des faits reprochés à Michel Alary, né le 4 juillet 1906 à Carcassonne. Ce dossier retrace son parcours professionnel au sein de l'administration locale pendant l'Occupation, période durant laquelle il occupe des postes de responsabilité dans un contexte où le régime de Vichy exerçait une forte emprise sur les institutions locales¹²¹. Les pièces du dossier, notamment des correspondances officielles et des rapports d'enquête, révèlent son implication dans des actions de collaboration avec l'administration de Vichy. Certains documents attestent qu'il facilita la mise en place de mesures répressives et la transmission d'informations favorables à l'occupant. Ces actes, interprétés par les autorités d'après-guerre comme des comportements collaboratifs, eurent des conséquences importantes sur la gestion locale pendant l'Occupation. Le dossier détaille également le processus d'épuration qui suivit la Libération, en raison des faits qui lui étaient reprochés, Michel Alary fut licencié de ses fonctions¹²². Les décisions administratives et les rapports d'enquête témoignent de la rigueur avec laquelle les autorités post-Libération examinent les cas de collaboration, illustrant ainsi la politique d'épuration mise en œuvre dans l'Aude. Dans le domaine économique, plusieurs acteurs locaux cherchèrent à tirer profit de la situation. Certains commerçants et industriels de l'Aude, en collaborant avec l'occupant, obtinrent des contrats avantageux pour fournir des biens ou des services indispensables à l'effort de guerre nazi. Par exemple, des entreprises locales conclurent des accords avec l'administration allemande pour la fourniture de matériaux de construction ou d'équipements, favorisant ainsi le développement d'une économie parallèle au service de l'occupant. De surcroît, des

¹²¹ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 108W76, série W « Archives contemporaines », versement de la préfecture de l'Aude. Répression et mesures d'exception : exécutions de résistants, fusillés de Baudrigues, procès-verbaux, listes, correspondance administrative. 1944-1945.

¹²² Archives départementales de l'Aude, ibid, côte 108W76.

collaborations économiques se manifestèrent par la fourniture de matières premières ou de produits agricoles, permettant aux autorités de Vichy d'assurer la continuité de l'approvisionnement, bien que ces pratiques furent souvent perçues comme moralement contestables par une grande partie de la population. La création et le fonctionnement de la Milice française illustrent une autre facette de la collaboration. Dans l'Aude, notamment à Carcassonne, certains habitants intégrèrent ces structures paramilitaires, chargées de soutenir l'occupant en réprimant les activités de la Résistance. Ces collaborateurs jouent souvent un double rôle, ils fournissent des renseignements aux autorités allemandes et participent activement aux opérations de surveillance et de répression. Les dénonciations, parfois motivées par des raisons personnelles ou par l'adhésion aux idéologies de Vichy, contribuèrent à la traque des résistants, accentuant ainsi la violence du régime. Parmi ces acteurs, Jean Kromer, chef local de la Milice à Carcassonne, joua un rôle central dans la répression des résistants. Sous son commandement, la Milice collabora étroitement avec les forces allemandes et la Gestapo, participant à des arrestations, des interrogatoires et des exécutions sommaires. Le 24 février 1944, deux résistants, Roger Mathieu et Louis Bonfils, se rendirent chez Kromer à Carcassonne. Lors de cette opération, Mathieu abattit Kromer de deux balles de pistolet, tandis qu'une troisième balle blessa la femme de Kromer présente sur les lieux¹²³. René Bach, agent de la Gestapo, fut également un acteur clé de la répression dans l'Aude. Officiellement chargé du renseignement et de la lutte contre les réseaux de résistance, il était redouté pour ses méthodes d'interrogatoire impitoyables. Bach organisa plusieurs descentes contre des groupes de résistants locaux, orchestrant arrestations et déportations. Il est aussi connu pour avoir fait arrêter Jean Bringer, dit Myriel. Son implication dans la traque des maquisards et dans la torture des prisonniers politiques fit de lui une figure emblématique de la collaboration répressive en Aude. Après la Libération, ces collaborateurs furent recherchés et jugés. Jean Kromer, ayant été tué lors de l'opération menée par les résistants, ne fit pas l'objet de poursuites supplémentaires. Quant à René Bach, dont la peine fut confirmée, son pourvoi en cassation ayant été rejeté, il fut fusillé sur le terrain de tir de Romieu, face à l'aérodrome de la préfecture de Carcassonne, par douze FFI, le 6 septembre 1945¹²⁴. L'un des exemples notoires de leur intervention reste celui des descentes des miliciens du 29 novembre

¹²³ André Balent, notice MATHIEU Roger, Raymond, Étienne [dit Cavalier, alias "Jouve fils" dans les groupes francs de la R 3], Maitron, version mise en ligne le 24 août 2016, dernière modification le 24 février 2021, <https://maitron.fr/spip.php?article182585>. Consulté le 4 avril 2025.

¹²⁴ Delbourg Claude, Affaires criminelles : le très zélé René Bach durant l'Occupation, indépendant, publié le 21/12/2022, <https://www.lindependant.fr/2022/12/21/affaires-criminelles-le-tres-zele-rene-bach-durant-loccupation-10882806.php>. Consulté le 4 avril 2025.

1943 dans les communes de Camurac et Belcaire. Arrêté peu de temps après ces méfaits, René Bach fut jugé par la cour d'assises de Carcassonne, les 26, 27 et 28 juillet 1945. Devant une immense foule, ce procès hors norme expose un acte d'accusation interminable comportant plus de 96 chefs d'accusation et 92 victimes reconnues. Faisant preuve d'un orgueil déconcertant, Bach provoqua des suspensions d'audience, des ricanements, des insultes et d'autres exultations. Jour après jour, les témoins se pressèrent pour raconter le calvaire qu'ils avaient subi, l'un d'eux, le jeune Pierre Ratabouil, expliqua même comment il avait été torturé par Bach, qui maintenait sa tête entre ses jambes pendant qu'un Allemand lui assénait des coups de cravache¹²⁵. Par ailleurs, dans le second tome de *La Résistance audoise*, on trouve une présentation de l'organisation de la Feldkommandantur¹²⁶ de Carcassonne, dirigée par le colonel Dichler, assisté de son adjoint, le capitaine Reinhard, issu du service de contre-espionnage allemand. De son côté, la Milice locale était commandée par une équipe composée de Schiffner, d'Eckfelner qui occupait également le poste de chef départemental du service de Sécurité des SS¹²⁷, de Zimmerman et de René Bach, que nous avons déjà évoqué précédemment. En ce qui concerne la Feldkommandantur, elle s'appuyait aussi sur plusieurs indicateurs français, parmi lesquels Kromer, déjà mentionné, ainsi qu'Otto Krebs, responsable des opérations contre le maquis de Trassanel et de l'arrestation de Myriel. À ces collaborateurs s'ajoutaient Balloulhey et Émilien Boyer, ce dernier rejoignant plus tard les rangs de la Waffen-SS¹²⁸. Les motivations ayant conduit certains individus à collaborer avec l'occupant ou à rejoindre la Milice française durant l'Occupation étaient multiples et souvent complexes. L'appât du gain joua un rôle non négligeable, les miliciens étaient rémunérés pour

¹²⁵ Delbourg Claude, Affaires criminelles : le très zélé René Bach durant l'Occupation, op.cit.

¹²⁶ La Feldkommandantur (abrégée FK) désignait, durant l'Occupation allemande, une autorité militaire allemande locale chargée d'administrer et de contrôler un territoire donné, généralement une ville ou une région. Placée sous la direction d'un officier supérieur de la Wehrmacht, elle assurait la coordination entre les forces militaires, les services de renseignement, la police allemande et parfois la Milice locale. La Feldkommandantur avait pour missions principales la gestion administrative, la répression des activités de résistance, l'organisation du travail forcé et l'application des directives du commandement allemand. Elle dispose souvent d'un réseau d'informateurs et collabore étroitement avec les services de sécurité allemands.

¹²⁷ La Sécurité des SS désigne l'ensemble des services de renseignement et de police politique créés par les SS en Allemagne nazie et dans les territoires occupés. Elle était principalement incarnée par le SD, Sicherheitsdienst, le Service de sécurité du Reichsführer-SS, chargé de repérer, surveiller et neutraliser les opposants politiques, les résistants, et toute forme d'activité considérée comme hostile au régime nazi. Le SD travaillait en étroite collaboration avec la Gestapo et d'autres structures de répression. Dans les départements français occupés, les agents du SD, parfois appelés simplement « Sécurité des SS », jouaient un rôle central dans les enquêtes, les arrestations, les interrogatoires et la répression violente des mouvements de Résistance.

¹²⁸ La Waffen-SS (« SS armée ») était la branche militaire des SS, Schutzstaffel. Constituée à l'origine comme une garde rapprochée d'élite pour Adolf Hitler, elle devint progressivement une force de combat majeure, distincte de la Wehrmacht, mais souvent déployée sur tous les fronts pendant la Seconde Guerre mondiale. La Waffen-SS se caractérisait par son fanatisme idéologique, son engagement dans des opérations militaires de grande ampleur, ainsi que par sa participation à de nombreuses atrocités, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

leurs activités, et d'autres collaborateurs pouvaient bénéficier d'avantages matériels, tels que des allocations supplémentaires de tickets de rationnement, dans un contexte de pénurie généralisée. À cela s'ajoutent des motivations personnelles, comme le désir de vengeance envers un voisin ou une connaissance, incitant certains à dénoncer leurs compatriotes aux autorités allemandes. Enfin, des convictions politiques poussèrent certains individus à adhérer aux idéologies prônées par le régime de Vichy ou par l'occupant nazi, les menant à s'engager activement dans des actions de collaboration. L'analyse de la liste des miliciens en fuite, datée du 29 août 1944, révèle une dimension sociale essentielle de la collaboration dans l'Aude. On y observe une grande diversité de profils, des hommes, mais aussi quelques femmes, issus de milieux sociaux variés et appartenant à toutes les tranches d'âge. Par exemple, le plus jeune milicien mentionné est âgé de 19 ans, tandis que le plus âgé en a 52¹²⁹. Cette hétérogénéité montre que l'engagement dans la Milice ne fut pas réservé à une élite politique ou militaire, mais toucha également des citoyens ordinaires, parfois motivés par des opportunités matérielles ou des intérêts personnels. Les sources étudiées révèlent également une structuration hiérarchique marquée par une dichotomie entre des chefs extérieurs à la région, comme Jean Kromer et René Bach, tous deux originaires d'Alsace et occupant des fonctions dirigeantes à Carcassonne, et une base locale de collaborateurs enracinés dans les territoires qu'ils surveillaient. Ces responsables alsaciens, souvent perçus comme des figures imposées par l'occupant ou le régime de Vichy, s'appuyaient fortement sur des relais locaux. C'est le cas, par exemple, d'Alfred Renoux, chef milicien à Chalabre, qui incarnait le bras armé du régime dans le secteur de Picaussel. Cette organisation pyramidale permettait un contrôle étroit du territoire, fondé sur des logiques de proximité, de surveillance et parfois de règlement de comptes. Durant la Seconde Guerre mondiale, la France fut profondément divisée entre deux camps opposés, d'un côté, les résistants qui luttèrent contre l'occupant nazi et le régime de Vichy, et de l'autre, les collaborateurs qui, pour diverses raisons, s'alignaient avec ces autorités. Dans le département de l'Aude, cette dichotomie apparente masque en réalité une situation plus complexe, la majorité de la population choisit de rester en marge des combats idéologiques et militaires. Cette neutralité n'était pas tant le fruit d'un choix politique éclairé que le résultat d'une stratégie de survie, d'un pragmatisme imposé par le quotidien et de l'impossibilité matérielle de s'engager dans une lutte armée. Face à cette

¹²⁹ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 102W120, Fonds de la Préfecture de l'Aude (Légion française des combattants, SOL, Milice, Légion tricolore et Légion des volontaires français, relations franco-italiennes et franco-allemandes, STO), 1937-1958.
<https://archivesdepartementales.aude.fr/sites/default/files/media/files/102W120.pdf>. Cette archive a été consultée en ligne le 7 avril 2025.

situation, de nombreux citoyens, qu'ils soient issus de l'aristocratie rurale ou de la classe populaire, se retrouvaient pris entre la peur des représailles et la difficulté d'organiser une véritable lutte armée¹³⁰. La population devait alors choisir entre s'engager dans la résistance, collaborer avec l'ennemi ou rester neutre, une position souvent dictée par la nécessité de préserver sa vie et celle de sa famille. La neutralité n'était pas un abandon de toute conscience politique, mais plutôt une réponse pragmatique à un environnement hostile. En effet, dans un contexte où la violence, les arrestations arbitraires et les exécutions sommaires étaient monnaie courante, la moindre erreur de jugement pouvait avoir des conséquences fatales. Ainsi, nombreux furent ceux qui préféraient ne prendre part ni aux actions organisées par la résistance ni aux collaborations flagrantes, craignant de se retrouver, en cas de défaite de l'un ou de l'autre camp, parmi les premiers visés par des représailles implacables. La principale raison de cette neutralité résidait dans une stratégie de survie profondément ancrée. Pour beaucoup d'habitants de l'Aude, s'engager dans un combat ouvert représentait un risque trop élevé. La peur de subir des représailles, qu'elles émanent des forces allemandes, des miliciens ou même des résistants eux-mêmes, joue un rôle déterminant¹³¹. La violence omniprésente dans les campagnes et les villes alentour imposait un comportement discret, une forme de résignation pragmatique qui permettait de limiter les risques. Dans une région où l'économie était déjà fragilisée par les pénuries et les restrictions, l'idée de perturber davantage l'ordre établi pouvait s'avérer périlleuse. Les habitants de l'Aude, souvent issus de milieux modestes, ne disposaient pas toujours des moyens nécessaires pour rejoindre des groupes de résistance organisés. L'accès aux armes, à l'information et aux réseaux de soutien était limité, notamment dans les zones rurales où la méfiance envers les autorités extérieures pouvait être très forte¹³². En conséquence, nombreux étaient ceux qui optaient pour la discrétion et la non-participation active. Cette position de retrait n'était pas synonyme d'un désintérêt pour la libération de la France, mais plutôt l'expression d'une volonté de préserver une vie quotidienne fragile face aux turbulences de l'Occupation. Outre la crainte des représailles, des facteurs économiques jouèrent un rôle important dans le choix de la neutralité. La situation de pénurie généralisée qui régnait dans l'Aude, comme dans le reste de la France, obligeait la population à se concentrer sur la survie matérielle. Les ressources étaient rares, et l'accès à la nourriture, au logement et à d'autres biens essentiels devenait une

¹³⁰ Robert Owen Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Éditions du Seuil, 1973, page 416

¹³¹ Grenard, Fabrice, et Jean-Pierre Azéma, *Les Français sous l'Occupation en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2016, page 336.

¹³² Julien Allaux, *La Résistance en Aude*, Carcassonne, Éditions du Centre Départemental de Documentation Pédagogique de l'Aude, 1991, pages 124-128

priorité. Dans ce contexte, s'engager dans une lutte armée ou dans des actions politiques coûteuses pouvait compromettre la capacité d'un individu ou d'une famille à subvenir à ses besoins. Paradoxalement, alors que certains collaborateurs pouvaient profiter d'avantages matériels, comme des tickets de rationnement supplémentaires ou des primes de collaboration, la majorité des habitants ne disposait pas de telles opportunités. Ils étaient donc contraints de naviguer prudemment entre des choix qui, dans l'immédiat, pouvaient sembler opposés, mais qui, en réalité, étaient dictés par des impératifs de survie¹³³. En parallèle, il existait aussi des motivations plus personnelles. La neutralité pouvait être le résultat d'un sentiment d'impuissance ou d'un désir de ne pas se compromettre dans des luttes dont les enjeux semblaient dépasser la simple survie quotidienne. Pour certains, la neutralité était également un moyen de ne pas se trahir eux-mêmes ou leurs proches en s'engageant dans des conflits qui divisent la communauté. Dans ces circonstances, la peur de la vengeance d'un voisin ou d'une connaissance, qui aurait pu être alimentée par des querelles personnelles ou des rivalités locales, renforçait la décision de rester en retrait. Au-delà des facteurs économiques et de la peur des représailles, la neutralité de la population de l'Aude s'explique aussi par des dimensions sociales et psychologiques. La vie en zone rurale, marquée par la proximité des familles et la solidarité communautaire, favorise une approche collective basée sur la prudence et la discrétion. Dans ces milieux, la réputation et la survie collective passaient souvent avant toute prise de position politique radicale¹³⁴. La solidarité de voisinage était essentielle, et s'engager dans des actions qui pouvaient diviser ou stigmatiser un membre de la communauté n'était pas envisageable pour beaucoup. D'un point de vue psychologique, l'état constant de stress et d'incertitude provoqué par l'Occupation induisent un épuisement émotionnel. L'incapacité de prévoir l'avenir et la multiplicité des menaces, de la répression allemande aux rivalités internes, amènent certains à adopter une attitude d'évitement. La neutralité devenait ainsi un refuge, un moyen de ne pas être submergé par la peur ou par la culpabilité liée à un choix politique irréversible. Dans ce climat d'incertitude, le quotidien s'impose comme une lutte en soi, et se focalise sur les besoins immédiats. L'étude du contexte géographique, politique, économique et social de la Haute-Vallée de l'Aude met en évidence un territoire profondément marqué par les contraintes de l'Occupation et traversé par les dynamiques de la Résistance. Le relief escarpé, les conditions climatiques rigoureuses et

¹³³ Archives départementales de l'Aude, présentée à Carcassonne du 11 octobre 2010 au 7 janvier 2011, https://archivesdepartementales.aude.fr/sites/default/files/media/files/AD11_004Phv026_001.pdf, consulté le 10 avril 2025.

¹³⁴ Julien Allaux, *La Résistance en Aude*, Carcassonne, Éditions du Centre Départemental de Documentation Pédagogique de l'Aude, 1991, pages 130-135.

l'isolement des villages ont constitué à la fois un obstacle et un atout, offrant aux maquis des refuges naturels tout en compliquant considérablement leur ravitaillement. À cela s'ajoutent les bouleversements induits par le régime de Vichy, réorganisation administrative, réquisitions, répression politique et économique, face auxquels les populations ont réagi par des stratégies de survie, oscillant entre résistance ouverte, adaptation contrainte et neutralité prudente. Cette diversité des réactions, entre engagement, ajustement ou silence, révèle la complexité des choix individuels dans un climat d'insécurité, de méfiance et de peur, et souligne à quel point le soutien, qu'il fût tacite ou actif, des populations locales s'est révélé déterminant pour la survie des maquis. Le cas du maquis de Picaussel s'inscrit pleinement dans cette réalité locale mouvante, où les solidarités discrètes, les réseaux de soutien et la connaissance intime du territoire ont permis à la Résistance de s'organiser malgré l'adversité. Forts de ce socle contextuel, nous pouvons désormais nous intéresser plus en détail au fonctionnement interne du maquis de Picaussel : sa structuration, ses modes d'action, ses liens avec la population, ainsi que la mémoire qu'il a laissée dans l'histoire collective du département.

Deuxième partie

Chapitre 1 : Le maquis de Picaussel en action : entre engagements armés, victoires et revers

I. Des premières victoires aux embuscades réussies

C'est ainsi qu'à partir de juin 1944, avec la création officielle du maquis, une nouvelle phase s'ouvre. Entre le 1er et le 5 juin, une avalanche de messages codés est diffusée, marquant une intensification soudaine de l'activité résistante. L'un d'eux, transmis par Myriel, « À mon commandement, garde à vous », donne le signal du rassemblement des hommes dans la forêt¹³⁵. Le 6 juin, sous un ciel semblable à celui de la Normandie en ce jour historique, un premier poste de filtrage et d'accueil est établi à 400 mètres au sud du tunnel de Lescale, le long de la route départementale 120, à la lisière sud-ouest de la forêt. Prévenus par Bayard du débarquement allié, les maquisards oscillent entre une joie immense et un sentiment de frustration, parfois teinté de honte, comme le confiera plus tard Lucien Maury, de ne pas être directement engagés sur le front principal¹³⁶. Néanmoins, un espoir subsiste, celui de voir un second débarquement se produire sur les côtes du Languedoc-Roussillon (actuelle région Occitanie). Cette perspective est nourrie par la présence de fortifications allemandes édifiées entre Port-Vendres, dans les Pyrénées-Orientales, et Narbonne, ainsi que par les évacuations locales organisées pour faciliter la défense du littoral. Pour les maquisards, ces signes laissent entrevoir la possibilité d'un basculement décisif du conflit jusque dans leur propre région. Du 6 au 9 juin, le maquis concentre ses efforts sur

¹³⁵ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 84.

¹³⁶ Lucien Maury, *ibid*, pages 84 et 85.

l'organisation de la défense du camp, selon les plans établis auparavant. Cette phase de structuration est essentielle pour assurer la survie du groupe en forêt et anticiper d'éventuelles attaques ennemies. Les hommes se répartissent les rôles, tracent des itinéraires de repli et mettent en place des systèmes d'alerte rudimentaires mais efficaces¹³⁷. Le 10 juin marque un tournant décisif, le maquis passe à l'action offensive en menant sa première attaque contre un camion allemand circulant sur la route départementale 117, entre le col de la Babourade et la forêt de Bélesta. L'opération, conduite par Raymond Sarié, se solde par la mort d'un soldat allemand et la blessure d'un autre. Cette réussite encourage les maquisards à multiplier les embuscades, perturbant ainsi les lignes de ravitaillement entre les différentes unités allemandes stationnées dans la région. L'occupation partielle de la départementale 117 permet au maquis de prendre l'initiative sur le terrain. Elle s'inscrit également dans une action concertée avec les troupes FTP du maquis Jean-Robert, renforçant l'effet de désorganisation dans les rangs ennemis et témoignant d'une coordination croissante entre les groupes résistants locaux¹³⁸. Les jours suivants sont consacrés au renforcement du camp. Du 11 au 14 juin, les maquisards creusent des abris et des épaulements pour mitrailleuses, à l'aide des outils de parc disponibles. Ce travail d'aménagement vise à préparer le terrain à d'éventuelles offensives allemandes et à assurer la défense du groupe en cas d'attaque. Le 15 juin, les maquis réalisent une action audacieuse, l'enlèvement du poste de guet aérien d'Alaigne. L'opération est facilitée par la complicité d'aviateurs français présents sur place, qui rejoignent les rangs de la Résistance¹³⁹. En plus de ces renforts, le groupe s'empare d'un précieux matériel, des équipements de transmission, un téléphone de campagne, plusieurs rouleaux de fil, ainsi que des armes supplémentaires. Ces ressources viennent considérablement renforcer les capacités de communication et de défense du maquis. Le 10 juillet, un quatrième parachutage massif est organisé, annoncé par le message codé « La vertu reluit dans tous les yeux ». Très attendu, cet envoi aérien permet aux maquisards de compléter leur armement, notamment en fusils, munitions et explosifs. Grâce à ces nouvelles ressources, le groupe gagne en autonomie militaire et en efficacité opérationnelle, se préparant ainsi à mener des actions de plus grande envergure¹⁴⁰. Le 14 juillet, une prise d'armes est organisée au camp afin de célébrer la fête nationale, tout en évitant toute manifestation publique susceptible de mettre en danger la population locale. À cette occasion, Lucien Maury fait

¹³⁷ Lucien Maury, op.cit, page 91.

¹³⁸ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 226.

¹³⁹ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 91.

¹⁴⁰ Lucien Maury, *ibid*, page 91.

hisser les couleurs et commémore avec émotion cette journée symbolique, incarnant à la fois l'attachement aux valeurs républicaines et l'espoir d'une France libérée. Le 16 juillet, le maquis connaît une progression significative, ses effectifs atteignent désormais 200 hommes, signe de son attractivité croissante et de la confiance qu'il inspire à une population de plus en plus impliquée dans la Résistance¹⁴¹. Le 17, deux maquisards, Olive et Bertanet, mènent un audacieux coup de main dans un dépôt d'armes à Narbonne. L'opération est un succès, ils rapportent jusqu'à Picaussel une mitrailleuse légère accompagnée de 5 000 cartouches, trois mines antichars et une vingtaine de grenades à manche¹⁴². Ces armes viennent renforcer l'arsenal du maquis à un moment où les affrontements se multiplient et où la nécessité de disposer de moyens efficaces devient cruciale.

¹⁴¹ Lucien Maury, op.cit, page 92.

¹⁴² Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 227.

II. Les défis internes et la répression allemande

Le 20 juillet, un drame frappe les rangs du maquis. Lucien Maury rapporte dans son ouvrage *Le Maquis de Picaussel* qu'un groupe de maquisards, de retour de mission à bord d'un camion, quitte la route du col de Babourade à environ 500 mètres du tunnel, en direction d'Espezel, et chute dans un ravin. L'accident fait deux morts, Espérance Folchet et Calmet Baptiste, ainsi que neuf blessés, dont le chauffeur, l'adjudant-chef Roger Raoux¹⁴³. Aucun autre ouvrage ou source consultée ne semble mentionner cet événement, et l'incertitude demeure quant à la date exacte du décès des deux victimes, qui varie selon les sources entre le 21 et le 22 juillet¹⁴⁴. Le 21 juillet, lors d'une patrouille au col de Babourade, Joseph Arrécot et son groupe capturent un soldat allemand vêtu en civil¹⁴⁵. Les circonstances exactes de cette arrestation restent floues, a-t-il été surpris ou s'est-il volontairement laissé appréhender dans l'espoir de désertir ? Le 25 juillet 1944, un exercice au mortier, organisé par la section des aviateurs du maquis, tourne au drame. Une mauvaise manipulation provoque l'explosion prématurée d'un projectile, entraînant la mort de cinq combattants, l'adjudant-chef François Malayrach, le sergent Justin Baudry, ainsi que Roger Duhamel, Jean Berthier et Albert Papon. L'explosion fait également onze blessés. Face à la gravité de la situation, un détachement du maquis occupe temporairement la ville de Quillan afin de permettre l'évacuation rapide des blessés. Ces derniers sont d'abord pris en charge à la clinique locale par le docteur Charles Marx, sous la protection des maquisards, avant d'être transférés à Belcaire, où ils reçoivent les soins de Martre et Patounas, deux figures médicales engagées aux côtés de la Résistance. Ils sont également dissimulés et protégés par des membres du réseau local¹⁴⁶. Cet événement met en lumière un aspect souvent sous-estimé de l'engagement clandestin, la dangerosité des manipulations d'armes, exacerbée par le manque de formation et la précipitation des opérations. Le danger ne résidait donc pas uniquement dans les affrontements avec l'ennemi, mais également dans les conditions matérielles et humaines précaires dans lesquelles ces hommes opéraient. Par ailleurs, les opérations

¹⁴³ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 93.

¹⁴⁴ Idée qu'on retrouve sur le site maitron pour les deux victimes. André Balent, notice CALMET Baptiste, Victor (aussi prénommé « Jean-Baptiste »), Maitron, version mise en ligne le 15 juin 2022, dernière modification le 16 juin 2022, <https://maitron.fr/spip.php?article248930>. Consulté le 14 avril 2025. Et du même auteur, notice FOLCHET Espérance, Victorien, Maitron, version mise en ligne le 14 juin 2022, dernière modification le 24 novembre 2022, <https://maitron.fr/spip.php?article248910>. Consulté le 15 avril 2025.

¹⁴⁵ Lucien Maury, op.cit, page 93.

¹⁴⁶ Lucien Maury, ibid, pages 93 et 94.

militaires menées par les maquisards étaient régulièrement confrontées à des imprévus. Dans un témoignage, Guy David relate une embuscade tendue contre un camion ennemi. Lors de l'attaque, la mitrailleuse des résistants s'enraye au moment décisif, contraignant les combattants à adapter leur stratégie. Ils sont alors forcés de précipiter l'assaut, d'improviser, et de recourir à des grenades pour maintenir la pression. Cette défaillance technique transforme l'opération en une intervention particulièrement risquée et désorganisée. Le rôle des guérilleros espagnols dans ces actions est également souligné. Leur engagement s'avère crucial à plusieurs reprises, comme en témoigne leur participation active à cette embuscade. Un incident singulier marque cette intervention, en plein combat, un homme vêtu d'une chemise blanche surgit et crie "halte au feu", créant un moment de confusion parmi les maquisards. Les intentions de cet individu restent incertaines, et l'intervention ne permet pas d'éviter les pertes. Un conducteur de camion est blessé au cours de l'affrontement et sera ultérieurement réquisitionné par la milice. Ce type d'engagement armé met en évidence la tension permanente à laquelle étaient soumis les résistants, mais aussi les dilemmes moraux qu'ils devaient affronter dans un contexte où les identités et les intentions pouvaient demeurer ambiguës. Deux jours plus tard, le 27 juillet 1944, les maquisards de Picaussel, placés sous le commandement de Guy David, lancent une attaque contre un convoi de miliciens escortant une citerne d'essence sur l'axe Quillan–Carcassonne, dans les gorges de Cascabel. L'opération, préparée en coordination avec Marcel Lajou et Armand Jammes, se solde par un succès militaire, un milicien est tué, treize autres sont blessés, et aucune perte n'est à déplorer parmi les maquisards¹⁴⁷. Cette action s'inscrit dans un contexte de forte tension, les jours précédents, les Allemands avaient exécuté neuf hommes du maquis FTP Faïta, cinq à Courtauly le 27 juillet¹⁴⁸, et quatre à Lairière la veille. L'attaque menée par le groupe de Picaussel s'apparente ainsi à une riposte ciblée, témoignant de la capacité du maquis à réagir rapidement aux actes de répression. À la suite de l'embuscade, les maquisards entament un repli stratégique. Pena et l'auteur du témoignage, chargés de couvrir la retraite, avancent en tirant depuis les buissons afin de protéger leur groupe. En chemin, ils croisent un jeune homme, visiblement terrorisé, qui affirme venir d'Alet et s'être caché après avoir entendu les explosions. Après un bref échange, les maquisards décident de ne pas l'emmener avec eux. La retraite se poursuit à travers un territoire accidenté. Les combattants

¹⁴⁷ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, pages 260 et 261.

¹⁴⁸ André Balent, Courtauly et Sonnac-sur-l'Hers (Aude), col de la Flotte, 27 juillet 1944, Maitron, version mise en ligne le 2 août 2019, dernière modification le 18 octobre 2019, <https://maitron.fr/spip.php?article218304>. Consulté le 16 avril 2025.

progressent jusqu'à la ville de Puivert, qu'ils atteignent à l'aube. Bien que le climat demeure tendu, l'atmosphère y semble momentanément calme. Afin de réduire les risques de détection par les troupes allemandes, les maquisards choisissent de rejoindre leur camp à pied, via un sentier escarpé le long du ruisseau de l'Escale. Après plusieurs heures de marche, ils parviennent au camp, où ils sont accueillis par Frank, soulagé de les revoir en vie. Le 1er août, une section de 34 hommes du maquis de la Montagne Noire, attaquée et dispersée, rejoint le maquis de Picaussel. Ce renfort vient étoffer les rangs et illustre, comme nous l'avons vu dans la seconde sous-partie du chapitre I, la capacité du maquis à intégrer des éléments extérieurs et à structurer efficacement ses effectifs. Le 2 août, deux mitrailleuses Browning sont récupérées à Montolieu, renforçant encore l'arsenal du groupe. Le même jour, deux déserteurs, un Autrichien et un Polonais, se présentent au poste de garde du tunnel, où ils sont capturés¹⁴⁹. Le 3 août, un détachement du maquis, placé sous les ordres de Julien Carbonneau et composé d'une vingtaine d'hommes, est envoyé pour attaquer un entrepôt de tabac. L'objectif est double, ravitailler le maquis, mais aussi soutenir les populations locales qui appuient la Résistance. Cependant, ce même matin, la gendarmerie de Limoux est attaquée par le maquis FTP Jean-Robert et Faïta. Cette action alerte aussitôt la garnison allemande de Carcassonne. Soucieuse de sécuriser son dépôt de vivres situé à Couiza, au sud de Limoux, celle-ci réagit sans tarder. En début d'après-midi, une colonne allemande est envoyée sur place, composée de deux autos-mitrailleuses et de quatre camions chargés de troupes. Ignorant l'attaque menée plus tôt par les FTP, le maquis de Picaussel ne prévoit pas l'arrivée rapide de renforts allemands. Sur place, Carbonneau reste néanmoins prudent, il fait installer une mitrailleuse Browning près du carrefour des routes nationales 117 et 620, afin de sécuriser l'opération¹⁵⁰. Alors que les préparatifs touchent à leur fin, la colonne allemande entre brusquement dans le champ de tir de la mitrailleuse, qui ouvre immédiatement le feu. La riposte ennemie est instantanée. Le camion du maquis, chargé de ballots de tabac et jusque-là bloqué, parvient à se dégager et fonce en direction de la nationale 620, vers Chalabre. Une seconde mitrailleuse couvre sa retraite, permettant à l'équipage de la première de décrocher et de sauter à bord du véhicule en mouvement. Les ballots de tabac servent alors de protection, mais des balles traçantes mettent le feu à l'un d'eux. Dans la panique, un combattant est projeté hors du camion. Il réussit cependant à rouler jusqu'à la chaussée et à se

¹⁴⁹ L'information n'a pas pu être vérifiée de manière indépendante, la seule source qui en fait mention étant le livre de Lucien Maury, *Le Maquis de Picaussel*, page 94.

¹⁵⁰ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940-1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, pages 270 et 271.

dissimuler dans un jardin¹⁵¹. Furieux d'avoir été ralenti et pris sous le feu, les soldats allemands se vengent sur la population civile. Deux passants, Raphaël Leblond et Joseph Colomina, sont abattus au hasard¹⁵². Le bilan pour le maquis fait état de deux blessés, tandis que les pertes allemandes restent inconnues¹⁵³. Malgré ces pertes, l'opération est considérée comme une victoire, elle permet de ravitailler les maquisards tout en renforçant le lien de confiance avec une population de plus en plus acquise à leur cause. La réputation du maquis de Picaussel s'en trouve renforcée¹⁵⁴. Mais l'intensification des attaques de la Résistance attire désormais l'attention de l'état-major allemand. Pour sécuriser les principaux axes de circulation, une vaste contre-offensive est mise en place. Elle commence dès le 20 juillet, notamment contre des maquis comme celui de la Montagne Noire. La mission de destruction du maquis de Picaussel est confiée à la 11e Panzerdivision, stationnée dans le triangle Toulouse–Albi–Carcassonne. Cette division est en attente d'intervention en cas de débarquement dans le Languedoc¹⁵⁵. L'organisation allemande prévoit une réponse rapide à toute tentative de débarquement sur la côte méditerranéenne. Cette responsabilité revient à la réserve de la XIXe armée, sous les ordres du général Friedrich Wiese. Dans l'Aude, la défense du secteur Carcassonne–Narbonne est confiée au 4eme corps d'infanterie de la Luftwaffe, dirigé par le général Petersen, tandis qu'un groupement issu de la IXe Panzer est chargé de l'axe Carcassonne–Lézignan. Ces dispositifs sont renforcés par la XIe Panzerdivision, le 1er régiment d'infanterie de la Luftwaffe, et la 198e division d'infanterie, tous chargés de sécuriser les grands axes routiers¹⁵⁶. La XIe Panzerdivision, bien équipée, possède des canons automatiques de 20 à 40 mm, lui conférant une puissance de feu redoutable¹⁵⁷. Sa grande mobilité en fait une force d'intervention très efficace. Elle est composée non seulement de soldats allemands, mais aussi d'éléments étrangers, Italiens, Polonais, Yougoslaves et ressortissants de territoires occupés de l'Est. Le groupement mobilisé pour l'attaque contre le maquis de Picaussel est constitué d'un régiment motorisé, d'une compagnie de chars (environ 20 blindés), d'une batterie d'artillerie (une trentaine de

¹⁵¹ Lucien Maury, op.cit, page 271.

¹⁵² Lucien Maury, ibid, page 271.

¹⁵³ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H12, série 4E303 « Affaires communales de Puivert », sous-série 4H « Mesures d'exception et faits de guerre ». Résistants : attestations délivrées par Olive Marius ex chef adjoint du Maquis de Picaussel, (1952-1954), par des représentants des FFI (1994). 1944-1954.

¹⁵⁴ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 94.

¹⁵⁵ Lucien Maury, ibid, page 107.

¹⁵⁶ Dominique Lormier, *Les FFI au combat*, Chap. X : Le maquis de Picaussel, Éditions Jacques Grancher, 1994, page 256.

¹⁵⁷ Dominique Lormier, ibid, pages 256 et 257.

pièces), de canons d'assaut et de la Défense Contre Avions¹⁵⁸, soit un total d'environ 2 300 hommes appuyés par un lourd matériel militaire¹⁵⁹. Les événements s'accélérent le 5 août, les premières têtes de colonnes allemandes sont repérées dans la zone de Lavelanet-Bélesta, sur la route nationale 117. Cette détection rapide illustre l'efficacité des réseaux de renseignement dont dispose le maquis. Le lendemain, 6 août, une compagnie motorisée allemande, composée de cinq camions précédés de blindés, occupe le col de la Babourade et progresse vers Puivert¹⁶⁰. Pendant ce temps, le radio du maquis, Stéphan, est envoyé en mission près de Sonnac. En arrivant à l'entrée de Chalabre, il tombe sur des troupes allemandes. Il est sauvé in extremis par une habitante du village, dont le fils est au maquis, et parvient à regagner Lescale. Les troupes allemandes poursuivent leur progression et mènent également des actions de répression. À Belvis, Urbain Paret, alias Vidal, est abattu alors qu'il tente de fuir, pris de panique. Il est officiellement déclaré mort le 7 août¹⁶¹. Les Allemands occupent des points stratégiques, le carrefour entre la N.117 et la D.120 au col de la Babourade, ainsi que celui entre la N.117 et la route du hameau de Lescale, près de Puivert. Toutefois, aucune présence ennemie n'est repérée vers Espezel, au sud. Lucien Maury se méfie, s'agirait-il d'un piège destiné à inciter les maquisards à s'engager vers une zone prétendument dégagée ? Dans la matinée du 6 août, une patrouille du maquis est violemment accrochée par les premières troupes allemandes, positionnées autour de Lescale. Pour confirmer leur présence, deux jeunes du hameau, accompagnés de deux maquisards, se portent volontaires pour une mission de reconnaissance. Contrôlés à l'entrée d'un tunnel, ils réussissent à passer et descendent à pied jusqu'à Lescale. Rien ne leur semble anormal, mais sur le chemin du retour, l'avant-garde allemande surgit soudainement. Jean Carbou et Joseph Lebreton lancent des grenades, mais sont rapidement submergés et tombent criblés de balles. Les deux autres, Marcel Tichadou et Bailly, blessés, parviennent à se cacher et à échapper aux soldats. Depuis son poste d'observation, Maury assiste impuissant à la scène. Il comprend néanmoins, grâce aux informations recueillies, que l'attaque principale se prépare au nord. Dans l'après-midi, Stéphan intercepte un message codé sur la BBC "La vertu reluit dans tous

¹⁵⁸ La DCA allemande, appelée Flak, abréviation de Flugabwehrkanone, désigne l'ensemble des moyens de défense anti-aérienne mis en place par l'Allemagne nazie pour lutter contre les attaques aériennes alliées. Elle comprend des canons de différents calibres, notamment les célèbres Flak 88 mm, des projecteurs, des radars, et un important réseau de batteries fixes ou mobiles. La DCA était assurée par la Luftwaffe, mais mobilise aussi des auxiliaires civils, y compris des femmes et des adolescents, en particulier à partir de 1943. Redoutée pour sa précision et sa puissance, elle joue un rôle majeur dans la défense du territoire et des lignes stratégiques.

¹⁵⁹ Dominique Lormier, op.cit, pages 265.

¹⁶⁰ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 107.

¹⁶¹ André Balent, notice PARET-ESCUDIÉ Urbain [alias VIDAL], Maitron, version mise en ligne le 26 février 2010, dernière modification le 12 mars 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article76437>. Consulté le 17 avril 2025.

les yeux” confirmant un parachutage d’armes et de munitions, prévu pour la nuit¹⁶². Un second renseignement vient alarmer davantage le maquis, un groupe de quinze FTP du groupe Jean-Robert, en route pour renforcer le camp Cathala, réquisitionne un camion appartenant à l’entreprise Sicre. Mais en débouchant sur la D.120, ils tombent sur une position allemande. Un des maquisards FTP est tué, les autres se dispersent. Certains trouvent refuge dans un maquis ariégeois, un autre regagne le camp, et Sicre rejoint celui de Picaussel. Cet incident confirme que les Allemands tiennent solidement le col de la Babourade, devenu une base arrière pour leur future offensive. La nuit venue, cinq avions Halifax procèdent au parachutage. Si le premier passage s’effectue sans encombre, le second est plus périlleux, l’avion leader est pris pour cible par la D.C.A. Mais l’opération se poursuit, et le maquis récupère six mitrailleuses lourdes Hotchkiss¹⁶³. Lucien Maury, conscient de la complexité des mitrailleuses et du risque d’enrayement en cas de mauvaise manipulation des bandes, organise immédiatement une formation. Fort de son expérience acquise dans une section de mitrailleuses durant la campagne de 1939–1940, il supervise personnellement l’instruction afin de garantir une parfaite maîtrise de cet armement essentiel à la défense à venir. En fin de journée, alors que les informations concernant un parachutage arrivent, Maury envoie son adjoint, Marius Olive, volontaire, à la tête de deux sections chargées de harceler les Allemands postés au col de la Babourade. L’une de ces sections est issue du maquis de la Montagne Noire et commandée par Nizet, alias Léopold. L’échange de tirs est bref, mais d’une grande intensité. Des pertes sont enregistrées de part et d’autre, le maquis compte une quinzaine de blessés, dont Olive, touché à l’avant-bras par un éclat¹⁶⁴. Côté allemand, dix-huit hommes sont mis hors de combat. Pour soigner leurs blessés, les troupes ennemies réquisitionnent les médecins de la commune de Bélesta¹⁶⁵. Cette action offre un court répit au maquis, tout en forçant l’ennemi à adopter une posture défensive. Du côté des résistants, l’équipe médicale dirigée par le docteur Baradat prend en charge les blessés. Le 7 août, les Allemands lancent leur attaque. Deux colonnes appuyées par des chars légers convergent vers le tunnel depuis le col de la Babourade et depuis Lescale, avec pour objectif de forcer le verrou défensif au nord. L’équipe des artificiers, menée par Guy David et Charles Bournet, se met en position. Lorsque les premiers blindés apparaissent, ils font exploser la route à la

¹⁶² Lucien Maury, op.cit, page 109.

¹⁶³ La mitrailleuse lourde Hotchkiss est une arme automatique française de calibre 13,2 mm (ou parfois 8 mm pour les modèles antérieurs), conçue principalement pour les tirs à longue portée contre les véhicules, les avions ou les troupes ennemies. Utilisée aussi bien en défense antiaérienne que sur trépied ou véhicules, elle se caractérise par sa cadence de tir modérée, sa robustesse et sa fiabilité.

¹⁶⁴ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l’Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 108.

¹⁶⁵ Lucien Maury, *ibid*, page 108.

sortie du tunnel. Un autre groupe, dirigé par Fouet, lance ses grenades¹⁶⁶. Si ce premier assaut est stoppé, Maury reste lucide, un second assaut est inévitable. L'artillerie et les canons Flak allemands concentrent alors leurs tirs sur la face nord, tandis que l'infanterie tente une progression par escalade. Le plan de feu du maquis se révèle particulièrement efficace, les angles morts échappant aux armes automatiques sont couverts par des tireurs embusqués. L'un d'eux, Foucart, d'origine belge, "s'en donne à cœur joie", selon les mots de Maury¹⁶⁷. L'assaut est brisé net, mais environ soixante soldats allemands restent sur le terrain. Le tir de l'artillerie et des Flak redouble d'intensité et de précision. Les résistants décrochent pour se mettre à l'abri, à l'image du capitaine Allaux, qui, en position sur une mitrailleuse Hotchkiss, disparaît sous des branchages brisés. Pendant ce temps, Maurice Capdevilla, du corps franc de la Montagne Noire, tente de tenir sa position à l'Éperon, mais sa mitrailleuse s'enraye en pleine action¹⁶⁸. L'un des hommes de Capdevilla remplace aussitôt la mitrailleuse enrayée par un fusil-mitrailleur Bren, ce qui laisse juste assez de temps aux Allemands pour évacuer leurs morts et blessés. La tactique du maquis vise ici à épuiser l'ennemi et à lui infliger un maximum de pertes, quitte à faire abstraction de toute considération humanitaire. Finalement, les troupes allemandes battent en retraite vers Puivert. Maury en profite pour inspecter les postes de combat et rassurer les groupes dispersés sur les différentes lignes de défense. Par chance, aucune perte humaine n'est à déplorer, en dehors des blessés. Sur la façade sud, les guérilleros espagnols du maquis ne rencontrent aucun contact avec l'ennemi. Ce calme contraste fortement avec les renseignements signalant une présence allemande à Belvis et aux abords d'Espezel. Cette stratégie se confirme, les Allemands concentrent leurs efforts sur le versant nord afin de mieux préparer une attaque de grande ampleur au sud. Dans la matinée du 8 août, des chars Tigre allemands se déploient au nord d'Espezel, accompagnés par de l'infanterie. Leur objectif, frapper la lisière sud de la forêt de Picaussel, qu'ils pensent toujours tenue par le maquis. Le commandant allemand ordonne alors aux pièces d'artillerie et aux chars de tirer sur la maison forestière. Simultanément, une colonne d'infanterie progresse depuis Lescale, avançant du nord vers le sud, en coordination avec l'attaque principale venant d'Espezel. Une troisième colonne progresse d'est en ouest depuis Belvis. Ces trois mouvements convergent pour encercler les positions supposées du maquis. Les premières unités allemandes atteignent finalement le poste de commandement, qu'elles incendient, mais trop tard, les maquisards ont déjà quitté les lieux. Lucien Maury décrit les

¹⁶⁶ Lucien Maury, *ibid*, page 113.

¹⁶⁷ Lucien Maury, *ibid*, page 113.

¹⁶⁸ Lucien Maury, *ibid*, pages 113 et 114.

conditions de ce décrochage stratégique. Le repli doit s'opérer selon ses ordres, dans le calme et le silence absolu, afin de ne pas alerter les forces ennemies sur les nouvelles positions du maquis¹⁶⁹. Il envoie Arnaud, à moto, en éclaireur sur la route d'Espezel, encore non surveillée, pour sécuriser le passage. Ensuite, un convoi automobile vide, feux éteints, emprunte la route. Derrière lui, une colonne de maquisards à pied suit, en deux échelons successifs et déployés. Entre-temps, un parachutage est confirmé par le message codé "Quinze amis vous diront ce soir que la vertu reluit dans tes yeux."¹⁷⁰. Ce message annonce l'arrivée de quinze parachutistes alliés, un commando américain. Informé, Maury confie la réception de ce groupe à Jean-Louis Meyer, chef du maquis FTP Jean-Robert et Faïta, avec qui il a maintenu le contact. À vingt heures, les Allemands tiennent le plateau de la Malayrède, qui leur offre une position dominante. Pendant ce temps, les maquisards préparent la destruction du tunnel pour ralentir la progression ennemie. L'équipe d'artificiers dirigée par Guy David, renforcée pour l'occasion, commence à poser les charges. Mais elle est rapidement repérée, et deux tirs de canons de 88 mm sont dirigés vers elle. Heureusement, tous réussissent à se mettre à l'abri. Alors que l'évacuation se poursuit de manière méthodique, Moulard, un membre de l'équipe, est grièvement blessé. Georges Maury le transporte sur son dos jusqu'au convoi, mais un début de panique s'installe, certains tentent de monter dans les camions, enfreignant les consignes. Lucien Maury, qui a réservé ces véhicules au transport du matériel et souhaite limiter les pertes en cas d'attaque, s'y oppose fermement. L'évacuation concerne près de 300 hommes, et une discipline stricte est essentielle. Devant la confusion, Maury, à contrecœur, brandit son arme pour rétablir l'ordre¹⁷¹. Cette fermeté est d'autant plus nécessaire que certains hommes n'ont aucune expérience militaire. Le soir venu, le convoi franchit le carrefour d'Espezel sans essuyer de tirs. À 22h30, les Allemands occupent la zone, mais les maquisards sont déjà loin. Ainsi, le 8 août, les troupes ennemies pénètrent dans un secteur vidé de ses occupants. Les résistants poursuivent leur repli vers Aunat, où ils effectuent une halte et sont ravitaillés par le maquis local, qui porte le même nom que la commune. Cet épisode illustre l'efficacité de l'organisation inter-maquis, capable d'assurer une entraide rapide et coordonnée. Après cette halte, le groupe prend la direction du maquis de Quérigut, situé dans les forêts de Bragues et de Laurenti. La prise en charge des blessés est confiée à René Peyras, qui se présente au docteur Martres à Belcaire. Bien que ce dernier soit surveillé par la Gestapo depuis son

¹⁶⁹ Lucien Maury, *ibid*, page 115.

¹⁷⁰ Lucien Maury, *ibid*, page 115.

¹⁷¹ Lucien Maury, *ibid*, pages 115 à 117.

arrestation, le 29 novembre (puis relâché faute de preuves), il accepte d'aider et prévient immédiatement ses équipes¹⁷². Les blessés sont alors évacués de nuit par camion, sous la conduite du docteur Baradat, médecin du maquis, assisté de Mlle Baïssset, pharmacienne à Chalabre et collaboratrice fidèle du service médical. Pour échapper aux recherches allemandes, les blessés sont hébergés chez des habitants de confiance. Le 8 août, le docteur Patounas, chirurgien, parvient à opérer plusieurs d'entre eux. Mais la présence prolongée des blessés à Belcaire devient trop risquée. Une nouvelle évacuation est décidée, ils sont transportés à cinq kilomètres du village, puis cachés dans une ferme abandonnée en lisière de forêt¹⁷³. Là, deux fois par jour, le docteur Baradat, avec l'aide de villageois, leur apporte nourriture et soins. Aucun des blessés ne sera capturé. Le 9 août, frustrés de ne pas avoir anéanti le maquis de Picaussel, les Allemands mettent le feu au hameau de Lescale et le pillent¹⁷⁴. Toutefois, malgré la violence de l'opération, ils décident de ne pas exécuter les habitants. Maury rapporte une anecdote marquante de cet épisode, en tentant de voler du bétail, les soldats allemands se heurtent à la résistance inattendue des vaches. Deux d'entre elles sont abattues, mais l'une charge les soldats et parvient à s'échapper, tandis qu'une autre prend la fuite. Les habitants du hameau, dont les maisons ont été incendiées, sont contraints de vivre temporairement dans des baraques en planches, en attendant la reconstruction de leur village, dans des conditions assez précaires¹⁷⁵. À travers les événements relatés de juin à août 1944, le maquis de Picaussel s'affirme progressivement comme une force de résistance organisée, déterminée à perturber les opérations allemandes dans le sud de la France. Les premières actions offensives, telles que les embuscades et les prises de matériel, révèlent non seulement la capacité du groupe à s'impliquer activement dans le conflit, mais aussi la solidarité croissante avec les autres groupes résistants. Les parachutages, l'augmentation des effectifs et les succès tactiques apportent des ressources et des armes cruciales pour poursuivre la lutte. Toutefois, les pertes humaines, les accidents tragiques et les représailles allemandes soulignent les dangers omniprésents et la fragilité de la situation. Au fur et à mesure que le maquis devient plus efficace, les réactions allemandes se font de plus en plus violentes et organisées, lançant une contre-offensive d'envergure contre les maquis locaux. Ces événements marquent ainsi la transition vers une phase plus difficile de la résistance, où les maquisards devront non seulement faire face à une pression militaire accrue, mais aussi à

¹⁷² Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 289.

¹⁷³ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 126.

¹⁷⁴ Lucien Maury, *ibid*, page 127

¹⁷⁵ Lucien Maury, *ibid*, page 127.

des dilemmes moraux et logistiques complexes. La lutte pour la survie du maquis de Picaussel se transforme alors en un enjeu stratégique majeur, qui, dans les mois à venir, marquera un tournant décisif dans la guerre menée contre l'occupant.

Chapitre 2. Le retour du maquis dans l'Aude : vers la libération entre sacrifices et victoire

I. Relance de la guérilla et fixation de la 11e Panzerdivision (12–15 août 1944)

Dans ce contexte de tension croissante, nous reprenons le fil des événements à partir du 12 août, moment où, après leur repli, les hommes du maquis relancent leurs opérations de guérilla dans les Pyrénées-Orientales. C'est à Puyvalador¹⁷⁶ qu'ils cherchent à intercepter une garnison allemande en repli vers le poste de commandement de leur division basé à Mont-Louis¹⁷⁷. Toutefois, le repli des troupes allemandes est déjà largement entamé, et les maquisards ne parviennent à intercepter que deux ou trois camions lors d'une même embuscade. Cet épisode, uniquement relaté par Lucien Maury dans *Le Maquis de Picaussel*, reste sans détails précis sur les pertes infligées à l'ennemi¹⁷⁸. Le 13 août, Maury et ses hommes observent le passage de véhicules isolés, dans l'attente du moment opportun pour frapper un convoi plus conséquent. Pour préparer cette attaque, une section est placée en couverture, en position de tir face à la commune de Puyvalador, à portée de fusil-mitrailleur. Une seconde, chargée de l'action principale, s'installe dans la forêt bordant la route nationale 118, à la sortie sud de la forêt de Formiguères. Elle est dirigée par Maury lui-même et regroupe des groupes commandés par le capitaine Allaux, Bonfils et Guy David. Au cours de la nuit, les maquisards interceptent deux camions allemands avec remorques, chargés d'hommes et de matériel. L'un des véhicules tracte même un projecteur. Pris dans l'embuscade, les camions pénètrent dans la zone de tir. Le premier a déjà franchi la position lorsque Maury aperçoit distinctement les soldats allemands à bord. Les coups de feu éclatent aussitôt. Maury rapporte qu'un soldat, échappé aux premières rafales, tente de lancer une

¹⁷⁶ Puyvalador est une commune située dans les Pyrénées-Orientales, à environ 35 kilomètres au sud-est de Lescale, en direction de Mont-Louis, sur les hauteurs du plateau du Capcir, non loin de la frontière audoise.

¹⁷⁷ Mont-Louis est une place forte située dans les Pyrénées-Orientales, à une dizaine de kilomètres au sud-est de Puyvalador, sur la route nationale 116, au cœur du massif du Capcir-Cerdagne, à proximité du col de la Perche et de la frontière espagnole.

¹⁷⁸ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 128.

grenade, mais il s'écroule avant d'en avoir le temps ; l'explosion survient à ses pieds. Le bilan de l'attaque s'élève à huit Allemands hors de combat, quatre tués et quatre blessés, tandis que les autres prennent la fuite. Les véhicules sont sabotés et le matériel jugé utile récupéré par les maquisards. Un épisode survenant après va illustrer les dangers de la guerre irrégulière, alors que les hommes regagnent le col des Hares, où les attend un détachement de recueil, certains portent des casques allemands pris lors de l'affrontement¹⁷⁹. En les apercevant, les sentinelles du col, croyant voir l'ennemi, ouvrent le feu. Heureusement, les tirs ne font pas de victimes. Maury, dans son récit, attribue cette méprise à l'extrême fatigue, susceptible d'altérer la vigilance et la lucidité¹⁸⁰. Le 14 août, le maquis regagne Quérigut. Le soir même, Maury apprend de sources fiables l'imminence d'un débarquement dans le sud de la France. Le lendemain, 15 août, la nouvelle tombe officiellement, le débarquement de Provence a commencé. Par ses actions de guérilla et ses embuscades efficaces, le maquis a réussi à fixer la 11ème Panzerdivision allemande, lui infligeant des pertes significatives et retardant considérablement ses mouvements. Les dégâts subis sont tels que cette unité ne se remet en marche que les 16 et 17 août, et n'atteint les environs d'Aix-en-Provence que le 22 août. Elle devient ainsi incapable de mener une contre-offensive efficace, d'autant que Toulon est investi dès le 20 août, coupant toute possibilité de résistance organisée. En conséquence, les troupes allemandes doivent se disperser entre le Massif central, les Pyrénées et le golfe du Lion, empruntant principalement les axes stratégiques des routes nationales 113 et 118.

¹⁷⁹ Lucien Maury, *ibid*, pages 128 et 130.

¹⁸⁰ Lucien Maury, *ibid*, pages 130.

II. Offensives décisives et lourds sacrifices vers la libération (17–22 août 1944)

Cette situation oblige le maquis à se redéployer, notamment dans l'Aude, pour commencer la libération du département. L'objectif principal de cette offensive est Quillan, un point stratégique reliant l'Aude à l'Ariège, situé sur la route nationale 117, axe crucial pour le ravitaillement et les mouvements des troupes. Le 17 août, les maquis de Picaussel, Salvezines et Aunat convergent ainsi vers Quillan. Leur premier objectif est le dépôt de vivres allemand de Couiza, situé sur la route nationale 118¹⁸¹. Selon Lucien Maury, ce dépôt serait capable de ravitailler jusqu'à cent mille hommes. Défendu par une trentaine de soldats allemands, il constitue une cible de choix pour les maquisards, qui espèrent à la fois affaiblir l'ennemi et se procurer vivres et matériel pour poursuivre la lutte. Face à la menace grandissante que représente le maquis, les Allemands renforcent leur dispositif dans la haute vallée de l'Aude. Ils décident d'évacuer au plus vite les provisions du dépôt de Couiza et d'assurer la sécurité des convois en dépêchant une compagnie motorisée chargée d'escorte¹⁸². Le matin du 17 août, une section du maquis prend position en embuscade dans les gorges escarpées de Cascabel. Leur mission est claire, intercepter la colonne allemande en provenance de Carcassonne. Un fusil-mitrailleur est installé sur le flanc d'une falaise pour couvrir le groupe d'artificiers mené par Charles Bournet, composé de Marino Soligo, Émile Jouillet, Jean Perez, François Journet et Charles Biart. Leur objectif est de poser des mines antichars sur la route, puis de se replier en surplomb pour lancer des grenades Gammon¹⁸³. Vers 9 heures, la tête de la colonne allemande, soupçonnant une embuscade, avance prudemment. Soudain, le fusil-mitrailleur ouvre le feu, stoppant les premiers véhicules. Les Allemands réagissent rapidement et utilisent des civils requis comme boucliers pour masquer leurs mouvements. Grâce à cette diversion, ils évacuent leurs morts et blessés et parviennent à positionner des fantassins sur le flanc mal protégé du dispositif. Le groupe de couverture décroche sans prévenir les artificiers, laissant Bournet et ses hommes isolés. Refusant de battre en retraite, Bournet poursuit la mission, au prix de sa vie. Il tombe sous les balles ennemies, ainsi que Soligo (17 ans), Jouillet (19 ans) et Perez (20 ans), incarnant le sacrifice

¹⁸¹ Lucien Maury, op.cit, page 133.

¹⁸² Lucien Maury, ibid, page 133.

¹⁸³ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 331.

de la jeunesse résistante. Seuls Biart et Journet parviennent à s'échapper¹⁸⁴. Ce combat permet néanmoins de ralentir la progression de la colonne allemande de plusieurs heures. Comme le montre la page 61 des archives évoquées, le commando américain parachuté, dirigé par le lieutenant Paul Swank et renforcé par un détachement FTP de Salvezines, prend position dans les gorges d'Alet, alerté par les tirs. La colonne allemande, arrivée à Couiza, se retrouve alors menacée à l'arrière par les hommes de Swank, et au sud par le groupe de Guy David, qui progresse vers Quillan. Le commandant allemand, pour limiter les pertes, reprend la stratégie du matin, il rassemble la population de Couiza et désigne six otages, dont le maire, le curé, le percepteur et un boucher, M. Vié¹⁸⁵. Swank envisage un temps de faire sauter un ponceau routier, mais, pressé par le temps, préfère miner un bloc rocheux. Lorsque la colonne arrive, il déclenche l'explosion, provoquant un éboulement qui bloque la route. Contraint par la présence des otages, il ne tire qu'à bout portant avec sa thompson¹⁸⁶, abattant un feldwebel¹⁸⁷. Mais la colonne continue d'avancer. Swank et le sergent Galley couvrent la retraite de leurs hommes. Blessé à quatre reprises, Swank continue à tirer jusqu'à ce qu'un officier allemand, Frantz Dierkes, l'abatte d'une balle dans la gorge. Galley, lui aussi blessé, parvient à se replier¹⁸⁸. Selon les sources françaises, l'affrontement aurait coûté la vie à 22 Allemands et causé de nombreux blessés. Un otage, deux Américains (dont Swank) et un FTPF, André Abattut, furent tués. Un rapport américain évoque 45 morts allemands, tandis que Julien Allaux estime les pertes à quatre tués et dix-huit blessés¹⁸⁹. Ces divergences témoignent de la difficulté à établir un bilan précis. Malgré la perte de leur chef, les hommes de Swank, épaulés par les FTP de Salvezines, poursuivent le combat. Démoralisée, la colonne allemande finit par battre en retraite. Le lendemain, les résistants lancent une offensive conjointe contre la garnison allemande de Couiza, qui se rend sans combattre aux maquisards de Picaussel et de Salvezines, menés par Guy David. L'instituteur de Montazels, Camarasa,

¹⁸⁴ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 134.

¹⁸⁵ Lucien Maury, *ibid*, page 135.

¹⁸⁶ La Thompson, souvent surnommée « Tommy Gun », est une mitraillette américaine conçue par le général John T. Thompson dans les années 1910 et mise en service dans les années 1920. Utilisant des munitions de calibre .45 ACP, elle se distingue par sa cadence de tir élevée, sa fiabilité et sa robustesse. Elle fut largement utilisée pendant la Seconde Guerre mondiale par les forces alliées, notamment les troupes américaines et les résistants en Europe, en raison de sa puissance de feu en combat rapproché. Son chargeur pouvait être droit (20 ou 30 cartouches) ou circulaire (jusqu'à 50 cartouches), et son apparence caractéristique en fit une arme emblématique des conflits du XXe siècle.

¹⁸⁷ Le terme *Feldwebel* désigne un grade militaire dans l'armée allemande, équivalent à celui de *sergent* ou *adjudant* dans les armées françaises ou anglo-saxonnes. Il s'agit d'un sous-officier subalterne, chargé d'encadrer les soldats et d'assurer la discipline et la transmission des ordres au sein d'une unité. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les *Feldwebel* jouaient un rôle essentiel dans l'encadrement tactique des troupes, en particulier dans les sections d'infanterie. Le grade existe encore aujourd'hui dans la Bundeswehr, l'armée fédérale allemande.

¹⁸⁸ André Balent, notice SWANK Paul A. [Paul Abraham], version mise en ligne le 3 novembre 2022, dernière modification le 20 février 2025, <https://maitron.fr/swank-paul-a-paul-abraham/>. Consulté le 30 avril 2025.

¹⁸⁹ Julien Allaux, *La 2e guerre mondiale dans l'Aude*, Épinal, Éditions du Sapin d'Or, 1986, page 193.

officier de réserve, reçoit leur reddition¹⁹⁰. Les otages seront ensuite libérés à Carcassonne grâce à l'intervention de Madame Roussille, présidente de la Croix-Rouge d'Alet, qui avait soigné les blessés des deux camps. Il convient enfin de rappeler que certains récits postérieurs, notamment dans *La España de los maquis* d'Albert E. Fernández ou *Los guerrilleros españoles en Francia* de Miguel Ángel Sanz¹⁹¹, attribuent à tort ces actions aux guérilleros de la 5e brigade. Henri Melich, ancien FTPF de Salvezines, et Lucien Maury ont tous deux dénoncé ces contre-vérités, rappelant que ni la libération de Quillan, ni la prise du dépôt de Couiza n'impliquèrent cette formation¹⁹². Le 19 août 1944, les Allemands poursuivent leur répression contre les résistants, alors qu'ils s'apprentent à évacuer Carcassonne. Ils procèdent à des sabotages et destructions à divers points de l'agglomération. Selon des interprétations diffusées après la Libération, ils auraient envisagé d'exécuter vingt otages détenus à la prison de Carcassonne, en représailles aux actions de la Résistance. Mais un article de Jean-Louis Bonnet, publié en 2015, révèle qu'une note dictée par Eckffelnner, chef de la SIPO-SD de Carcassonne, précisait que les détenus susceptibles d'être envoyés dans des camps de concentration de troisième degré (les plus rigoureux), et qui ne pouvaient être transférés à Compiègne, devaient être exécutés sur place. Le colonel Dischler, commandant de la place de Carcassonne, fut le maître d'œuvre des actions contre les résistants incarcérés. Le 19 août à 11 heures, vingt résistants enfermés à la maison d'arrêt de Carcassonne furent extraits. Le préfet de l'Aude dépêche alors un négociateur auprès d'Oskar Schiffner, adjoint de la SIPO-SD, afin d'obtenir leur libération. Schiffner accepta uniquement de relâcher le docteur Émile Delteil, chirurgien propriétaire de la clinique du Bastion, arrêté pour avoir soigné des résistants, mais « gracié » pour avoir également pris en charge des soldats allemands blessés. Les autres détenus furent transportés dans un fourgon cellulaire au domaine de Baudrigues, sur la commune de Roullens, à 6 km au sud de Carcassonne, où les forces d'occupation avaient installé un dépôt de munitions d'obus d'artillerie et de torpilles pour l'aviation de bombardement. Des témoins virent Jean Bringer et Aimé Ramond dans le fourgon. Les Allemands avaient déjà ordonné aux occupants du domaine de quitter les lieux, en vue d'y provoquer une explosion. C'est le capitaine Georg Reinhardt, officier de la Kommandantur très lié à la Sicherheitspolizei, connu pour sa brutalité, qui organisa la tuerie

¹⁹⁰ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 136.

¹⁹¹ André Balent, notice Alet, aujourd'hui Alet-les-Bains (Aude), 17 août 1944, version mise en ligne le 14 novembre 2022, dernière modification le 20 février 2025, <https://maitron.fr/alet-aujourd'hui-alet-les-bains-aude-17-aout-1944/>. Consulté le 30 avril 2025.

¹⁹² André Balent, notice Alet, op.cit. Consulté le 30 avril 2025.

de Baudrigues¹⁹³. L'Oberfeldwebel (adjudant-chef) Karl Bauger fut chargé d'exécuter l'ordre de destruction du dépôt. Les artificiers Fritz Ballaenger et Fritz Dierkes, chargés de miner le dépôt et le château, assistèrent également à l'exécution des résistants. Parmi les 19 tués figurent Jean Bringer, évoqué dans la partie sur l'organisation du maquis et Aimé Ramond, du réseau N.A.P., ainsi que plusieurs membres de groupes résistants, dont quatre du maquis de Trassanel. Pendant ce temps, Maury et d'autres résistants portent le cercueil de Paul Swank pour l'inhumer d'abord à Quillan. Il sera ensuite exhumé, transféré au cimetière américain de Marseille, avant d'être inhumé une dernière fois dans les gorges d'Alet, selon ses dernières volontés, reposer là où il serait tombé¹⁹⁴. Cet épisode illustre le lien fort entre combattants alliés, le respect mutuel entre soldats de nations différentes, soudés dans des circonstances extrêmes. Le 20 août 1944, alors que la garnison allemande a quitté Carcassonne la veille, une autre unité venue de la 11ème Panzerdivision, en provenance de Toulouse et se dirigeant vers la vallée du Rhône, réoccupe temporairement la ville. Elle se livre au pillage, à des fusillades dans les rues, puis à des incendies, notamment sur le quai Riquet. Ce raid laisse derrière lui une trentaine de tués et de blessés civils avant le départ de la garnison dans la nuit¹⁹⁵. Le 22 août, les maquis de Picaussel et de Salvezines sont envoyés pour libérer Limoux. Cet épisode, non développé dans la source propre dans le maquis de Picaussel, est développé par Maury dans *La Résistance audoise*, grâce au témoignage de Marius Olive. Celui-ci cantonne avec ses hommes à l'école d'agriculture Saint-Joseph, sur la route de Pieusse¹⁹⁶. À 5 heures du matin, il est réveillé par une fusillade, un accrochage oppose le groupe FTP de Salvezines à une colonne allemande venue de Castelnaudary. Olive, avec une section, se dirige vers le pont du chemin de fer, au nord de la commune. Un groupe de mitrailleuses ouvre le feu, forçant les Allemands à se replier dans une ferme. Olive organise l'assaut de cette ferme, il envoie une section et un groupe de mitrailleuses sur la face nord qu'il dirige lui-même, pendant que deux autres sections, menées par Brun et Siffre, progressent par la face est en utilisant les couverts. Un autre groupe de mitrailleuses reste en position de base de feu au niveau du pont pour couvrir l'assaut. L'action est rapide et efficace, lorsque la section de Siffre s'empare de la ferme, les soldats allemands présents se rendent.

¹⁹³ André Balent, notice Roullens (Aude), Château et dépôt de munitions de Baudrigues, 19 août 1944, version mise en ligne le 21 octobre 2015, dernière modification le 19 février 2025, <https://maitron.fr/roullens-aude-chateau-et-depot-de-munitions-de-baudrigues-19-aout-1944/>. Consulté le 2 mai 2025.

¹⁹⁴ André Balent, notice Roullens, op.cit. Consulté le 2 mai 2025.

¹⁹⁵ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 139.

¹⁹⁶ Le village de Pieusse se situe à 3 km à l'est de Limoux et au nord de Lescale.

Bilan, 19 prisonniers, dont un officier, et un camion capturé¹⁹⁷. Maury, présent à Limoux, rejoint ses hommes, alerté par la fusillade. Il ordonne alors l'occupation d'une crête au sud-est de la ferme, afin de bloquer la sortie nord de la ville si des renforts allemands arrivaient. Il entraîne avec lui le commando américain de Swank, désormais sans chef, jusqu'à cette crête, d'où il observe une seconde colonne allemande composée de quatre camions échelonnés. Ils sont rejoints par une équipe A.S. de Limoux, en difficulté pour mettre en batterie une mitrailleuse Browning. Maury leur fournit une autre mitrailleuse, installée juste à temps. Le commando place aussi sa propre mitrailleuse. Les Allemands, divisés en deux groupes, tentent de s'échapper, l'un se replie vers la ferme, l'autre tente de rejoindre la crête. Ce dernier est immédiatement stoppé par les tirs croisés des mitrailleuses. Bilan total de l'opération, 54 prisonniers, dont deux officiers, quatre camions capturés contenant des armes automatiques, postes radio, armement et matériel divers, sans aucune perte ni chez les maquisards, ni chez les commandos¹⁹⁸. La libération de Limoux est également rendue possible par l'action des FFI de l'Ariège, commandés par Marcel Bigeard, qui stoppent, le 21 août, une colonne allemande forte de 4000 hommes dirigée par Theodor Schöpplein¹⁹⁹. Ce combat se solde par la destruction du village de Rimont, mais empêche l'encerclement du maquis de Picaussel, qui peut alors rallier Limoux sans craindre d'être pris à revers. Après cette victoire, les résistants et commandos font leur entrée dans Limoux et prennent possession de la commune. En même temps que la libération de Limoux celle de la ville de Carcassonne, car en effet elle sera libérée officiellement le 21 août donc un jour avant celle de Limoux mais en réalité elle prendra deux jours le temps que les maquis s'implantent et face relayer leurs unités. Pour revenir sur celle-ci, le maquis de Picaussel y joue un rôle crucial, notamment grâce à l'intervention de figures comme Guy David et le capitaine anglais Soual, qui se révèle en réalité être Paul Aussarres²⁰⁰. Guy David est envoyé pour accompagner Soual, dont la mission est double, informer son commandement de l'avancée des opérations et permettre, le cas échéant, d'organiser l'interception et la destruction de colonnes allemandes en cas de contre-attaque. Pour cela, une avant-garde est déployée, composée de

¹⁹⁷ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 365.

¹⁹⁸ Lucien Maury, *ibid*, page 366.

¹⁹⁹ Lucien Maury, *ibid*, page 363.

²⁰⁰ Paul Aussarres était un général de l'armée française, connu pour son rôle controversé durant la guerre d'Algérie. Né le 7 novembre 1918 à Saint-Paul-Cap-de-Joux, dans le Tarn, il a servi pendant la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie. Il a notamment été chef du renseignement militaire français lors de la bataille d'Alger en 1957. En 2000, Aussarres a suscité une vive polémique en France en admettant et en défendant l'utilisation de la torture pendant la guerre d'Algérie. Il a détaillé ces pratiques dans son livre "Services spéciaux, Algérie 1955-1957", publié en 2001. À la suite de ces révélations, il a été déchu de sa Légion d'honneur et condamné pour apologie de la torture. Il est décédé le 3 décembre 2013 à l'âge de 95 ans.

deux détachements. Le premier détachement est équipé d'un fusil-mitrailleur, tandis que le second, conduit par Maurice Allaux, agit comme une section mobile destinée à fournir un appui de feu décisif²⁰¹. Le gros des forces du maquis de Picaussel est resté à Limoux, condition cruciale qui a conduit à sa libération et, comme l'apprendra plus tard Guy David, a empêché un possible encerclement de la ville, montrant une interconnexion entre les différentes opérations. Pendant ce temps, sur ordre de Théodore Schöpplein, les Allemands quittent la ville, ouvrant ainsi la voie à l'action des différents maquis présents dans la région. Guy David et Soual se dirigent ensuite vers la préfecture afin de discuter des dispositifs à mettre en place pour sécuriser la libération²⁰². Lors d'un témoignage recueilli, Guy David précise que les habitants de Carcassonne restent profondément marqués par la répression, en témoigne par exemple l'histoire d'une femme qui s'est enfuie en apercevant ses voisins armés quelques jours auparavant²⁰³. Un débat s'engage alors au sujet de la crainte d'un retour des forces allemandes, susceptible de provoquer de nouvelles fusillades en plein centre-ville. Le préfet, qui voit d'un mauvais œil la présence continue des maquisards, notamment parce que leur mission consiste à empêcher toute colonne ennemie de traverser la ville, estime qu'il serait préférable de faire passer un détachement vers le carrefour de Pennautier. Cette précaution se justifie d'autant plus qu'un billet reçu par le préfet l'informe de l'arrivée imminente d'une colonne allemande. Malgré les oppositions, certains craignant que cette démarche n'attire davantage l'ennemi, Guy David décide, dépassant le cadre strict de sa mission, de transmettre les instructions du gouvernement de la France Libérée. Pour lui, en informant les Allemands, ceux-ci seraient dissuadés de pénétrer dans la ville par leurs armes. Retrouvant les hommes positionnés au carrefour en direction de Pennautier, Guy David constate qu'à 17h30 aucune colonne ne se matérialise. Il quitte alors le poste pour rejoindre la réunion, où il se heurte à une nouvelle opposition du préfet, opposé à toute action armée susceptible d'empêcher l'entrée des Allemands²⁰⁴. Dans le cadre de cette réunion, il annonce qu'un comité de Libération sera désormais mis en place dans chaque département. Alors qu'il tente de s'esquiver discrètement, Guy David est rattrapé par un interlocuteur qui l'informe que, peu avant Carcassonne, une colonne allemande s'est dirigée vers le nord. Ne perdant pas de temps, il demande alors à Soual de retourner à Limoux pour solliciter des renforts auprès de Georges Morguleff, chef des FFI, au cas où d'autres colonnes tenteraient de revenir²⁰⁵. Les

²⁰¹ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 374.

²⁰² Lucien Maury, *ibid*, page 375.

²⁰³ Lucien Maury, *ibid*, page 376.

²⁰⁴ Lucien Maury, *ibid*, page 380.

²⁰⁵ Lucien Maury, *ibid*, page 381.

témoignages divergents de Guy David et du capitaine Soual²⁰⁶, sur la libération de Carcassonne révèlent une opposition entre deux visions de la victoire, l'une attribuant le mérite aux officiers parachutés depuis Londres, l'autre soulignant le rôle déterminant des maquisards de Picaussel. Cette divergence met en lumière le contraste entre des officiers en tenue neuve, fraîchement arrivés, et des résistants locaux épuisés par trois années de combats et de répression. Les 23 et 24 août, c'est au maquis de Picaussel de pouvoir occuper Carcassonne, avant de se déployer dans le nord de la ville pour participer à l'action d'ensemble des maquis de l'Aude et de la Montagne Noire, dont la mission est d'intercepter les colonnes sur l'itinéraire Castelnaudary–Carcassonne–Narbonne–Béziers²⁰⁷. En réalité, cette opération avait débuté le 19 août à Pezens par le Corps Franc de la Montagne Noire, qui intervenait à Rieux-Minervois, Puichéric, Peyriac-Minervois et La Redorte grâce aux FFI locaux. Elle s'est poursuivie le 20 à Villeneuve-Minervois, le 21 à Caunes-Minervois, le 22 à Saint-Papoul puis a été étendue à Montolieu et Pennautier par le Corps Franc Lorraine, pour aboutir le 24 à l'intervention d'un détachement de Picaussel commandé par Maurice Allaux²⁰⁸. Ce jour-là, alors que la région de Castelnaudary se faisait libérer par l'action des maquis FTP, le détachement du capitaine Allaux renforcé par un détachement mené par Gayraud et Aussaresses, présent à Villegailhenc, attaqua une forte colonne allemande. Cette dernière essuya des pertes lourdes, trente tués ou blessés, tandis que le détachement du capitaine Allaux et de René Brun déplora cinq tués et deux blessés graves. Par ailleurs, les sources consultées ne permettent pas de préciser l'identité des cinq tués ni d'apporter davantage de détails sur le déroulement de ce dernier combat, qui marque également la libération du département. Dans ce contexte d'effondrement progressif du dispositif allemand et de montée en puissance de la Résistance, les actions du maquis de Picaussel s'inscrivent dans une dynamique de harcèlement coordonné, de plus en plus audacieuse et efficace. Depuis les embuscades de Puyvalador jusqu'à la libération de Limoux, en passant par les combats meurtriers de Cascabel, la prise du dépôt stratégique de Couiza, l'intervention héroïque, mais tragique, du commando américain de Paul Swank, l'épisode sanglant de Baudrigues ou encore les affrontements décisifs de Limoux et de Carcassonne, les maquisards démontrent leur capacité à entraver sérieusement les mouvements allemands. En fixant la 11e Panzerdivision, en désorganisant les lignes de repli, en s'emparant de positions logistiques clefs et en empêchant toute concentration ennemie autour des grands axes (RN

²⁰⁶ Paul Aussaresses, *Pour la France : Services spéciaux 1942-1954*, éditions du rocher, 2001.

²⁰⁷ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 146.

²⁰⁸ Lucien Maury, *ibid*, page 146.

113, RN 117, RN 118), ils précipitent la perte de contrôle du territoire par l'occupant. La coordination entre FFI, FTP, commandos alliés et maquisards locaux, ainsi que la détermination de jeunes combattants, parfois à peine sortis de l'adolescence, ont permis de libérer les points stratégiques de l'Aude, tout en infligeant des pertes humaines et matérielles à un ennemi pourtant encore redoutable. Ce vaste ensemble d'opérations, menées entre le 12 et le 22 août 1944, prépare ainsi le terrain à la libération totale du département, amorcée à Carcassonne et consolidée à Limoux, où le maquis de Picaussel joue un rôle essentiel. À l'aube de la libération de tout le sud de la France, ces actions illustrent la transition d'une guerre de guérilla à une véritable reconquête du territoire par les forces de la Résistance.

Troisième Partie

Chapitre 1. Les trajectoires des maquisards après la Libération : réintégration, silences et engagements

I. Entre oubli et reconnaissance : les défis de la réintégration dans l'après-guerre

Alors que la Libération de l'Aude en été 1944 marque l'aboutissement d'une lutte intense menée par les maquisards de Picaussel, ce succès militaire ouvre simultanément la porte à une période d'incertitudes sociales et d'instabilités institutionnelles. En effet, dans le tumulte d'une France en reconstruction, les acteurs de la Résistance, longtemps restés dans l'ombre du conflit, se retrouvent à devoir réintégrer une société régie désormais par des normes civiques et administratives nouvelles, souvent en décalage avec l'expérience même de la clandestinité. Ce passage de la guerre à la paix révèle toute l'ambiguïté du statut des anciens combattants, tiraillés entre une reconnaissance symbolique souvent tardive et les dures réalités d'une vie civile à reconstruire. Un épisode rapporté dans une archive locale illustre à la fois ces obstacles et une forme de protection, une lettre adressée à la mairie de Puivert dénonçait des brimades infligées par un ingénieur subdivisionnaire à l'encontre des anciens maquisards M. Bonnet et M. Dillat²⁰⁹, tandis que d'autres, comme Jean Lacroux, bénéficiaient d'un certificat de résidence²¹⁰ garantissant leur stabilité administrative, reflet de

²⁰⁹ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H22, Hameau de Lescales.

Reconstruction du hameau suite à l'incendie par l'armée allemande : plans de reconstruction, devis, listes de matériel, délibérations, correspondance, etc. 1944–1956. Dossier Paul Walter, 1944–1996.

²¹⁰ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H22, op.cit.

l'ambivalence de l'époque, reconnaissance des maquisards considérés comme des héros, et retour à une vie civile toujours aussi difficile. Au lendemain de la Libération, la France se débat avec les vestiges d'un conflit qui, pendant des années, avait mobilisé les résistants dans des opérations clandestines et périlleuses²¹¹. Pour les anciens maquisards de Picaussel, l'extinction des hostilités ne se traduit pas immédiatement par un retour à la normalité. Beaucoup d'entre eux, qui avaient consacré leur existence à la lutte contre l'occupant, se voient soudain propulsés dans un monde régi par des règles administratives et sociales dont ils n'avaient jamais fait l'objet de formation. Cette transition est illustrée par l'exemple de plusieurs combattants locaux dont le parcours post-conflit reste douloureusement contrasté. Dans certaines communes de l'Aude, des réunions de village furent organisées peu après la Libération pour célébrer le courage des combattants. Toutefois, ces commémorations étaient souvent l'occasion d'un contraste saisissant, alors que les discours officiels louaient les exploits héroïques des résistants, nombre d'anciens maquisards se retrouvaient isolés et méconnus dans leur quotidien. L'angoisse de la réintégration se faisait sentir non seulement sur le plan professionnel, où les emplois disponibles étaient rares, mais aussi sur le plan personnel, en raison des blessures psychologiques et physiques laissées par des années de combat²¹². Pour illustrer cette problématique, le dossier de Marius Olive offre un exemple particulièrement évocateur. Figure emblématique du maquis de Picaussel, Marius Olive avait participé activement aux opérations de guérilla et contribué, de manière significative, à la libération de plusieurs villes de l'Aude. Pourtant, son engagement ne fut officiellement reconnu que bien des années après la fin de la guerre. En 1979, soit plus de trois décennies après la Libération, un dossier de demande de reconnaissance pour faits de résistance fut déposé au nom d'Olive. Ce dossier, enrichi d'une lettre cosignée avec le colonel Lucien Maury, ne sollicitait pas seulement la validation de ses actions mais également la régularisation de ses services militaires et l'octroi d'un droit à pension pour les jeunes combattants ayant contracté un engagement volontaire durant la guerre²¹³. Cet exemple met en lumière un double retard, d'une part, le manque de dispositifs institutionnels adaptés dans l'immédiat après-guerre, et d'autre part, la précipitation tardive des démarches administratives qui, souvent, contraignent les anciens combattants à devoir revivre leur passé traumatique pour faire reconnaître leurs sacrifices. Le dossier de Marius Olive, par ailleurs,

²¹¹ Olivier Wieviorka, *Histoire de La Résistance, 1940–1945*, édition Perrin, Paris, 2013, pages 152–155.

²¹² Olivier Wieviorka, op.cit., pages 152–155.

²¹³ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H12, série 4E303 « Affaires communales de Puivert », sous-série 4H « Mesures d'exception et faits de guerre ». Résistants : attestations délivrées par Olive Marius ex chef adjoint du Maquis de Picaussel, (1952-1954), par des représentants des FFI (1994). 1944-1954.

est accompagné de nombreux témoignages écrits qui attestent de l'implication concrète d'Olive dans la lutte contre l'occupant. Néanmoins, ce n'est qu'en 1979 que ces éléments sont rassemblés dans un dossier unique, publiquement exposé, permettant ainsi de redonner une certaine visibilité à ses actions. Si le cas de Marius Olive constitue une exception en matière de démarche administrative, il en est de nombreux autres qui, pour diverses raisons, n'ont jamais cherché à faire reconnaître officiellement leur engagement. Certains anciens maquisards préféraient garder le silence, non par honte, mais par conviction et par modestie, afin de ne pas dévoiler trop largement les détails de leurs actions. Dans les milieux locaux, plusieurs témoignages recueillis lors d'entretiens avec des habitants soulignent que « on ne parlait jamais de ce qu'on avait fait, c'était mieux ainsi ». Ce choix de discrétion a conduit à une méconnaissance permanente de l'étendue de l'action menée sur le terrain, et, par conséquent, à l'absence d'un soutien institutionnel post-conflit. Un exemple évocateur est celui d'un ancien combattant, dont la famille refusait que son nom figure dans les registres officiels de la Résistance. Bien qu'il ait activement participé à de nombreuses opérations dans la région, notamment dans des embuscades et des sabotages contre les forces occupantes, son identité fut volontairement occultée dans les archives administratives. Ce phénomène, récurrent dans plusieurs communes de l'Aude, témoigne d'un paradoxe, d'un côté, la société d'après-guerre célébrait l'héroïsme de la Résistance, tandis que, d'un autre, nombre de résistants demeurent dans l'ombre, leurs contributions individuelles sacrifiées au profit d'une mémoire collective épurée. Le retour à la vie civile ne fut pas exempt de violences ni de tensions. La période d'après-guerre fut marquée par ce que certains historiens qualifient de règlements de comptes locaux. Dans plusieurs régions de France, des anciens résistants se rendirent coupables d'exécutions sommaires envers des personnes jugées collaboratrices. Ces actes, motivés par un désir de justice expresse, voire par un sentiment de vengeance, viennent compléter un tableau déjà complexe où le souvenir de la guerre se mêle à des sentiments contradictoires de culpabilité et de soulagement²¹⁴. Cependant, pour le maquis de Picaussel, aucune archive fiable ne relève de tels règlements de comptes. Une erreur persistante sur certaines fiches Wikipédia, par exemple, accuse à tort le maquis de Picaussel d'avoir participé à la torture ayant conduit à la mort du comte Christian de Lorgeril. Il apparaît que cet acte aurait été commis par un groupe FTPF dirigé par Chiavacci, une figure controversée

²¹⁴ Henri Amouroux, *La Grande Histoire des Français après l'Occupation*. Volume n°9 : *Les Règlements de comptes*, 1999.

pour ses liens avec la Gestapo et suspectée d'avoir dénoncé Jean Bringer²¹⁵. Cette confusion illustre la difficulté d'établir une chronologie précise et de distinguer les actions des différents groupes de résistants, en particulier dans une période où les faits et gestes se mêlaient à des ajustements identitaires et des revendications de mémoire. La relecture minutieuse des archives post-conflit permet ainsi de mettre en lumière les actions authentiques du maquis de Picaussel et de nuancer certaines interprétations hâtives. Parallèlement aux difficultés individuelles de réinsertion, la reconnaissance institutionnelle du maquis de Picaussel en tant qu'unité combattante a fait l'objet de débats passionnés et de controverses. Active du 15 mars 1943 au 21 août 1944, cette formation a été officiellement rattachée au mouvement de l'Armée Secrète, le principal vecteur de la lutte intérieure en France. Toutefois, dans certains documents administratifs, le maquis de Picaussel apparaît également comme faisant partie de l'appareil de l'O.R.A., en raison de la présence d'officiers et de sous-officiers militaires au sein de ses rangs. Ce cumul d'affiliations traduit une réalité complexe où les résistants ne pouvaient être répertoriés sous une seule étiquette, reflétant ainsi la multiplicité des engagements et des réseaux actifs pendant la guerre. Malgré ces multiples filiations, le colonel Lucien Maury, dont le rôle fut déterminant dans l'organisation du maquis, a toujours préféré rattacher cette unité exclusivement au mouvement de l'Armée Secrète. Pour Maury, cette affiliation témoigne d'un savoir-faire particulier, d'une structure organisationnelle qui a permis de coordonner efficacement des opérations de sabotage, d'embuscades et de soutien logistique dans des zones difficiles d'accès²¹⁶. Cette reconnaissance institutionnelle, bien que tardive, met en lumière l'importance stratégique et symbolique du maquis dans la Libération de l'Aude. Elle confirme non seulement leur rôle opérationnel sur le terrain, mais souligne également la contribution déterminante de ces combattants dans la reconstitution d'une France libre. Des cérémonies de commémoration, parfois organisées plusieurs décennies après la guerre, ont permis de réhabiliter publiquement le maquis de Picaussel. Par exemple, lors d'une réunion annuelle des anciens combattants en 1995, plusieurs membres survivants témoignèrent de leur fierté d'avoir appartenu à un corps qui, malgré les difficultés d'après-guerre, avait su préserver un idéal de liberté et de justice²¹⁷. Ces événements

²¹⁵ Martial Andrieux, *Qui a assassiné M. Rouzaud-Roche en septembre 1944 à Carcassonne*, 2017, <http://musiqueetpatrimoinedecarcassonne.blogspot.com/archive/2017/03/09/qui-a-assassine-m-rouzaud-roche-e-n-septembre-1944-a-carcasso.html>. Consulté le 5 mai 2025.

²¹⁶ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 100.

²¹⁷ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 745 PER 1, série Périodique, Amicale des Anciens du maquis de Picaussel Bulletin de liaison 1995(n°s1-2) 1996(n°3) 1997(n°4) 1999(n°6) 2002(n°11)

contribuent à entretenir la mémoire collective, même si, paradoxalement, une grande partie des actions individuelles et les parcours administratifs restent méconnus.

II. Héritages de la Résistance : poursuite de carrières militaires, engagements politiques et transmission des idéaux

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la vallée de l'Aude, à l'instar de nombreuses régions rurales françaises, portait encore les marques profondes du conflit. Les toits éventrés, les ponts détruits et les terres agricoles dévastées témoignent autant des destructions matérielles que des traumatismes vécus par les populations. À Puivert, bourg rural situé entre collines et forêts, le souvenir des opérations menées par le maquis de Picaussel demeurait particulièrement présent, parachutages nocturnes d'armes, embuscades contre les forces d'occupation, répressions violentes et exécutions sommaires avaient laissé une empreinte durable dans les esprits. Si les cérémonies commémoratives, inaugurations de monuments, allocutions officielles, dépôts de gerbes, contribuaient à entretenir la mémoire collective, elles n'en donnaient souvent qu'une représentation figée et partielle, insuffisante à restituer l'ampleur et la continuité de l'engagement des résistants. Au-delà de ces hommages institutionnels, une partie significative des anciens maquisards poursuivit leur engagement après la Libération, souvent parce que le retour à une vie civile apaisée leur paraissait difficile, voire impossible. Habitué à l'intensité des opérations clandestines, au cadre structurant de la discipline militaire, mais aussi à une forte solidarité entre compagnons d'armes, certains résistants éprouvèrent une forme de désorientation face à la rupture brutale que représentait la fin des combats. Pour ces derniers, s'engager dans la 1^{ère} Armée française notamment dans les unités constituées à la fin de l'année 1944 par Lucien Maury et Marius Olive, telles que la 7^{ème} compagnie du 80^{ème} régiment d'infanterie, le 1^{er} bataillon du 81^{ème} régiment d'infanterie²¹⁸, ou encore le bataillon du commandant Maurice Allaux, relevait moins d'un choix idéologique que d'une nécessité psychologique et existentielle. Ces anciens du maquis prirent part aux opérations militaires menées en Alsace et en Allemagne entre janvier et mai 1945. Parmi eux, Roger Caux, Élie Conte, Jean Huc, François Déloustal et les frères Martin, dont Christophe périt à Gerstheim le 26 mars 1945²¹⁹, illustrent cette continuité de l'engagement. Pour ces hommes, l'achèvement de la défaite allemande

²¹⁸ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 148.

²¹⁹ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 745 PER 1, série Périodique, Amicale des Anciens du maquis de Picaussel Bulletin de liaison 1995(n°s1-2) 1996(n°3) 1997(n°4) 1999(n°6) 2002(n°11).

apparaissait comme une condition indispensable à l'instauration d'une paix durable. Leur expérience de la lutte armée acquise dans les forêts de l'Aude renforçait leur réputation de cohésion et de ténacité. Pour eux, la démobilisation semblait prématurée; les responsabilités du combat l'emportent sur les attentes d'une vie civile encore incertaine. À l'opposé, d'autres résistants considérèrent leur mission achevée dès la Libération. Aspirant à retrouver leur vie familiale, à reprendre une activité professionnelle ou agricole, ils firent le choix de se réinsérer dans la société civile. Souvent épuisés par les tensions physiques et morales accumulées pendant l'occupation, ces combattants déposèrent définitivement les armes afin de se consacrer à la reconstruction du territoire. Ce retour ne fut pas exempt de difficultés, pénuries de logements, désorganisation économique, lourdeurs administratives et traumatismes psychologiques faisaient de la vie civile un nouveau terrain d'épreuve. Pourtant, les compétences acquises dans les maquis, solidarité, débrouillardise, esprit d'initiative, facilitèrent la mise en œuvre de chantiers collectifs et de coopératives locales. Dans la vallée de l'Aude, de nombreuses initiatives émergèrent dès les premières années d'après-guerre. Sous l'impulsion d'anciens cadres de la Résistance, notamment Marius Olive, la réhabilitation des infrastructures rurales se mit en place, la bergerie communale de Puivert fut reconstruite dès 1946, relançant l'élevage ovin et contribuant à la reprise économique²²⁰. Ces efforts locaux de reconstruction furent marqués par une dynamique de solidarité, parfois plus efficace que l'action des services de l'État, alors confrontés à l'ampleur des besoins. Parallèlement à la reconstruction matérielle, les anciens résistants engagèrent un travail de mémoire structuré. Conscients que la transmission des valeurs de la Résistance ne pouvait se limiter à des cérémonies annuelles, ils fondèrent des associations dédiées à la conservation des archives et à la sensibilisation des jeunes générations. Ainsi fut créée, au début des années 1960, l'Association des Amis du Maquis de Picaussel, à l'initiative de Marius Olive et de l'épouse de Lucien Maury²²¹. Cette structure rassembla une documentation précieuse, carnets de mission, récits oraux, correspondances, rapports de liaison avec les Alliés. Ces archives constituent aujourd'hui un fonds exceptionnel, servent de base à de nombreux travaux historiques et contribuent à entretenir un lien intergénérationnel. De son côté, Lucien Maury joua un rôle moteur dans l'Amicale des Anciens Combattants de l'Aude. Cette organisation organise régulièrement des conférences, des expositions dans les établissements

²²⁰ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 103W25, série W Versements administratifs classés en série continue, rapports du service de reconstruction, 1946.

²²¹ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 745 PER 1, série Périodique, Amicale des Anciens du maquis de Picaussel Bulletin de liaison 1995(n°s1-2) 1996(n°3) 1997(n°4) 1999(n°6) 2002(n°11).

scolaires, ainsi que la publication de bulletins retraçant les actions des maquis. Chaque témoignage recueilli, chaque photographie contextualisée s'inscrivait dans une démarche pédagogique, il s'agissait de montrer que la Résistance fut bien davantage qu'une entreprise militaire, mais un engagement citoyen fondé sur les principes républicains de liberté, d'égalité et de fraternité. Certains anciens maquisards choisirent également de s'investir dans la vie publique locale. À Puivert, Marcel Ruffat, ancien logisticien du maquis, occupa la fonction de secrétaire de mairie. Grâce à lui, la distribution des matériaux de construction, bois, tuiles, fer, fut organisée de manière équitable, limitant les conflits entre habitants. Jean Huc, ancien sous-lieutenant, fut élu conseiller municipal dans une commune voisine. Il initia la création de coopératives agricoles et mit en place des cours d'alphabétisation pour adultes, persuadé que la lutte contre l'ignorance prolongeait symboliquement le combat contre l'oppression. Le parcours de Jules Jourda illustre particulièrement cette continuité entre engagement dans la Résistance et action au service de la collectivité. Membre du maquis de Picaussel dès 1943, il fut élu maire de Puivert à l'automne 1944. Sous son mandat, la route nationale 118, endommagée durant les combats, fut réouverte dès septembre 1945, facilitant la réinstallation des populations et la relance économique²²². Il fit également rouvrir l'école communale, fermée depuis 1942, et initia la construction d'une halle polyvalente, cofinancée par l'État et la population locale. Au-delà de ces réalisations matérielles, Jules Jourda s'impliqua activement dans l'entretien de la mémoire résistante. Chaque 15 août, il organisait une cérémonie commémorative près du calvaire de Lescale, dévoilant de nouvelles plaques en hommage aux maquisards tombés. Il créa également un « fonds Jules Jourda » au sein de la bibliothèque municipale, offrant aux chercheurs et aux élèves un accès direct aux archives du maquis²²³. Pour lui, la mémoire devait être vivante, transmise, et non figée dans une symbolique muséale. Ainsi, de 1945 aux décennies suivantes, la vallée de l'Aude constitua un exemple de reconstruction territoriale articulée autour de la mémoire, de la solidarité et de l'engagement civique. Les anciens maquisards, qu'ils aient poursuivi le combat militaire, opté pour la réinsertion civile ou intégré les sphères décisionnelles locales, contribuèrent à faire de leur expérience un socle de reconstruction sociale. Leur démarche, mêlant transmission, responsabilité collective et actions concrètes, rappelle que l'héritage de la Résistance ne se mesure pas seulement à l'aune des commémorations, mais aussi dans la capacité d'une société à faire vivre les valeurs pour lesquelles ils se sont battus.

²²² Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 103W25, série W Versements administratifs classés en série continue, rapports du service de reconstruction, 1946.

²²³ Bibliothèque municipale de Puivert, Fonds Jules Jourda, dossier n°3 : correspondance et documents administratifs, 1944-1947.

Chapitre 2. Reconstruire Lescale et inscrire le maquis de Picaussel dans la mémoire nationale

I. La renaissance du hameau de Lescale : reconstruction matérielle et résilience communautaire

C'est dans cette dynamique de résilience communautaire et de mémoire partagée que s'inscrivent désormais la reconstruction du hameau de Lescale et l'enracinement du maquis de Picaussel dans la mémoire nationale. Pour rappel, ce petit hameau de la commune de Puivert, composé de 27 maisons et d'environ 106 habitants, fut, le 9 août 1944, la cible d'une expédition punitive menée par les troupes allemandes en représailles à l'activité du maquis tout proche. Ce jour-là, sur ordre du lieutenant Brandt, les soldats nazis investirent le village, en expulsèrent brutalement les habitants, heureusement alertés à temps, puis procédèrent à un pillage méthodique avant d'y mettre le feu. À leur retour, les Lescalois ne retrouvèrent qu'un champ de ruines, seules l'église et l'école échappèrent aux flammes. Tout le reste, maisons, réserves alimentaires, bétail, biens personnels avait été détruit ou réquisitionné. Un rapport d'après-guerre décrit un "champ de ruines", les habitants redescendant dans la vallée découvrant "un village vidé, détruit, dévasté, où les souvenirs d'une vie rurale paisible ont été anéantis par le feu et la violence"²²⁴. Les troupes d'occupation n'avaient rien laissé derrière elles, les maisons furent fouillées de fond en comble, les meubles emportés, les objets précieux réquisitionnés, les réserves de nourriture, de céréales et de bétail transférées, notamment à Pexiora, selon une logique de prédation systématique. Le sort de Lescale rappelle, à bien des égards, celui d'autres villages martyrs comme Oradour-sur-Glane²²⁵, même si, ici, l'objectif n'était pas l'extermination de la population, mais l'intimidation

²²⁴ Auteur anonyme (correspondant local), *Lescale, le hameau martyr*, L'Écho du Languedoc, 25 août 2024, <https://www.echo-languedoc.fr/lescale-le-hameau-martyr/>. Consulté le 10 mai 2025.

²²⁵ Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) : village martyr anéanti le 10 juin 1944 par une unité de la division SS Das Reich. Ce jour-là, 643 civils, hommes, femmes et enfants, furent massacrés, les hommes fusillés, les femmes et enfants brûlés vifs dans l'église, avant que le village ne soit incendié. Dès novembre 1944, le gouvernement provisoire décida de conserver les ruines en l'état comme témoignage de la barbarie nazie. Classé monument historique en 1946, le site est devenu un haut lieu de mémoire nationale, renforcé par l'ouverture du Centre de la mémoire en 1999.

collective. Dès lors commence pour les Lescalois une période de survie marquée par l'exil, la précarité et l'incertitude. Certains habitants, ayant tout perdu, s'installent définitivement à Limoux ou dans d'autres communes, emportant avec eux les stigmates d'un passé brisé. D'autres, par attachement à leur terre ou par nécessité, restent sur place, vivant dans des conditions rudimentaires, dans des baraques de bois montées à la hâte, parfois à partir de matériaux récupérés dans les décombres ou issus des infrastructures allemandes abandonnées dans la précipitation. Ces abris de fortune, mal isolés, exposés au froid et infestés d'insectes, deviennent pendant plus d'une décennie le quotidien de familles entières. Une habitante évoque rétrospectivement une "maison peu confortable et très froide"²²⁶, témoignage direct de la rudesse des conditions de vie. La lenteur de la reconstruction s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, Lescale, hameau reculé et peu peuplé, n'était pas considéré comme prioritaire par les autorités de la Reconstruction, davantage focalisées sur les centres urbains et les axes économiques majeurs. D'autre part, l'administration française d'après-guerre, en pleine réorganisation, peinait à mettre en œuvre une politique cohérente pour les sinistrés ruraux. La première pierre ne sera posée qu'en mai 1948, soit près de quatre ans après la destruction, et il faudra attendre 1956 pour que la reconstruction du hameau soit véritablement achevée²²⁷. Cette durée exceptionnelle, douze ans, illustre à la fois les lenteurs bureaucratiques et l'inégalité territoriale face à l'effort national de reconstruction. Pourtant, cette renaissance fut rendue possible grâce à une mobilisation collective remarquable. Les communes voisines, en premier lieu Puivert et Chalabre, mais aussi Castelnaudary, Pexiora ou Camurac, jouèrent un rôle décisif. À travers des dons d'argent, de mobilier, d'outils, ou par la prise en charge directe de certains travaux, ces communautés locales manifestèrent une solidarité concrète et durable. À titre d'exemple, la commune de Camurac fournit des meubles et objets essentiels, tandis que des fonds furent levés à Pexiora, y compris par la revente de biens abandonnés par les troupes allemandes en fuite. Une opération significative est documentée, le 11 septembre 1944, la commune rachète de la viande abandonnée par les soldats allemands pour un montant de 1 575 francs²²⁸, réinjectant ainsi ces ressources dans

²²⁶ La Dépêche du Midi, « Puivert. Une "baraque" en souvenir du drame de Lescale », témoignage recueilli de Suzanne, 7 janvier 2011, <https://www.ladepeche.fr/articles/2011/01/07/puivert-une-baraque-en-souvenir-du-drame-de-lescale.html>. Consulté le 10 mai 2025.

²²⁷ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 2601W170, série W Versements administratifs classés en série continue, Souvenir du maquis de Picaussel : demande de subvention pour l'abri et stèle commémorative, 1993–1994.

²²⁸ La somme de 1575 francs de 1944, soit environ 15,75 nouveaux francs, correspond aujourd'hui à 75 à 100 euros, en tenant compte de l'inflation et de l'évolution des prix à la consommation depuis la Seconde Guerre mondiale.

l'économie locale²²⁹. Les archives révèlent également que le ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre autorise, dès 1949, le rachat de matériels abandonnés, tandis que le ministère des Armées procède, dès janvier 1946, à une donation en mémoire de la section des aviateurs ayant appartenu au maquis de Picaussel²³⁰. Des entreprises de Castelnaudary participent activement aux travaux, certaines sollicitant les allocations liées aux dommages de guerre. Le ministère de la Production industrielle se mobilise aussi, notamment en procédant à la réutilisation de baraquements de type allemand pour les intégrer au chantier de reconstruction. Fait notable, une main-d'œuvre particulière est mise à contribution, des prisonniers allemands sont employés sous la supervision des autorités locales, comme en atteste une lettre de l'ingénieur ECF²³¹ au maire de Puivert²³². Leurs soins médicaux sont d'ailleurs facturés²³³, preuve d'un encadrement administratif rigoureux. Au-delà des institutions, la reconstruction repose également sur l'engagement de figures locales issues de la Résistance. Olive Jean, ancien maquisard et membre du conseil municipal, joue un rôle actif dans la coordination des chantiers²³⁴. Sa double légitimité, celle du combattant et celle de l' élu, en fait un acteur-pont entre mémoire et reconstruction. Sur le plan des indemnisations, les démarches entreprises par les familles sinistrées, comme celle de la famille Pic, débouchent parfois sur des remboursements partiels, bien que souvent longs et complexes. Les archives municipales font état de demandes justifiées par le pillage des biens et la destruction des cultures, notamment les champs incendiés sciemment par les troupes nazies. Un rapport officiel de la mairie de Puivert chiffre le coût total des réparations nécessaires à plus de cinq millions de francs²³⁵, une somme considérable pour une si petite communauté. Malgré l'ampleur du drame, la reconnaissance mémorielle nationale se fit attendre. Ce n'est qu'en 2011, soit soixante-sept ans plus tard, qu'une première

²²⁹ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, *ibid.*

²³⁰ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, *op.cit.*

²³¹ Ingénieur ECF est un fonctionnaire ou technicien supérieur rattaché à un service public ou un établissement de construction (possiblement "Établissements de Constructions de France" ou "Établissements de Constructions Ferroviaires"), chargé de superviser des travaux civils ou industriels. Dans le contexte de l'après-guerre, il pouvait diriger des chantiers utilisant une main-d'œuvre particulière, notamment des prisonniers de guerre allemands encadrés par les autorités françaises.

²³² Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, *ibid.*

²³³ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, cote 4E303/4H22, Hameau de Lescales. Reconstruction du hameau suite à l'incendie par l'armée allemande : plans de reconstruction, devis, listes de matériel, délibérations, correspondance, etc. 1944–1956. Dossier Paul Walter, 1944–1996.

²³⁴ Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, cote 2601W170, série W Versements administratifs classés en série continue, Souvenir du maquis de Picaussel : demande de subvention pour l'abri et stèle commémorative, 1993–1994.

²³⁵ La somme de 5 millions de francs de 1944 représenterait aujourd'hui un pouvoir d'achat équivalent à environ 240 000 à 320 000 euros, selon les estimations fondées sur l'inflation et l'évolution des prix depuis la Seconde Guerre mondiale. Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, *op.cit.*

commémoration officielle voit le jour sous la forme d'une "baraque du souvenir", édifée symboliquement sur les lieux mêmes du hameau détruit. Ce retard révèle le décalage fréquent entre les vécus locaux de la guerre et leur intégration dans la mémoire nationale. Pourtant, cette initiative tardive n'en constitue pas moins un moment fort de transmission et de reconnaissance. Elle vient consacrer un processus enclenché bien plus tôt, fondé sur l'engagement des anciens résistants, des élus locaux et des habitants qui, en refusant l'abandon, ont fait de la reconstruction de Lescale un acte de mémoire active. À travers cette résilience s'incarne une certaine idée de la République. Une République enracinée dans les territoires, portée par la solidarité des communes, appuyée par l'État, mais surtout animée par la volonté des citoyens. Le hameau de Lescale, en dépit de sa marginalité géographique, devient ainsi un symbole fort de la Résistance et de la réconciliation, de la destruction et de la renaissance, de la mémoire blessée mais vivante. Cette reconstruction matérielle est indissociable d'une reconstruction morale, où le souvenir des combats de 1944 nourrit les engagements civiques d'après-guerre. Le cas de Lescale illustre enfin, avec une acuité poignante, combien la guerre ne s'arrête pas à la cessation des combats, elle se prolonge dans les ruines à rebâtir, les pertes à réparer, les mémoires à panser.

II. De la mémoire vivante à la commémoration nationale : le maquis de Picaussel dans l'histoire de la Résistance

La mémoire du maquis de Picaussel s'inscrit dans une dynamique de résilience, où la reconstruction matérielle des lieux s'accompagne d'une réparation symbolique des consciences. Initialement portée par les récits des anciens combattants et des familles de Lescale, cette mémoire s'est progressivement structurée autour de commémorations locales, de parcours patrimoniaux balisés par des bornes explicatives, et de transmissions orales lors de cérémonies scolaires ou associatives. Des initiatives citoyennes, telles que la “veillée de la braise” et les dépôts de gerbes au monument de Puivert, ont élargi leur audience, touchant d'abord l'ensemble du département, puis le niveau national²³⁶. L'instauration de journées du souvenir, la pose de plaques officielles et l'intégration de ces événements dans les programmes scolaires ont permis au maquis de Picaussel de passer d'une mémoire locale à une reconnaissance institutionnelle de la Résistance. Depuis 1945, les habitants du Pays de Sault commémorent le sacrifice de “Ceux de Picaussel”. Si ces hommages furent d'abord ponctuels et intimistes, ils se sont institutionnalisés au fil des décennies. Chaque année, notamment début août en mémoire des combats de 1944, ou le 27 mai lors de la Journée nationale de la Résistance, les municipalités organisent des cérémonies au hameau martyr de Lescale, autour de la “baraque du Souvenir”, reconstituée en 2011 d'après les habitations brûlées²³⁷. Les journaux locaux témoignent d'un engagement constant des élus et du Souvenir Français. Par exemple, le 2 août 2020 à Puivert, les conseillers municipaux ont rendu hommage aux maquisards aux côtés du maire. Le 27 mai 2022 à Belvis, la municipalité et le président des Anciens Combattants ont célébré solennellement pour la première fois dans cette commune ce devoir de mémoire²³⁸. Le 7 août 2022, la ville de Puivert, l'association Les Amis de Lescale et la Délégation générale du Souvenir Français de l'Aude ont organisé une

²³⁶ La Dépêche du Midi, édition de l'Aude, « Puivert. La mémoire de "Ceux de Picaussel" a été honorée », 8 août 2020, <https://www.ladepeche.fr/2020/08/08/la-memoire-de-ceux-de-picaussel-a-ete-honoree-9012127.php>. Consulté le 11 mai 2025.

²³⁷ Nicolas Van Den Bussche, l'indépendant, La Baraque du Souvenir est inaugurée à Lescale, 9 mai 2011, <https://www.lindependant.fr/2011/08/09/la-baraque-du-souvenir-est-inauguree-a-lescale.49837.php>. Consulté le 12 mai 2025.

²³⁸ La Dépêche du Midi, « Belvis : hommage aux héros du maquis de Picaussel », 9 juin 2022, <https://www.ladepeche.fr/2022/06/09/belvis-hommage-aux-heros-du-maquis-de-picaussel-10347368.php>. Consulté le 12 mai 2025.

cérémonie devant la baraque du Souvenir, en présence des autorités civiles et militaires. Cette tendance s'est accentuée lors des commémorations nationales majeures. Le 6 août 2023, la Délégation générale du Souvenir Français et la mairie de Puivert ont de nouveau rendu hommage aux maquisards “Morts pour la France” , en présence d’officiers et d’élus²³⁹. Le 4 août 2024, à l'occasion du 80e anniversaire de la Libération, une cérémonie labellisée a réuni sous-préfet, député, conseillère départementale, représentants de l’armée et du Souvenir Français²⁴⁰. Parallèlement, l'implication des jeunes générations illustre la vitalité et l'évolution de ces commémorations. Depuis plusieurs années, écoles et collèges organisent des “sorties mémoire” sur les traces du maquis. Des ateliers pédagogiques sur les monuments aux morts, l’histoire de Lescale, les combats d’août 1944, etc., sont proposés aux élèves, souvent avec l’appui du Souvenir Français et des associations locales. Ces visites s’achèvent systématiquement par une cérémonie en l’honneur des résistants, où les enfants déposent des gerbes ou la Flamme du Souvenir devant la stèle de Lescale. En juin 2019, des élèves de CM1-CM2 ont ainsi remis la flamme²⁴¹, et en mai 2016, 80 collégiens de Bram ont chanté la Marseillaise lors d’un hommage final²⁴². Le Souvenir Français note d’ailleurs sa collaboration avec le collège de Bram et les Amis de Lescale pour ces actions pédagogiques, et souligne la nécessité d’intégrer la “génération jeune” à ses activités, notamment à travers des diplômes de gardien de la mémoire et des concours de la Résistance²⁴³. Ces initiatives, ainsi que le soutien institutionnel, comme l’aide départementale à un projet de film sur le maquis de Picaussel en 2025, témoignent d’un renouveau dans la transmission de cette mémoire²⁴⁴. En somme, les commémorations du maquis de Picaussel ont acquis une stabilité locale au fil du temps. Elles mobilisent désormais les autorités municipales et départementales, les associations d’anciens combattants et de mémoire, les écoles, autour d’un même récit historique. Elles s’inscrivent profondément dans la mémoire collective de la région du Pays

²³⁹ Le Souvenir Français, « C’était hier : album n° 42 », <https://le-souvenir-francais.fr/album/cetaithier-42/#jp-carousel-62275>. Consulté le 12 mai 2025.

²⁴⁰ Préfecture de l’Aude, « 80 ans de la Libération dans l’Aude », Actualités, 4 août 2024, <https://www.aude.gouv.fr/Actualites/80-ans-de-la-Liberation-dans-l-Aude>. Consulté le 12 mai 2025.

²⁴¹ La Dépêche du midi, L’école primaire en visite au maquis de Picaussel, 28 juin 2019, <https://www.ladepeche.fr/2019/06/28/lecole-primaire-en-visite-au-maquis-de-picaussel.8283047.php>. Consulté le 13 mai 2025.

²⁴² La Dépêche du Midi, « 80 élèves de St-Ex au maquis de Picaussel », <https://www.ladepeche.fr/article/2016/05/25/2351045-80-eleves-de-st-ex-au-maquis-de-picaussel.html>. Consulté le 13 mai 2025.

²⁴³ Le Souvenir Français, « C’était hier : album n° 41 », présentant la remise du certificat d’engagement en qualité de « Gardien de la Mémoire » aux élèves du collège Saint-Exupéry de Bram (Aude) et les projets pédagogiques menés avec les Amis de Lescale, <https://le-souvenir-francais.fr/album/cetaithier-41/>. Consulté le 13 mai 2025.

²⁴⁴ Mairie de Puivert, Budget citoyen CD 11 - film le Maquis de Picaussel, 15 avril 2025, https://www.puivert.fr/actualites.php?data_id=1&dbox_id=350. Consulté le 13 mai 2025.

de Sault, tout en évoluant, si le cérémonial traditionnel perdure, on observe un renouvellement du contenu, avec des ateliers didactiques et l'implication des jeunes, et du contexte, avec des anniversaires remarquables et de nouveaux publics. Il reste que cette mobilisation repose encore largement sur les associations locales, et qu'il n'y a pas, a priori, de participation populaire massive en dehors des commémorations officielles, signe peut-être d'une certaine "fatigue" à maintenir cette mémoire vivante au quotidien. Toutefois, les exemples récents montrent que le "souffle" du souvenir n'est pas éteint, et que la transmission à la jeunesse continue d'en raviver la flamme. Depuis les premiers récits de Lucien Maury, instituteur devenu chef du maquis de Picaussel, qui publia en 1975 son témoignage *Le Maquis de Picaussel : de l'Aude au Danube*²⁴⁵, une fresque de 233 pages riche en illustrations et en récits de terrain, l'historiographie locale ne cessa de s'enrichir. En 1980 parut, sous l'égide du Comité d'Histoire de la Résistance du département de l'Aude, le volumineux diptyque *La Résistance audoise (1940-1944)* de Maury lui-même, où le maquis de Picaussel occupe une place centrale²⁴⁶. L'ouvrage offre une mise en perspective départementale agrémentée de nombreuses annexes et de documents officiels. Dans les années 1990 et 2000, cette mémoire se manifesta aussi dans des publications collectives et des articles de revues locales qui, à travers fiches et bulletins, diffusaient des synthèses accessibles aux non-spécialistes, rappelant les principales actions menées contre l'occupant et soulignant le rôle crucial des réseaux de ravitaillement. Dès les lendemains de la Libération, les premières plaques commémoratives furent posées dans les hameaux de Lescale et de Nébias. Au début des années 2010, la Fédération Chemins de Mémoire installa de nouveaux panneaux explicatifs, notamment à Nébias et au site de la grotte du Planal, intégrant le parcours du maquis dans un réseau touristique et éducatif²⁴⁷. À l'instar du "Sentier de la Liberté" balisé par les Sentiers du Cirque de Quillan, ces aménagements ont permis de conjuguer souvenir et loisir, en proposant aux randonneurs une immersion dans les paysages où œuvrèrent les hommes de Picaussel. Dans le champ académique, l'intérêt se manifesta sous la forme de mémoires universitaires et de travaux de fin d'études. Sans être consacrés exclusivement à Picaussel, ils examinèrent sa place dans la Résistance audoise et soulevèrent la question de la transmission intergénérationnelle. Ces recherches, souvent soutenues par les archives départementales, analysèrent la constitution des fichiers de résistants, la dispersion

²⁴⁵ Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975.

²⁴⁶ Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940-1944*, Tomes I et II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980.

²⁴⁷ Pyrénées Audoises, « Chemins de mémoire », 19 août 2024, <https://www.pyreneesaudois.com/2024/08/19/chemins-de-m%C3%A9moire/>. Consulté le 14 mai 2025.

des archives manuscrites, et le rôle des témoins survivants dans le façonnement du récit officiel. À partir de 2018, la mise en ligne partielle des archives du Souvenir Français et des fonds photographiques audois a ouvert de nouvelles perspectives aux chercheurs et aux pédagogues, facilitant l'accès à des documents jusqu'alors conservés dans des coffres²⁴⁸. Cette numérisation, encouragée par un financement départemental, accompagne désormais les ateliers scolaires sur site, permettant aux élèves de consulter *in situ* lettres, ordres écrits et clichés originaux. La volonté de conjuguer mémoire et création contemporaine s'est traduite en 2025 par la production d'un film historique financé par les budgets citoyens de l'Aude, destiné à être diffusé dans les collèges et à enrichir les archives visuelles disponibles. Ce projet, piloté par l'association Les Amis de Lescale, répond à la nécessité de renouveler les supports et d'intégrer les outils audiovisuels dans la perpétuation de cette mémoire locale.

²⁴⁸ Archives Départementales de l'Aude, consultation en ligne des archives du Souvenir Français, <https://archivesdepartementales.aude.fr/les-archives-en-ligne>. Consulté le 12 mai 2025.

Conclusion

Le maquis de Picaussel incarne bien plus qu'un simple lieu de résistance contre l'occupant allemand ; il symbolise l'engagement des populations rurales du sud de la France dans un combat désespéré mais profondément déterminé pour la liberté. Au cœur de l'Aude, ce maquis apparaît comme un microcosme de la Résistance française, à la fois enracinée dans la communauté locale et tournée vers un objectif national plus large. Il se distingue par son organisation communautaire, l'implication directe des civils et par la manière dont il a su articuler une lutte militaire avec une résistance populaire profondément enracinée. Cet aspect de la Résistance mérite une attention particulière, car il illustre la capacité de mobilisation d'une partie de la population face à l'occupation allemande, mais également face aux politiques répressives mises en œuvre par l'État français sous le régime de Vichy. Les origines du maquis de Picaussel, marquées par la constitution des premiers groupes de résistants sous la houlette de Lucien Maury, démontrent que cette résistance ne s'est pas simplement formée dans un contexte de chaos, mais qu'elle répondait à une violence systématique et à une trahison perçue de l'État français. Le sentiment de trahison par le gouvernement de Vichy, associé à l'effondrement militaire de 1940 et à l'occupation allemande, a propulsé les populations rurales dans une résistance parfois spontanée mais souvent très structurée. Les premiers groupes de résistants se sont constitués dans un besoin vital de défense et de préservation de la liberté, non seulement par la lutte armée, mais aussi en résistant à la déshumanisation de l'occupant. Ce contexte a été amplifié par l'isolement relatif de la région. En effet, l'Aude, tout comme de nombreuses autres zones rurales, a connu une forme de "guerre d'ombre", où les actes de résistance étaient souvent discrets et clandestins. Cette proximité avec la nature et le terrain permettait à ces résistants de jouer un rôle essentiel dans les stratégies militaires, en exploitant la topographie pour mener des embuscades et des coups de main efficaces contre les troupes d'occupation. L'événement du parachutage erroné de 1943, destiné initialement à un autre groupe mais réceptionné par le maquis de Picaussel, représente un tournant stratégique pour cette organisation. Cet incident, à première vue un simple accident logistique, a eu des répercussions majeures. En effet, cet événement symbolise la manière dont une erreur logistique peut se transformer en pivot stratégique. Ce moment charnière a renforcé la cohésion interne du groupe, permettant de

structurer davantage l'action armée et de conférer à cette résistance un caractère plus organisé et plus légitime. Le maquis a ainsi renforcé sa capacité à mener des actions plus audacieuses, consolidant son rôle dans la résistance contre l'occupant. Cet épisode souligne l'importance des petites erreurs logistiques dans le cadre d'un conflit où chaque détail compte. En effet, ce parachutage n'était pas seulement un acte de soutien matériel, il a également consolidé l'unité du maquis, en offrant une légitimité à l'action armée et en renforçant la solidarité entre les membres. Une autre caractéristique marquante du maquis de Picaussel est sa capacité à s'organiser de manière coordonnée avec d'autres groupes de résistance, tels que l'Armée Secrète dans l'Aude. La solidarité intergroupe a joué un rôle essentiel dans le renforcement de l'effort de résistance. Raoul de Volontat, figure clé dans l'organisation des parachutages et du soutien logistique, illustre cette capacité à tisser des liens solides entre différents groupes de résistants. Cette collaboration a permis d'unir des résistants issus de diverses origines sociales et idéologiques, mais tous animés par un même objectif, la libération du territoire. Cette solidarité a aussi pris la forme d'une coopération entre les résistants et les civils. Les familles des hameaux voisins ont été des actrices invisibles mais essentielles, soutenant le maquis à travers des actions quotidiennes comme l'accueil des parachutages, le transport d'armes, la transmission de messages ou encore la fourniture de nourriture et de cachettes. Ces soutiens étaient souvent réalisés au péril de leur vie, mettant en évidence le rôle crucial des civils dans la lutte contre l'occupant. Ce soutien matériel et moral a non seulement permis au maquis de perdurer, mais il a aussi constitué un acte de résistance en soi, dans un contexte où la moindre complicité pouvait mener à des représailles brutales. De plus, l'implication des femmes dans ces activités, bien qu'encore largement sous-estimée, a été primordiale. Elles ont joué un rôle clé en garantissant la continuité des activités du maquis tout en assurant la sécurité des résistants et en maintenant les liens avec les civils. Leur rôle, souvent invisible dans les récits historiques traditionnels, mérite d'être mis en lumière pour mieux comprendre la diversité des acteurs ayant contribué à cette résistance. Malgré la richesse de l'histoire du maquis de Picaussel, plusieurs questions demeurent sans réponses. Le manque de documents précis sur certains aspects des réseaux de soutien extérieurs du maquis, en particulier concernant ses relations avec les alliés, constitue une lacune majeure dans la compréhension de l'ampleur stratégique de ce groupe. Les archives disponibles concernant les interactions avec les services secrets britanniques ou américains sont fragmentées et souvent inaccessibles, ce qui empêche une analyse plus complète de ces relations. Ce vide documentaire représente une réelle difficulté pour les historiens et les chercheurs, qui sont contraints de combler ces lacunes avec des témoignages oraux ou des documents secondaires,

parfois imprécis ou biaisés. Une meilleure accessibilité aux archives internationales, notamment celles concernant les parachutages et les communications avec les alliés, pourrait permettre de mieux comprendre l'implication du maquis dans le cadre des grandes opérations de la Résistance et de la libération de la France. En outre, l'aspect symbolique et mémoriel du maquis de Picaussel reste partiellement flou. Bien que l'importance du maquis dans la libération de la région soit bien documentée, son impact sur la mémoire collective de la région a été largement négligé. Les commémorations actuelles, bien qu'elles rendent hommage à la résistance, ne reflètent pas toujours la réalité de l'engagement quotidien de ces résistants. De plus, ces événements sont souvent perçus à travers le prisme d'une vision idéalisée, sans rendre pleinement compte des sacrifices et des contradictions inhérents à la lutte. Face à ces lacunes et défis, plusieurs pistes de réflexion s'ouvrent pour prolonger cette étude. D'abord, une recherche approfondie sur l'après-guerre permettrait de mieux comprendre la reconstruction des communautés de résistants après la libération. Comment ces anciens combattants ont-ils réintégré la société civile ? Comment ont-ils été reconnus ou oubliés dans l'après-guerre, et comment leur expérience a-t-elle été transmise aux générations suivantes ? Une autre piste de recherche serait d'examiner la réception de l'héritage du maquis de Picaussel dans les cultures populaires contemporaines. Les représentations du maquis dans la littérature, le cinéma et les arts visuels peuvent offrir des clés pour comprendre comment cette mémoire continue d'influencer l'identité régionale et nationale. Enfin, il serait pertinent d'élargir les études sur la mémoire de la Résistance en général, en explorant les différentes manières dont ces petites histoires s'intègrent dans le grand récit de la résistance nationale. Cette approche permettrait de valoriser les résistances locales comme autant de fragments d'une mémoire collective, et de mieux comprendre leur place dans l'histoire de la France contemporaine.

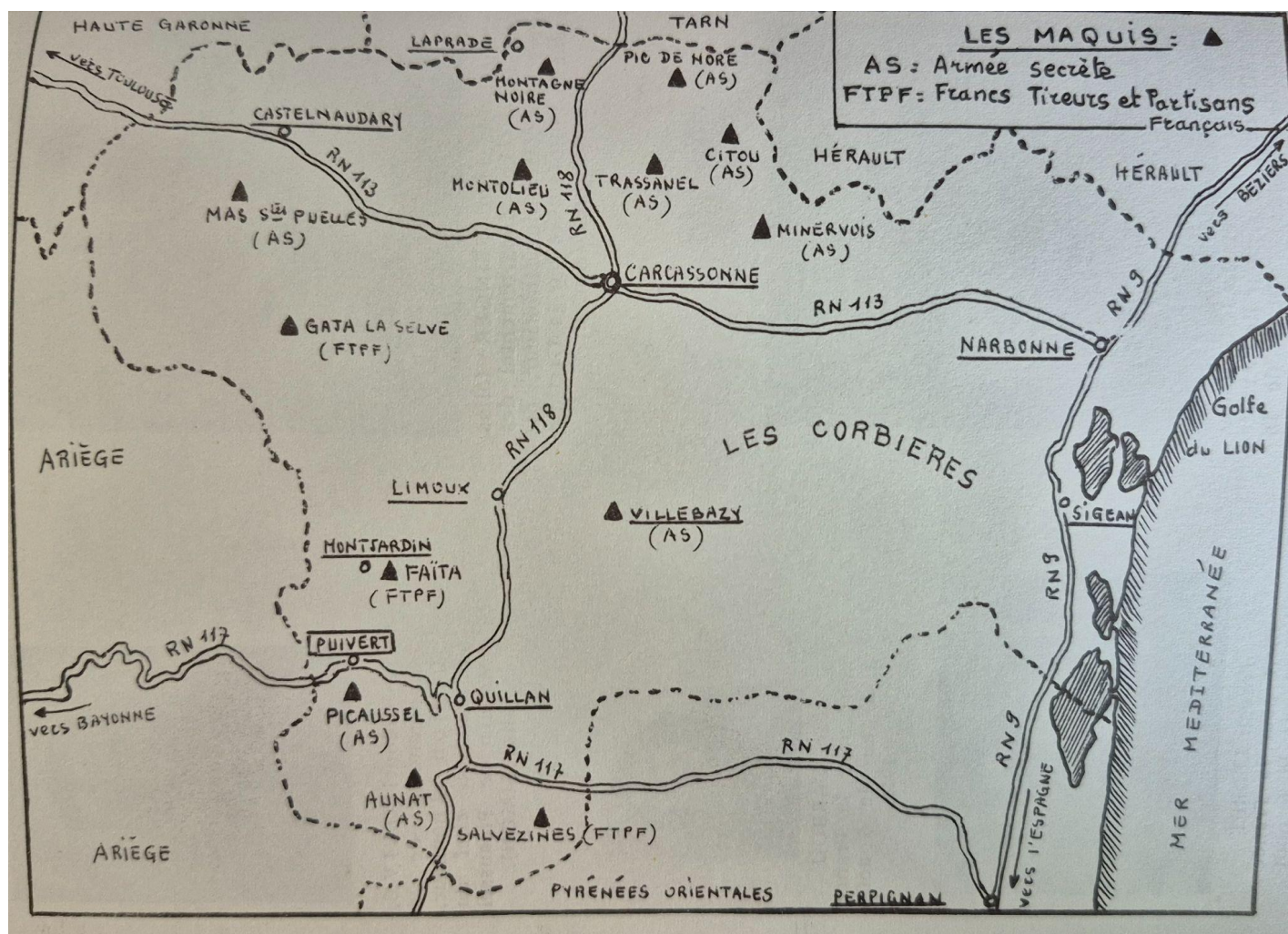
Annexes



Annexes 1 : Carte des différentes zones de la France à l'été 1940

Source : Armée de Terre 2022, 1942 – 1945 : Militaires en résistance, 08 juin 2018,

<https://archives.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/1942-1945-militaires-en-resistance.html>



Annexes 2 : Carte de Lucien Maury sur les différents maquis audois et leurs emplacements

Source : Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 80.



**Annexes 3 : Photo du colonel Lucien Maury, alias Capitaine Franck, ex-chef du
Maquis AS de Picaussel**

**Source : Martial Andrieux, *Lucien Maury (1915-1988), chef du maquis de Picaussel*, 08
mai 2019,**

<http://musiqueetpatrimoinedecarcassonne.blogspot.com/archive/2019/05/08/lucien-maury-1915-1988-chef-du-maquis-de-picaussel-3137731.html>



Annexes 4 : Photo de Jean Bringer alias Myriel

**Source : Claude Marquié, « *Jean Bringer, chef militaire de la Résistance audoise* », La
Dépêche du Midi, 29 novembre 1998,**

<https://www.ladepeche.fr/article/1998/11/29/161689-jean-bringer-chef-militaire-de-la-resistance-audoise.html>



Annexes 5 : La section des aviateurs.

A gauche et à droite de la photo, portant casquettes, l'adjudant-chef François Malayrach et le sergent Justin Baudry, qui seront tués le 27 juillet 1944. On reconnaît également Jacques Roques (3e debout en partant de la gauche), Justin Navarro (8e debout en partant de la gauche), Jean Hernandez dit Tanette (9e debout en partant de la gauche). Accroupi, René Maugard, (1er en partant de la droite).

Source : Photos de Maurice Mazon (maquisard à Picaussel), Copyright François Gabarre,

<http://chalabre24hactus.blogspot.com/archive/2020/12/07/sur-le-sentier-des-maquisards-3157719.html>



Annexes 6 : Mazon et le prisonnier

Source : Photos de Maurice Mazon (maquisard à Picaussel), Copyright François Gabarre,

<http://chalabreparamazon.blogspirit.com/archives/category/picaussel-maquis/index-2.html>



Annexes 7 : Maurice Mazon; Adrien Fournié, le prisonnier Allemand; Georges Subreville; Marcel Mauger (de gauche à droite)

Source : Photos de Maurice Mazon (maquisard à Picaussel), Copyright François Gabarre,

<http://chalabreparamazon.blogspot.com/archives/category/picaussel-maquis/index-2.html>

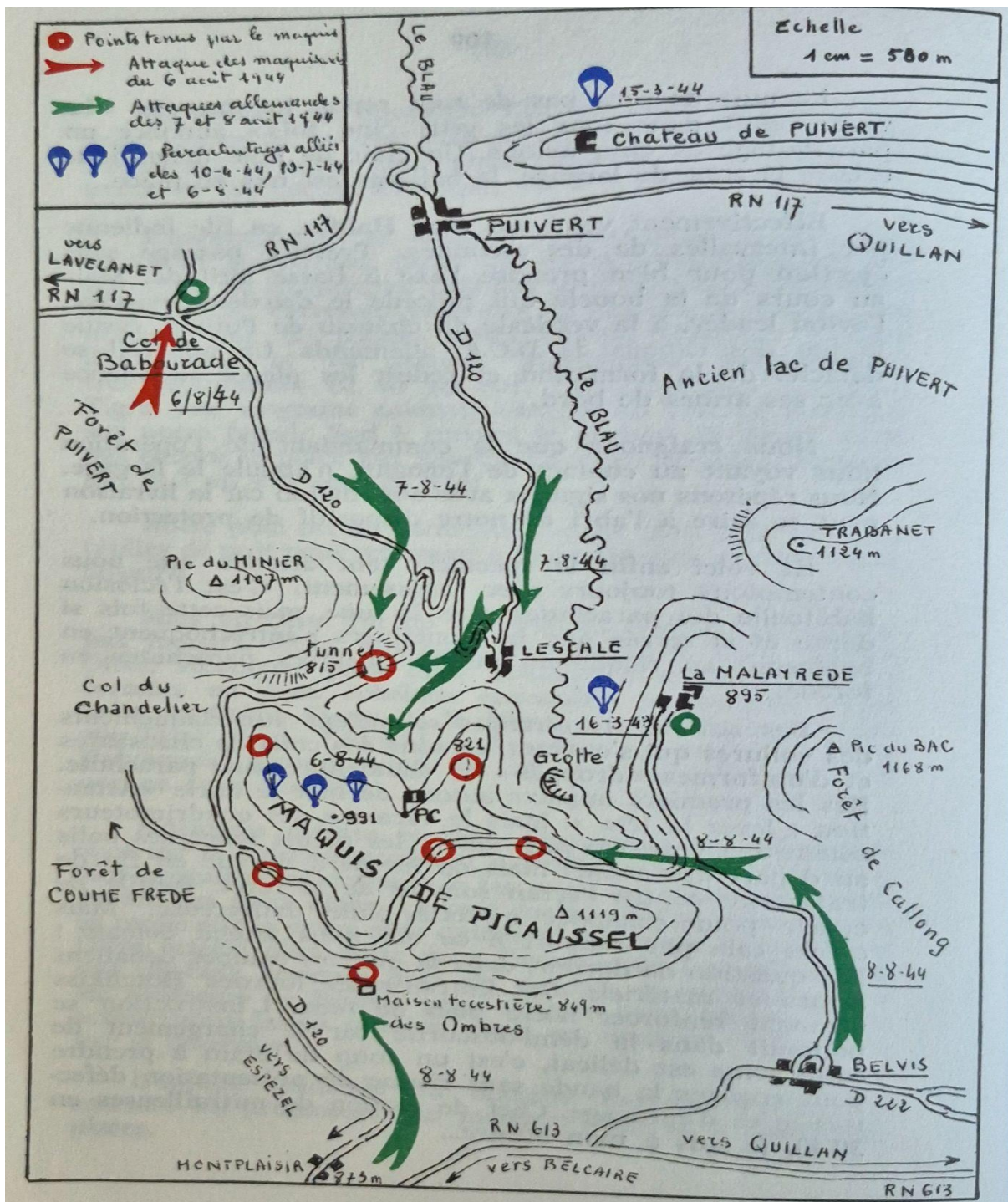


Annexes 8 : Liaison à Chalabre de la Résistance de l'Aude avec les guérilleros espagnols de l'Ariège. Rang de devant : 2e à partir de la gauche le commandant Guy David. Au centre, un officier canadien parachuté. Au 3eme rang : Lucien Maury.

Sources : Photos de Maurice Mazon (maquisard à Picaussel), Copyright François Gabarre,

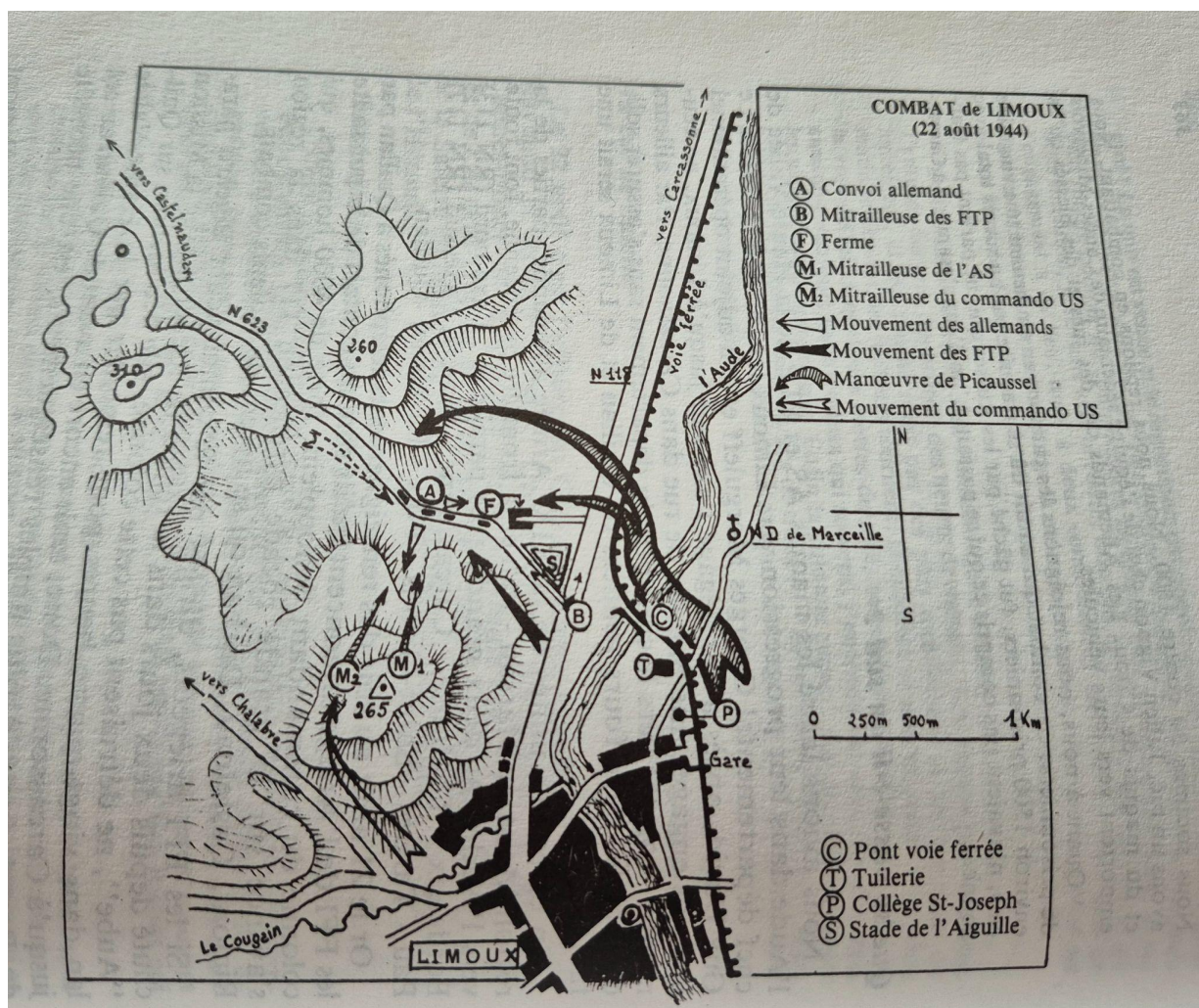
<http://chalabreparmazon.blogspot.com/archives/category/picaussel-maquis/index-2.html>

Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 129.



Annexes 9 : Schéma de Lucien Maury sur l'attaque allemande de Picaussel du 6 au 8 août 1944

Source : Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 110.



**Annexes 10 : Schéma de Lucien Maury du combat pour la libération de la ville
de Limoux, le 22 août 1944**

Source : Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne,
Comité d'histoire
de la Résistance du département de l'Aude, 1980, page 364.



**Annexes 11 : Le maquis de Picaussel à Puivert lorsque celui-ci participe à la
Libération de la Haute Vallée de l'Aude**

**Source : Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975,
page 137.**



Annexes 12 : 14 juillet 1944 défilé dans le village de Puivert

Sources : Sentiers du Cirque de Quillan , « *Le Maquis de Picaussel* », consulté le 19 mai 2025, <https://www.sentiers-quillan.fr/maquis-de-picaussel/>.

Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975, page 137.



Annexes 13 : La baraque du souvenir à Lescale

Sources : Photographie personnelle prise le 1er novembre 2024.



Annexes 14 : Poste de commandement du maquis de Picaussel

Sources : Sentiers du Cirque de Quillan , « *Le Maquis de Picaussel* », consulté le 19 mai 2025, <https://www.sentiers-quillan.fr/maquis-de-picaussel/>.



**Annexes 15 : Stèle rendant hommage à la mémoire de Jean Carbou et Joseph
Lebret**

Sources : Photographie personnelle prise le 1er novembre 2024.

Archives départementales de l'Aude – Site de Carcassonne :

-Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H22, série 4E303 « Affaires communales de Puivert », sous-série 4H « Mesures d'exception et faits de guerre ». Reconstruction du hameau suite à l'incendie par l'armée allemande : plans de reconstruction, devis, listes de matériel, délibérations, correspondance, etc. 1944–1956. Dossier Paul Walter, 1944–1996.

-Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 4E303/4H12, série 4E303 « Affaires communales de Puivert », sous-série 4H « Mesures d'exception et faits de guerre ». Résistants : attestations délivrées par Olive Marius ex chef adjoint du Maquis de Picaussel, (1952-1954), par des représentants des FFI (1994). 1944-1954.

-Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 2601W170, série W Versements administratifs classés en série continue, Souvenir du maquis de Picaussel : demande de subvention pour l'abri et stèle commémorative, 1993–1994.

-Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 92W189, série W Versements administratifs classés en série continue, Rapport de gendarmerie sur la découverte de parachutage à Puivert, avril 1943.

-Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 745 PER 1, série W Périodique, Amicale des Anciens du maquis de Picaussel Bulletin de liaison 1995(n°s1-2) 1996(n°3) 1997(n°4) 1999(n°6) 2002(n°11).

- Archives départementales de l'Aude Marcel Rainaud, Carcassonne, côte 103W25, série W Versements administratifs classés en série continue, rapports du service de reconstruction, 1946.

-Archives départementales de l'Aude, Carcassonne, côte 108W76, série W « Archives contemporaines », versement de la préfecture de l'Aude. Répression et mesures d'exception : exécutions de résistants, fusillés de Baudrigues, procès-verbaux, listes, correspondance administrative. 1944-1945.

Exposition documentaire :

-102 W Fonds de la Préfecture de l'Aude (Légion française des combattants, SOL, Milice, etc.), 1937–1958.

<https://archivesdepartementales.aude.fr/sites/default/files/media/files/102W120.pdf>.

-Archives départementales de l'Aude, Résistances et clandestinité dans l'Aude, Exposition réalisée par les Archives départementales de l'Aude, présentée à Carcassonne du 11 octobre 2010 au 7 janvier 2011,

https://archivesdepartementales.aude.fr/sites/default/files/media/files/AD11_004Phv026_001.pdf

-Archives Départementales de l'Aude, consultation en ligne des archives du Souvenir Français, <https://archivesdepartementales.aude.fr/les-archives-en-ligne>. Consulté le 12 mai 2025.

Sources mémorielles et témoignages :

-Lucien Maury, *Le maquis de Picaussel, de l'Aude au Danube*, Quillan, 1975.

Archives Bibliothèque Municipale de Puivert :

- Bibliothèque municipale de Puivert, Fonds Jules Jourda, dossier n°3 : correspondance et documents administratifs, 1944-1947.

Bibliographie :

Ouvrages généraux :

-Dominique Lormier, *Les FFI au combat*, Chap. X : Le maquis de Picaussel, Éd. Jacques Grancher, 1994.

-Fabrice Grenard et Jean-Pierre Azéma, *Les Français sous l'Occupation en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2016.

-Henri Amouroux, *La Grande Histoire des Français après l'Occupation*. Volume n°9 : *Les Règlements de comptes*, 1999.

-Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance 1940–1945*, Paris, Perrin, 2013.

-Paul Aussaresses, *Pour la France : Services spéciaux 1942-1954*, éditions du rocher, 2001.

-Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande : 1940–1944*, Paris, Seuil, 1973.

-Pierre Vidal-Naquet, *La vie sous l'Occupation*, Paris, Gallimard, 1974.

-Robert Paxton, *La France de Vichy, 1940–1944*, Paris, Seuil, 1973.

Ouvrages départementaux :

-Julien Allaux, *La Résistance en Aude*, Carcassonne, Éditions du Centre Départemental de Documentation Pédagogique de l'Aude, 1991.

-Julien Allaux, *La 2e guerre mondiale dans l'Aude*, Épinal, Éditions du Sapin d'Or, 1986, page 193.

-Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome I, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980.

-Lucien Maury, *La Résistance audoise : 1940–1944*, Tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980.

Ouvrage collectif :

-Amicale des Anciens du Maquis de Picaussel, Opuscule sur le maquis de Picaussel, édité avec le concours du Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et du Conseil départemental

de l'Aude, 2016.

Sitographie :

-Dictionnaire Larousse, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/maquis/49319>
Amicale de Mauthausen – déportés, familles et amis, 54079-Monument Mauthausen III.

-Chritian Moralès, Dans le silence ses sous-bois de Picaussel.

-André Balent, Maitron, notice CATHALA Augustin, François, prénommé communément « Auguste », version mise en ligne le 18 août 2018, dernière modification le 15 janvier 2022.

-André Balent, notice CALMET Baptiste, Victor (aussi prénommé « Jean-Baptiste »), Maitron, version mise en ligne le 15 juin 2022, dernière modification le 16 juin 2022.

-André Balent, notice MATHIEU Roger, Raymond, Étienne [dit Cavallier, alias "Jouve fils" dans les groupes francs de la R 3], Maitron, version mise en ligne le 24 août 2016, dernière modification le 24 février 2021.

-André Balent, notice FOLCHET Espérance, Victorien, Maitron, version mise en ligne le 14 juin 2022, dernière modification le 24 novembre 2022.

-André Balent, Courtauly et Sonnac-sur-l'Hers (Aude), col de la Flotte, 27 juillet 1944, Maitron, version mise en ligne le 2 août 2019.

-André Balent, notice PARET-ESCUDIÉ Urbain [alias VIDAL], Maitron, version mise en ligne le 26 février 2010, dernière modification le 12 mars 2020.

-André Balent, notice Alet, aujourd'hui Alet-les-Bains (Aude), 17 août 1944, version mise en ligne le 14 novembre 2022, dernière modification le 20 février 2025.

-André Balent , notice Roullens (Aude), Château et dépôt de munitions de Baudrigues, 19 août 1944, version mise en ligne le 21 octobre 2015, dernière modification le 19 février 2025.

-André Balent, notice SWANK Paul A. [Paul Abraham], version mise en ligne le 3 novembre 2022, dernière modification le 20 février 2025.

-Assemblée nationale, Albert Gau, 2019.

-Miquèl Ruquet, notice Nelli René, version mise en ligne le 25 juin 2011, Maitron, dernière modification le 14 octobre 2022.

-Martine François, Francine Fourmaux, SALVAT Joseph dit Cri Cri, La Cigala de Buset, Josèp Salvat, Jozèp Salvat, CTHS-La France savante, fiche créée le 17/11/2008 - Dernière mise à jour le 02/09/2022.

- Martial Andrieux, *Qui a assassiné M.Rouzaud-Roche en septembre 1944 à Carcassonne*, 2017

-Delbourg Claude, Affaires criminelles : le très zélé René Bach durant l'Occupation, indépendant, publié le 21/12/2022.

-Nicolas Van Den Bussche, l'indépendant, La Baraque du Souvenir est inaugurée à Lescale, 9 mai 2011.

-La Dépêche du Midi , « Puivert. Une "baraque" en souvenir du drame de Lescale », témoignage recueilli de Suzanne, 7 janvier 2011.

-La Dépêche du Midi, « 80 élèves de St-Ex au maquis de Picaussel ».

-La Dépêche du midi, L'école primaire en visite au maquis de Picaussel, 28 juin 2019

-La Dépêche du Midi, « Belvis : hommage aux héros du maquis de Picaussel », 9 juin 2022.

-La Dépêche du Midi, édition de l'Aude, « Puivert. La mémoire de "Ceux de Picaussel" a été honorée », 8 août 2020.

-Pyrenées Audoises, « Chemins de mémoire », 19 août 2024.

-Mairie de Puivert, Budget citoyen CD 11 - film le Maquis de Picaussel, 15 avril 2025.

-Le Souvenir Français, « C'était hier : album n° 41 », présentant la remise du certificat d'engagement en qualité de « Gardien de la Mémoire » aux élèves du collège Saint-Exupéry de Bram (Aude) et les projets pédagogiques menés avec les Amis de Lescale.

-Le Souvenir Français, « C'était hier : album n° 42 »

-Préfecture de l'Aude, « 80 ans de la Libération dans l'Aude », Actualités, 4 août 2024.

-Auteur anonyme (correspondant local), *Lescage, le hameau martyr*, L'Écho du Languedoc, 25 août 2024.

Introduction	4
Première partie	11
Chapitre 1: La formation du maquis : origines, premiers membres et organisation	11
I. Origines et premiers membres	11
II. Organisation du maquis	23
Chapitre 2 : Réactions des populations locales face à l'occupation: contexte et stratégies d'adaptation	35
I. Le contexte local : enjeux et dynamiques territoriales	36
II. Les réponses de la population locale face à l'occupation	40
Deuxième partie	52
Chapitre 1 : Le maquis de Picaussel en action : entre engagements armés, victoires et revers	52
I. Des premières victoires aux embuscades réussies	53
II. Les défis internes et la répression allemande	55
Chapitre 2. Le retour du maquis dans l'Aude : vers la libération entre sacrifices et victoire	65
I. Relance de la guérilla et fixation de la 11e Panzerdivision (12–15 août 1944)	65
II. Offensives décisives et lourds sacrifices vers la libération (17–22 août 1944)	67
Troisième Partie	75
Chapitre 1. Les trajectoires des maquisards après la Libération : réintégration, silences et engagements	75
I. Entre oubli et reconnaissance : les défis de la réintégration dans l'après-guerre	75
II. Héritages de la Résistance : poursuite de carrières militaires, engagements politiques et transmission des idéaux	79
Chapitre 2. Reconstruire Lescale et inscrire le maquis de Picaussel dans la mémoire nationale	82
I. La renaissance du hameau de Lescale : reconstruction matérielle et résilience communautaire	82
II. De la mémoire vivante à la commémoration nationale : le maquis de Picaussel dans l'histoire de la Résistance	86
Annexes :	94
Annexes 1 : Carte des différentes zones de la France à l'été 1940	94
Annexes 2 : Carte de Lucien Maury sur les différents maquis audois et leurs emplacements	95
Annexes 3 : Photo du colonel Lucien Maury, alias Capitaine Franck, ex-chef du Maquis AS de Picaussel	96

Annexes 4 : Photo de Jean Bringer alias Myriel	97
Annexes 5 : La section des aviateurs.	98
Annexes 6 : Mazon et le prisonnier	99
Annexes 7 : Maurice Mazon; Adrien Fournié, le prisonnier Allemand; Georges Subreville; Marcel Mauger (de gauche à droite)	100
Annexes 9 : Schéma de Lucien Maury sur l'attaque allemande de Picaussel du 6 au 8 août 1944	102
Annexes 10 : Schéma de Lucien Maury du combat pour la libération de la ville de Limoux, le 22 août 1944	103
Annexes 11 : Le maquis de Picaussel à Puivert lorsque celui-ci participe à la Libération de la Haute Vallée de l'Aude	104
Annexes 12 : 14 juillet 1944 défilé dans le village de Puivert	105
Annexes 13 : La baraque du souvenir à Lescale	106
Annexes 14 : Poste de commandement du maquis de Picaussel	107
Archives départementales de l'Aude – Site de Carcassonne :	109
Bibliographie :	110